



LE MONDE diplomatique

HOLLYWOOD,
C'EST MOINS
CHER AU MAROC

PAR PIERRE DAUM
Pages 12 et 13.

Mensuel - 28 pages

N° 833 - 70^e année. Août 2023

UNE ANALYSE CENSURÉE PAR LES MÉDIAS EUROPÉENS

Pourquoi les grandes puissances se font la guerre

À en croire les discours dominants, la politique étrangère occidentale consisterait à exporter la démocratie libérale et le droit dans le reste du monde. Or les rapports entre puissances obéissent moins aux idéaux qu'à des considérations stratégiques, explique John Mearsheimer, théoricien majeur du réalisme dans les relations internationales.

PAR JOHN MEARSHEIMER *

Il y a trente ans, nombre d'experts occidentaux assuraient que l'histoire avait pris fin et que l'affrontement entre grandes puissances relevait du passé. Cette illusion a mal résisté à l'épreuve du temps. Aujourd'hui, deux des conflits opposant des grandes puissances menacent de dégénérer en guerre ouverte : les États-Unis contre la Russie en Europe de l'Est à propos de l'Ukraine, les États-Unis contre la Chine en Asie orientale à propos de Taïwan.

Les changements intervenus dans la politique internationale ces dernières années ont marqué une dégradation de la position de l'Occident. Que s'est-il passé ? Où va-t-on ? Répondre à ces questions réclame une théorie des relations internationales qui donne du sens

* Professeur de science politique à l'université de Chicago, auteur avec Sebastian Rosato de *How States Think. The Rationality of Foreign Policy*, Yale University Press, New Haven, à paraître à la fin de ce mois.

à un monde chaotique et incertain, un cadre général permettant d'expliquer pourquoi les États agissent comme ils le font.

La théorie dite du « réalisme » constitue le meilleur outil disponible pour comprendre la politique internationale. Quels sont ses postulats ? Les États coexistent dans un monde dépourvu d'une autorité suprême capable de les protéger les uns des autres. Cette situation les contraint à prêter attention à l'évolution des rapports de forces, car la moindre faiblesse peut les rendre vulnérables. Être en concurrence sur l'échiquier des pouvoirs ne les empêche pas cependant de coopérer lorsque leurs intérêts sont compatibles. Toutefois, de manière générale, les relations entre États – et plus particulièrement

entre grandes puissances – sont fondamentalement assujetties au principe de compétition. Dans la théorie du réalisme, la guerre représente un instrument de gouvernance parmi d'autres, auquel les États recourent pour consolider leur position stratégique. Ainsi s'explique la fameuse formule de Carl von Clausewitz sur la guerre, « simple continuation de la politique par d'autres moyens ».

(Lire la suite pages 10 et 11.)



NICKY NODJOUMI. « Tails of the Lost Dreams » (L'envers des rêves perdus), 2022

CINQUANTE ANS D'ESPOIR

Longo Maï, sur les sentiers de l'utopie

Un monde nouveau, solidaire, dégagé des impératifs de la rentabilité, comment ça marche ? Peu d'expériences de ce type peuvent prétendre avoir un passé. C'est le cas de Longo Maï en Provence. Depuis un demi-siècle, on y travaille beaucoup, on y discute énormément. Les générations se succèdent, les gens vont et viennent, l'aventure continue.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
ANNE JOURDAIN *

« COLLECTE pour le premier village pionnier dans le sud de la France. Nous avons encore besoin : d'un tracteur, de semences, de matériaux de construction, de 250 moutons, de machines et d'outils d'atelier, de 10 oies, de bonnes idées, de 100 000 francs en petites coupures, d'un charcutier, de maçons et de menuisiers, etc. » Les passants suisses n'ont pas tout de suite compris qui en appelait à leur générosité. C'était des jeunes gens. Une trentaine, qui venaient d'acquiescer une pauvre terre de Provence flanquée de trois hameaux en ruine, à Limans, au pied de la montagne de Lure. Les dernières brises de Mai 68 soufflaient encore dans leurs voiles, ils voulaient fuir les villes et la société de consommation. Ainsi naissait il y a cinquante ans une coopérative « agricole-industrielle » autogérée. Elle se choisit le nom, prémonitoire, de Longo Maï (1).

Roland Perrot, un de ses fondateurs, avait proposé de s'établir dans ce coin désolé. Sur les conseils d'un ancien berger qui avait croisé Jean Giono, au Contadour (2) tout proche. Perrot était de loin le plus âgé de la bande, et un des seuls Français. Les autres l'appelaient « Rémi ». On dit de lui qu'il était charismatique et exceptionnellement érudit. Peut-être autoritaire. Partisan de l'antimilitarisme et de la lutte anticoloniale, il revint en miettes de son service au Maroc (3). Quand, à la suite des « événements d'Algérie », il fut rappelé, il choisit de désertre.

(Lire la suite pages 22 et 23.)

* Enseignante dans le secondaire.

(1) En provençal, *longo maï* signifie « pourvu que ça dure », ou « que cela dure longtemps ».

(2) À partir de 1935, après la publication de *Que ma joie demeure* (Grasset, Paris), une communauté se forme, au printemps et à l'été, autour de Jean Giono dans le hameau du Contadour en Haute-Provence. L'expérience, qui conduira à la publication des *Cahiers du Contadour*, s'achève en 1939.

(3) Dans son roman *R.A.S.* (Jérôme Martineau, Paris, 1970), adapté sous le même titre par Yves Boisset (1973), Roland Perrot a raconté le sort de réfractaires à la guerre d'Algérie envoyés dans un bagne militaire au Maroc.

La religion sécuritaire

PAR BENOÎT BRÉVILLE

V AULX-EN-VELIN, 6 octobre 1990. Thomas Claudio, 21 ans, circule à moto quand il est percuté par une voiture de police. Il meurt sur le coup. Pendant quatre jours, la ville s'embrase. Des commerces sont pillés, des voitures incendiées, des écoles mises à sac, des pompiers blessés, des journalistes molestés. « Ces événements, le chômage et l'absence de formation des jeunes en sont responsables », analyse alors un député-maire de droite, M. Nicolas Sarkozy (1).

Clichy-sous-Bois, 27 octobre 2005. Poursuivis par les forces de l'ordre, deux adolescents, Zyed Benna et Bouna Troaré, se réfugient dans un transformateur et décèdent électrocutés. Des heurts éclatent en Seine-Saint-Denis, qui s'étendent bientôt à l'ensemble du pays. Après trois semaines de révolte, le président Jacques Chirac déplore que « certains territoires cumulent trop de handicaps, trop de difficultés », et appelle à combattre « ce poison pour la société que sont les discriminations ». Il fustige également l'« immigration irrégulière et les trafics qu'elle génère » ainsi que les « familles qui refusent de prendre leurs responsabilités ».

Nanterre, 27 juin 2023. Nahel Merzouk, 17 ans, est abattu d'une balle dans la poitrine lors d'un contrôle routier. Les émeutes se répandent comme une traînée de poudre dans tout le pays. L'épisode sera court (cinq jours), mais intense : 23 878 feux sur la voie publique, 5 892 véhicules incendiés, 3 486 personnes interpellées, 1 105 bâtiments attaqués, 269 assauts contre des commissariats, 243 écoles dégradées. « Ces événements n'ont rien à voir avec une crise sociale », mais tout avec la « désintégration de l'État et de la nation », estime le candidat pressenti de la droite (Les Républicains, LR) à la prochaine élection présidentielle, M. Laurent Wauquiez (2). Et gare à celui qui prétend le contraire, accusé

aussitôt de justifier la violence, d'alimenter la culture de l'excuse, voire d'être un « factieux » et un « danger pour la République » (3).

Par les réactions qu'elles suscitent, les émeutes urbaines à répétition reflètent l'évolution du paysage politique français, passé au rouleau compresseur sécuritaire et identitaire. Hier avancée comme une évidence, l'explication sociale se trouve reléguée à l'arrière-plan ; en faire état est aujourd'hui proscrit. Par le passé, tout gouvernement confronté à un tel événement annonçait la mise en œuvre d'un plan banlieue pour remédier aux multiples inégalités dont souffrent ces territoires. Une fois l'attention retombée, cela se traduisait par des mesures peu ambitieuses – quelques emplois aidés, des subventions aux associations, des crédits pour rénover les bâtiments... Ces plans étriés, une dizaine depuis les années 1980, n'ont évidemment rien résolu, ni le chômage, ni la ségrégation, encore moins les tensions entre les jeunes et la police. Mais leur empiement a fini par installer l'idée que l'État en aurait déjà trop fait pour les banlieues et qu'il serait temps de se recentrer sur les « vrais problèmes » : immigration, islam, démission des parents, laxisme de la justice, jeux vidéo, réseaux sociaux... Un discours taillé sur mesure pour opposer artificiellement banlieues et campagnes, ces territoires abandonnés où vivent les classes populaires.

(1) Entretien avec *Valeurs Actuelles*, cité dans « Vingt ans après les émeutes, hommage à Thomas Claudio », *Lyon Capitale*, 7 octobre 2010.

(2) *Le Figaro*, Paris, 12 juillet 2023.

(3) Selon les termes employés par M. Éric Ciotti, président des Républicains, pour qualifier M. Jean-Luc Mélenchon.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Également sur www.monde-diplomatique.fr

Et le yoga sauvera le monde

Le 21 juin, les Nations unies célébraient la neuvième Journée internationale du yoga. Très en vogue, cette discipline qui vise à favoriser l'apaisement du corps et de l'esprit n'en finit pas d'être instrumentalisée à des fins marchandes et d'amélioration de la productivité au sein des entreprises. Une tendance critiquée par nombre de ses pratiquants.

PAR ZINEB FAHSI *

LONGTEMPS cantonné dans les imaginaires occidentaux à une pratique ésotérique prisee par les hippies, le yoga s'est taillé une place de choix dans nos quotidiens. Il est enseigné dans des centres spécialisés, pratiqué dans les salles de sport ou dans des environnements plus surprenants, comme les hôpitaux, les écoles, l'armée ou les entreprises. Entretenir sa santé, cultiver une pensée positive, gérer son stress, réguler ses émotions, développer sa résilience, libérer son plein potentiel, se relier à son « moi authentique », être plus efficace, plus souple, plus créatif, plus heureux, voire répandre la paix dans le monde : les bénéfices attribués au yoga semblent sans limite.

Aujourd'hui largement enseigné comme une méthode de développement personnel, mais avec le vernis orientaliste que lui confèrerait son « authenticité » et le prestige associé à une tradition lointaine et millénaire, le yoga promet, selon la journaliste Marie Kock, « à tous les lessivés du monde moderne (...) une planche de salut aussi accessible que transformatrice (1) ». Une promesse de transformation qui participe sans doute de son essor spectaculaire ces dernières années, avec 7,6 millions de Français qui déclarent le pratiquer régulièrement, c'est-à-dire une ou deux fois par mois, selon le Syndicat national des professeurs de yoga.

Le yoga est partout, et il peut tout. C'est Amazon qui, dans le cadre de son programme WorkingWell (« bien travailler »), met à disposition de ses employés en entropôt des cabines judicieusement baptisées « AmaZen » : on y récite des mantras, on y

* Professeure de yoga et auteure du livre *Le Yoga, nouvel esprit du capitalisme*, Textuel, Paris, 2023.

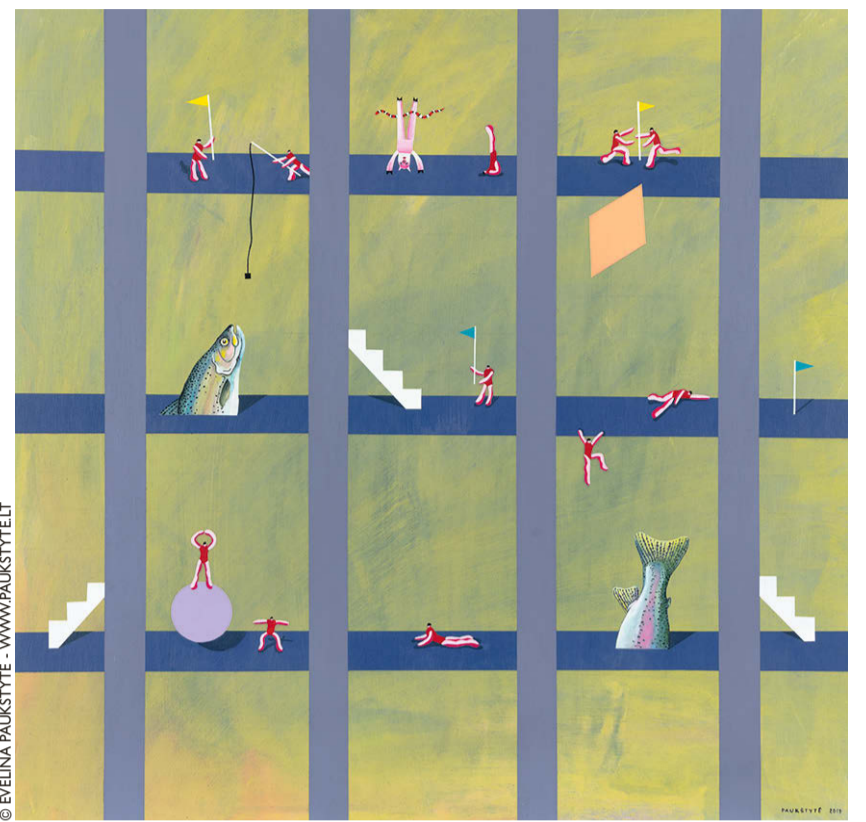
médite, on s'y étire; autant de pratiques visant à « stimuler les salariés et recharger leurs batteries (2) ». C'est le patron d'une entreprise de tisanes ayurvédiques qui décide de dispenser des cours de yoga le midi et qui se confie : « On fait cette séance de yoga, et (...) ensuite pendant dix minutes, il y a une petite réunion imprévue et comme les gens sont posés, (...) je peux faire un ou deux reproches à un employé, mais c'est bien pris, c'est dit devant tout le monde, et je trouve ça beaucoup plus agréable de faire ça dans cet espace-là (3) ». C'est une collègue enseignante de yoga qui raconte le mauvais accueil de salariés pour qui la séance avait été organisée à l'initiative de la direction des ressources humaines après le récent suicide d'un de leurs collègues. Mais ce sont aussi des adeptes qui imaginent en soupirant que « le monde irait tellement mieux si chacun faisait du yoga », et choisissent d'ignorer qu'il a fasciné des penseurs antimodernes comme le philosophe italien Julius Evola ou que sa pratique n'empêche pas le premier ministre indien Narendra Modi de défendre des idées d'extrême droite.

Nulla promesse d'une vie meilleure, en réalité, dans les textes anciens auxquels le yoga contemporain se réfère encore. Les pratiques prémodernes – car il existe plusieurs formes de yoga – apparaissent sur le sous-continent indien au cours du premier millénaire avant notre ère. Elles relèvent du renoncement et de l'ascétisme. La discipline doit alors permettre de ne pas renaître, de se libérer du cycle des réincarnations, de cet emprisonnement que décrit la notion indienne de samsara. Sa version contemporaine prône, elle, une sorte d'optimisation de soi : il s'agit d'améliorer son

existence ici-bas en devenant une « meilleure version de soi-même ». Comment expliquer une telle transformation? Le yoga – et plus généralement la culture indienne – a dans son histoire occidentale été envisagé comme porteur d'une solution de rechange à une modernité jugée aride et aliénante. Depuis sa première mondialisation à la fin du XIX^e siècle, il a cristallisé les fantasmes des orientalistes, des théosophes, des occultistes, de la Beat Generation, des hippies, des stars de Hollywood et des entrepreneurs qui, les uns après les autres, l'ont reformulé en profondeur et par vagues successives.

Son appropriation par le mouvement New Age s'inscrit dans cette histoire et l'ancrage dans une rhétorique de transformation personnelle au service de l'avènement d'une nouvelle ère de paix et d'harmonie, un discours qui abandonne toute référence sociale au profit d'une vision spiritualiste centrée sur l'individu. Mais une nouvelle étape est franchie lorsque ces pratiques initialement conçues dans les années 1960 comme des techniques alternatives d'exploration de soi sont mises au service de la productivité et de la performance.

Quelques dizaines de kilomètres séparent Haight-Ashbury à San Francisco, épice du Summer of Love de 1967, du foyer d'une autre utopie californienne, celle de la cyberculture naissante : la Silicon Valley. Filles, elles aussi, de la contre-culture, les entreprises de ce pôle technologique, dans un contexte de libéralisation économique, mettent au cœur de leur management la réinvention permanente de soi. Le remède au désenchantement et à l'ennui des journées de travail répétitives ne réside plus dans un pas de côté, pour s'adonner à l'exploration de soi, mais dans l'édification du travail comme instrument de réalisation personnelle. Le travail revêt alors les atours d'un nouveau culte, à la fois pourvoyeur de sens, de communauté et de salut. La souffrance au travail devient une affaire personnelle, et les ressources humaines se transforment en « managers de l'âme (4) » dont le travail consiste à fortifier la psyché des salariés en déployant des programmes aux noms évocateurs mêlant spiritualités orientales et développement personnel. Avec Search Inside Yourself (« cherche à l'intérieur de toi ») et Be Your Best Self (« sois ton meilleur



© EVELINA PAUKSTYTE - WWW.PAUKSTYTE.IT
EVELINA PAUKSTYTE. – « Keeping Busy On Many Fronts » (S'activer sur plusieurs fronts), 2019

leur soi »), les programmes de méditation développés respectivement par Google et Euclid Analytics à destination de leurs employés, la quête de soi passe désormais par le travail, et le yoga devient une technique parmi d'autres pour accéder à son « meilleur soi », au service de l'entreprise.

Alors que le crépuscule des années 1980 marque la fin des grandes utopies politiques et la victoire idéologique du capitalisme, l'individu s'impose comme le nouvel horizon politique. « N'ayant pas l'espoir d'améliorer leur vie de manière significative, les gens se sont convaincus que ce qui comptait, c'était d'améliorer leur psychisme », analyse l'historien et sociologue Christopher Lasch (5). Les industries du bien-être explosent, reflet de ce que Thomas Luckmann, sociologue allemand, analyse comme le passage « des grandes transcendances (vision d'un autre monde) aux transcendances à portée moyenne » (de genre politique) pour déboucher sur le temps des « mini-transcendances orientées vers l'individu » (6). Dans ce contexte, rien ne sert de vouloir changer la société, mieux vaut se changer soi-même. La trans-

formation collective adviendra par l'accumulation de choix individuels, les choix de production et de consommation de chacun, orchestrés par le marché.

Profondément politique et profondément dépolitisant, le yoga contemporain contribue donc à la diffusion de discours en apparence émancipateurs, mais en réalité culpabilisants et contre-productifs. D'un point de vue individuel d'abord, car certains se retrouvent enchaînés dans une course à l'amélioration de soi permanente, qui les laisse perpétuellement insatisfaits, épuisés voire déprimés. D'un point de vue collectif ensuite : cette conception du bonheur détourne des mobilisations contre les causes sociales du malheur, des causes que ni le yoga ni le développement personnel ne sauraient éradiquer. Au bord du burn-out? Vous n'avez sans doute pas assez médité. Au chômage? Sans doute le résultat de votre négativité, vous devriez songer à répéter quelques mantras positifs. Anxieux? Avez-vous pensé à faire vos exercices de respiration quotidiens? Pauvres? Une question de mindset (mentalité), mais vous êtes-vous renseignés sur la loi de l'attraction?

Politiser le bien-être

COMME le notent Dana Becker et Jane Marecek, « la bonne vie n'est pas aisément et également accessible à tous. L'appartenance de classe, de genre, la couleur de peau, la race, la nationalité, la caste génèrent des disparités, des inégalités de statut et de pouvoir qui influent de façon très significative sur le bien-être individuel. Ces différences structurelles affectent spectaculairement l'accès aux soins, la trajectoire éducative et professionnelle, le traitement des cas individuels par le système judiciaire, les conditions de vie au quotidien, l'avenir des enfants et même les taux de mortalité (7) ». De tout cela, les pratiquants du yoga ne restent pas ignorants. Loin du cliché les représentant en personnes narcissiques obnubilées par leur bien-être individuel, leurs jus verts et leurs salutations au soleil, ils se préoccupent eux aussi de la dégradation de l'environnement ou de la démolition de la protection sociale. Et, au sein même du milieu du yoga, des discours critiques se font entendre, notamment sur son instrumentalisation en entreprise. La chercheuse Amanda Lucia observe toutefois, dans son ouvrage *White Utopias*, au sujet des festivals spirituels alternatifs : « L'ironie est que les participants, submergés par le sentiment d'être piégés dans le système économique et social néolibéral, fuient vers ces festivals spirituels, en quête de répit. (...) [Mais] ils ne font qu'arriver dans un nouveau marché lui aussi consacré à des techniques de perfectionnement de soi (8) ».

Alors, faudrait-il clamer, avec la romancière Virginie Despentes : « Plutôt crever que de faire du yoga (9) »? De nombreuses voix, notamment au sein de la diaspora sud-asiatique, s'élèvent aujourd'hui pour défendre une autre vision du yoga, décolonisée de son imaginaire orientaliste et pro-

ductiviste. Sa pratique, au même titre que d'autres disciplines pour le bien-être, peut apporter des espaces de repos bienvenus à des personnes malmenées par la vie, encourageant à mettre de côté la productivité, l'utilité, la réussite, la performance, pour se laisser respirer.

« Politiser le bien-être (10) » permet de rappeler que, pour de nombreuses catégories de personnes dont les corps et les existences sont considérés comme négligeables, exploitables, indignes d'attention et de soin, prendre soin de soi est un acte de résistance, d'affirmation et d'émancipation. Qu'avant d'être des industries, le bien-être et le bonheur étaient formulés comme des objectifs collectifs et donc politiques.

(1) Marie Kock, *Yoga, une histoire-monde*, La Découverte, Paris, 2019.

(2) « Des "cabines zen" dans les entrepôts Amazon : même les dystopies n'avaient pas osé », *Courrier international*, Paris, 28 mai 2021.

(3) « La vie en yogi », épisode de « LSD, la série documentaire », France Culture, octobre 2020.

(4) Valérie Brunel, *Les Managers de l'âme. Le développement personnel en entreprise, nouvelle pratique de pouvoir?*, La Découverte, 2008.

(5) Christopher Lasch, *La Culture du narcissisme*, Flammarion, coll. « Champs essais », Paris, 2008 (1^{re} éd. : 1979).

(6) Thomas Luckmann, *The Invisible Religion. The Transformation of Symbols in Industrial Society*, MacMillan Publishing Company, Canterbury, 1967.

(7) Dana Becker et Jane Marecek, « Dreaming the American dream. Individualism and positive psychology », *Social and Personality Psychology Compass*, n° 2/5, 2008, <https://compass.onlinelibrary.wiley.com>

(8) Amanda Lucia, *White Utopias. The Religious Exoticism of Transformational Festivals*, University of California Press, Berkeley, 2020.

(9) Virginie Despentes, *Cher connard*, Grasset, Paris, 2022.

(10) Cf. Camille Teste, « Politiser le bien-être », Binge Audio Éditions, Paris, 2023.

IL ÉTAIT UNE FOIS, VOUS.

Vous et vos envies d'un management responsable. Vous et vos objectifs professionnels engagés. Regardez droit devant avec passion et optimisme. Changeons, ensemble, le cours de votre histoire.

www.iae-paris.com

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
IAE PARIS
SORBONNE BUSINESS SCHOOL

Une grande histoire de management

CANDIDATURES EXECUTIVE

> DU 4 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 2023

MICHEL HOUELLEBECQ, SYLVAIN TESSON ET LEURS DEVANCIERS

La réaction, c'était mieux avant

Lorsque l'espoir se fait rare, la nostalgie des aventuriers désabusés – politiques ou littéraires – renaît. Les auteurs relevant de cette tradition se montrent souvent très critiques d'un ordre qui leur paraît trop bourgeois, trop soumis aux aspirations conformistes de la foule. Leur forme de romantisme, profondément conservateur, ne propose aucun avenir désirable – mais ce n'est pas son objet.

PAR EVELYNE PIEILLER

DÉCONTRACTÉ. Décomplexé. Sourdemment déprimé mais courageusement désinhibé. Affrontant le désenchantement du monde avec panache. Portant le deuil de la grandeur des rêves d'autrefois avec ferveur. Et osant s'opposer au consensus des dominants. Il a la lucidité mélancolique mais tonique, et l'audace de se déclarer le défenseur des causes malfamées. Son rejet des valeurs prônées par les notables a une impertinence devenue rare. Ses thèmes ont une actualité brûlante : dégoût de l'époque, nostalgie des balises d'antan et colère devant un présent destructeur, malaise profond devant un futur qui semble une impasse, l'impression que tout est fichu, la conviction qu'on est impuissants. Ce qui s'énonce ici, c'est moins un manifeste que les repères d'un imaginaire : l'imaginaire réactionnaire, qui s'est diffusé, tout auréolé d'une réputation subversive, et est censé assumer la solitude d'une position minoritaire avec fierté. Du côté des vaincus... Dans son élaboration, la littérature joue depuis longtemps son rôle.

Un dandysme aristocratique

MAIS c'est là également la conséquence d'un libéralisme qui n'a que le consumérisme à offrir comme accomplissement. Que peut-on espérer de ce monde-là, quand on a d'autres aspirations que celles des médiocres ? Impossible d'être un héros, impossible de croire en quoi que ce soit, vu le résultat calamiteux de l'histoire. Restent l'ennui, l'agitation

Ils sont nombreux à avoir connu le succès, et trouvé leurs lecteurs, et suscité les commentaires, les écrivains imperturbablement antiprogressistes, au nom de leurs vertus... littéraires, y compris à gauche. Pourtant, Roger Nimier, Emil Cioran, Antoine Blondin, ceux d'hier, Sylvain Tesson, Michel Houellebecq, ceux d'aujourd'hui (sans oublier Louis-Ferdinand Céline ou Pierre Drieu la Rochelle), pour s'en tenir à quelques noms, ne manquent pas de franchise. Avec des modulations diverses, ils s'appuient dans leurs œuvres sur quelques constantes caractéristiques, impeccablement nouées à leurs orientations politiques. Il s'agit d'abord de regretter l'état déplorable non seulement du présent, mais aussi bien de l'avenir qui s'y prépare. Enfin, l'avenir... Il n'y en a guère : ce sera du présent en pire. Ce triste sort tient avant tout à la démocratie, à son pathétique idéal d'égalité, qui nivelle par le bas et conduit au triomphe des médiocres, autrement dit des bourgeois.

de l'âme, reste la nostalgie d'un temps où des idéaux plus grands que le petit individu pouvaient l'élever. « *Quand les habitants de la planète seront un peu plus difficiles, je me ferai naturaliser humain* », écrit Nimier dans *Le Hussard bleu*. Les seules causes à défendre sont les causes perdues, les seules aptes à restaurer le sens de la transcendance, l'antimarchandisation du monde et de l'esprit : le goût de l'honneur, du sacré, l'accueil des forces de la vie et un ordre social qui le permette.

Tout le reste ne peut que susciter le mépris, voire l'insulte. L'être éclairé, dessillé, qui s'exprime dans ces œuvres au fil de sentences et autres formules bien frappées (1), a pour armes son ironie anti-beaufs et son dédain des rachitiques horizons de l'égalitarisme républicain. Cet imaginaire conjugue ainsi un certain romantisme, mal de vivre et retour vers un passé fantasmé, un « aristocratismes » affirmé, contre ce concentré de corruption morale que sont les élites en place, et le souffle de la révolte. Il y a là comme un air d'adolescence et d'insoumission, le dandysme de celui qui ne fraie pas avec le troupeau, la supériorité désespérée de celui qui refuse de jouer le jeu de la bêtise universelle. Ce qui est, soit dit en passant, un rêve classique de petit-bourgeois.

Au fondement de ce mépris pour l'égalitarisme rayonne la certitude que, en dehors des âmes d'exception, l'homme ne vaut pas grand-chose. Sauf à être encadré par des structures (l'Église, par exemple, l'armée...) qui l'extirpent de son goût du confort et des jouissances faciles. Évidemment, on patage ici dans le nihilisme. Puisque cette démocratie niveleuse conduit à la décadence, et de l'individu, et du pays, et de la civilisation européenne. Sauf... à opérer un retour radical aux valeurs tuées par l'égalitarisme et la liberté avilissante de se payer ses caprices. Sinon, rien à attendre du futur. Quand Tesson élit un héros, c'est le fondateur de l'association la Guilde (ou Guilde européenne du raid) : « *Trop jeune pour la Résistance, il intégra un commando de l'OAS* ». Et sa condamnation témoigne clairement pour Tesson de notre décadence : « *Un garçon qui rêva d'honneur et de fidélité derrière les murs d'une prison pendant que les bourgeois de son âge préparaient les molles barricades de Mai 68* » (2). Tesson le baroudeur trouve d'ailleurs dans la nature même confirma-

tion de sa vision du monde – les Alpes l'approuvent : « *Le paysage répondait à son principe de distinction, de hiérarchie, de pureté. (...) Politiquement, il était étrange que les esprits éveillés ne se fussent pas plus tôt insurgés contre la symbolique du paysage de montagne. La verticalité constituait une critique de la théorie égalitaire* (3). » C'est amusant. C'est intensément stupide. Et clair.

Mais plus encore que de décadence, c'est de déchéance que parlent ces écrivains. La victoire du bourgeois signe le vide de l'existence, exhibe la misère intérieure du bipède, toujours prêt à se soumettre à sa petite avidité. Le « *règne de l'individualisme* », comme dit Tesson sans originalité excessive, révèle le fonds de l'humain, lâche, boueux, sordide. Il semble ainsi que le propos de ces « réacs » relève avant tout de la morale, au nom d'une conception tragique de la nature humaine. Dès que lui en est donnée la possibilité, l'humain s'abêtit, s'avachit. C'est contraint, tenu, dans l'effort et le sacrifice, qu'il surmonte sa laideur et peut devenir grand. De façon remarquable, cet ensemble de conceptions parfaitement banales mais d'habillage provocateur, indubitablement droitière à tout le moins, résonne. Il faut dire qu'il a bénéficié de la légitimation par les pouvoirs, politiques, médiatiques, dont la critique de

de l'homme naturellement bestial et dont les bas penchants sont exacerbés par le régime démocratique-libéral, le tout affirmé non seulement par leurs sujets, mais par des considérations générales présentées comme des vérités intemporelles. Or ils sont tous fêtés, célébrés – la « Bibliothèque de la Pléiade » en accueille plusieurs –, et, à l'exception de Houellebecq, aujourd'hui contesté, leur transcription en littérature des conceptions d'une certaine extrême droite, celle qui se présente comme civilisationnelle, est dissoute dans l'admiration pour leur puissance artistique.

On ne saurait penser pour autant que les 700 000 exemplaires de *La Panthère*

des neiges (Gallimard, 2019), de Tesson, qui n'est pas précisément éloigné de Radio Courtoisie, ou les 75 000 volumes vendus en un week-end d'*Anéantir* (Flammarion, 2022), de Houellebecq, qui n'est pas franchement hostile à M. Éric Zemmour ni à Geoffroy Lejeune (6), ont été lus exclusivement par des électeurs d'extrême droite. Il est probable que l'antilibéralisme et l'aspiration à un monde plus « pur », plus riche de spiritualité, séduisent aussi à gauche. Il n'est pas exclu que leur posture oppositionnelle, antilibérale, anti-élites, etc. semble presque fréquentable, sinon éclairante. Car ces réactionnaires font vibrer certaines ambiguïtés.

Régénérer le monde par la morale

À L'ÉVIDENCE, il ne suffit pas de dénoncer le vide d'un temps voué à l'avoir plutôt qu'à l'être pour être dédouané de tout penchant autoritaire. Il ne suffit pas de dénoncer le bourgeois pour être exempté de tout mépris envers la masse – ou doit-on l'appeler le peuple ? Haïr les Lumières accompagne rarement un vif élan vers l'émancipation collective. Et vouloir la régénération du système, du monde, des individus... par la morale est

fait à la nostalgie et à la défiance envers le « progrès » peuvent s'expliquer – entre autres raisons – par le fait que « *la gauche est à court d'images du futur* » et que « *la mémoire des victimes a remplacé la mémoire des luttes* », ce qui a « *modifié notre perception des sujets sociaux qui apparaissent désormais comme des victimes* » (9). Serait-ce qu'être « de gauche » ne signifie plus guère autre chose que l'indignation... morale ?

Ces thèmes de l'extrême droite, ces humeurs et émotions, on les retrouve dans les enquêtes. En 2021, 75 % des Français pensent que la France est en déclin, sept sur dix que « *c'était mieux avant* », et la même proportion affirme s'inspirer « *des valeurs du passé* » dans sa vie, selon l'enquête au long cours « *Fractures françaises* » de la Fondation Jean-Jaurès (21 octobre 2021). Un an plus tard ça ne s'arrange pas : selon le baromètre Odoxa, seulement 21 % des Français ont confiance dans l'avenir, contre 38 % dans les quatre grands pays voisins, 30 % ressentent de la peur. Mais il y a mieux, si l'on ose dire, du côté des charmes de l'autoritarisme : 39 % sont d'accord avec l'idée « *d'avoir à la tête du pays un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections* » (baromètre de la confiance politique, Cevipof, 2022). M. Emmanuel Macron, qui s'est toujours targué, comme les intempêtes d'extrême droite, d'être un transgressif qui ne craint pas de s'attaquer aux tabous (synonyme immédiat d'entreprise de régression), dira à plusieurs reprises, tranquillement, que « *les devoirs valent avant les droits* ». Phrase qui sonne martiale, héroïque, quasi sacrificielle, grandiose – il complètera par le limpide « *on passe trop par la loi dans notre République* » (interview TF1 - France 2, mars 2023). Lumineux avertissement. M. Macron est décidément un bon lecteur de Carl Schmitt : il sait que ses pratiques néolibérales doivent pour se justifier se nourrir de l'imaginaire le plus vigoureusement réactionnaire. Reste à la gauche la charge d'inventer des futurs désirables.

- (1) Ce qui détaille avec clarté Vincent Berthelier dans *Le Style réactionnaire. De Maurras à Houellebecq*, éd. Amsterdam, Paris, 2022.
- (2) Jean Mouzet, *Éclats d'actions. La Guilde européenne du raid*, préface de Sylvain Tesson, Stock, Paris, 2018. Cité par François Krug, *Réactions françaises. Enquête sur l'extrême droite littéraire*, Seuil, Paris, 2023.
- (3) Sylvain Tesson, *Blanc*, Gallimard, Paris, 2022.
- (4) Discours pour la réception de Marguerite Yourcenar à l'Académie française, janvier 1981.
- (5) Lettre à Jean Paulhan, novembre 1940, dans Jacques Chardonne - Jean Paulhan. *Correspondance (1928-1962)*, Stock, 1999.
- (6) Cf. François Krug, *op. cit.* Cf. également « *Céline mis à nu par ses admirateurs, même* », *Agone*, n° 54, Marseille, 2014/2.
- (7) Cité par Arthur Pouliquen, *Georges Sorel. Le Mythe de la révolte*, Éditions du Cerf, Paris, 2023.
- (8) Cité par Stéphanie Roza, *La Gauche contre les Lumières*, Fayard, Paris, 2020.
- (9) « *La rébellion est-elle passée à droite ? Entretien avec Pablo Stefanoni* », *Contretemps*, 31 mai 2021, www.contretemps.eu



PHOTOGRAPHIE : A. MOLE - COURTESY SEMIOSE, PARIS - COLLECTION PRIVÉE

PRÉSENCE PANCHOUNETTE. - « Adornos », 1984

gauche, qui refuse le plus souvent, par peur d'être taxée de dogmatique, voire de stalinienne, de réduire l'écrivain à une thématique politique. Le premier point n'est pas sans importance. Passons sur l'hommage national en 2017 à Jean D'Ormesson, un temps à la tête du *Figaro*, grand supporteur de la guerre au Vietnam, devenu l'incarnation d'un charmant et sage art de vivre, et qui postulait que « *la tradition est un progrès qui a réussi* (4) ». Si Jacques Chardonne, collabo convaincu aux convictions claires – « *je vomis les juifs (...)* » et la *Révolution française* (5) – fut moins chanté, le goût qu'avait pour lui François Mitterrand, dont il était l'un des écrivains préférés, ne resta pas confidentiel, et il sera inscrit plus tard (en 2018) sur la liste des commémorations nationales – la notice restant pudiquement muette sur son passé de pétainiste antisémite. Seul importe son talent, qui incite le cinéaste Olivier Assayas à adapter *Les Destinées sentimentales* (2008). Un roman où se trouvent des phrases fondées : « *C'est très facile de faire croire à des malheureux qu'il existe un monde meilleur. Ce n'est pas vrai. Il n'y a pas de monde meilleur. Vous ne changerez rien que les apparences. (...) Ce sont toujours les mêmes qui commanderont* ». Un écrivain peut porter une vision du monde qui ne se superpose pas à son choix politique (l'exemple du monarchiste Honoré de Balzac est fameux). Mais ce n'est pas le cas des Nimier, Cioran, etc. Tous déploient dans leurs livres un nihilisme qui regrette plus ou moins explicitement le christianisme, une vision

toujours voué à servir de dévoiement à la question sociale et à son traitement politique. Jadis, un théoricien du syndicalisme révolutionnaire, dreyfusard ardent, Georges Sorel (1847-1922), considérait que la classe des ouvriers « *régénérerait le monde pour faire triompher la morale* (7) ». Précisément, il préférerait le terme de « régénération » à celui de « révolution ». Il postulait que « *le véritable socialisme est antiparlementaire, antilibéral, antihumanitaire et antiprogressiste* (8) », la démocratie libérale étant la plus grande erreur du siècle. Il finissait son grand livre de philosophie morale, *Réflexions sur la violence* (1908), par une exhortation : « *En attendant les jours du réveil, les ouvriers avertis doivent (...) cultiver les forces les plus nobles de leur âme, sans se préoccuper de ce que la médiocrité démocratique pourra penser d'eux* ». Appuyé sur un rejet sec des intellectuels, courroies de transmission du pouvoir, ce mélange le conduisit à se rapprocher – temporairement, mais quand même – des royalistes de l'Action française, et lui valut d'être salué tant par Antonio Gramsci que par Benito Mussolini. Aujourd'hui, Alain de Benoist, hérald de l'extrême droite dite « civilisationnelle », le salue comme un révolutionnaire conservateur, révolutionnaire parce que conservateur, et inversement.

Cette embrouille généralisée qui fait le succès des réacs des lettres et plus largement des idées qu'ils vaporisent, cette acceptation d'un certain registre « politiquement incorrect », cet accueil

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde,
Association Günter Holzmann,
Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication :
Serge HALIMI
Conseiller en finance et développement auprès du directeur :
Bruno LOMBARD
Secrétaire générale :
Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAÏD
Rédaction : Martine BULARD, Philippe DESCAMPS,
Renaud LAMBERT, Evelyne PIEILLER, Hélène RICHARD,
Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT, Grégory RZEPSKI
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique :
Nina HLACER, Boris SÉMÉNIKO
(avec la collaboration
de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria HERARDI
Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Dominique MARTEL,
Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zala SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÓ (9674),
Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALLETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN,
Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

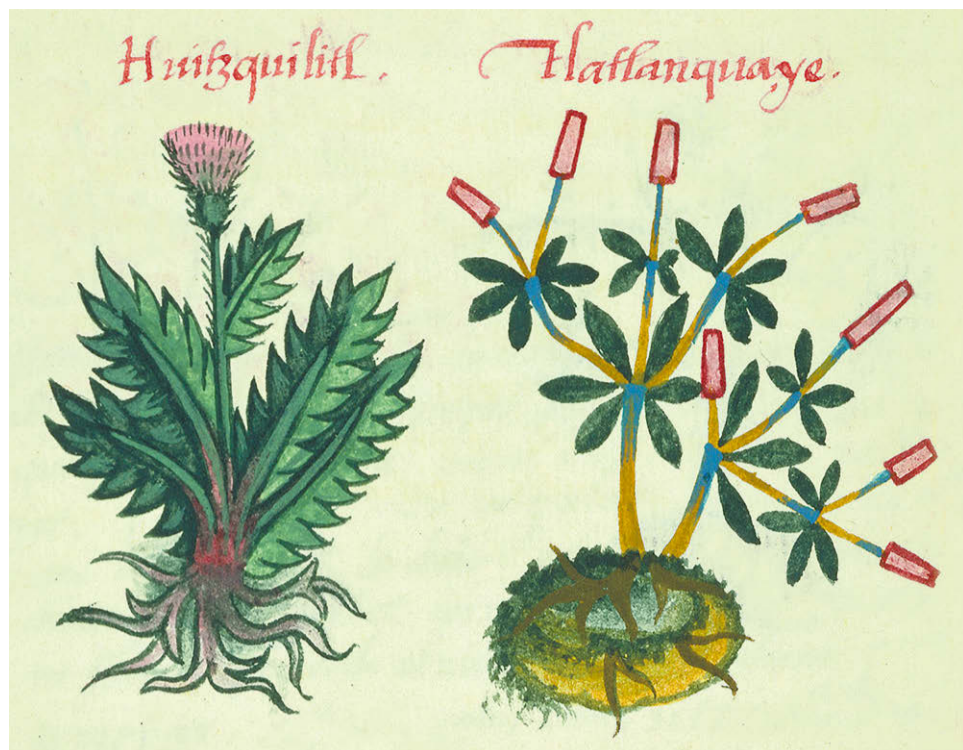
Publicité : Hélène FAVERIE (01-57-28-38-03)

Diffusion, mercatique : Brigitte BILLIARD,
Saveria COLOSIMO-MORIN, Maureen DECARPIGNY,
Sophie GERBAUD, Sabine GÜDE, Christiane MONTILLET
Relations marchands de journaux (numéro vert) :
0805-050-147

Service relations abonnés
● Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr
● Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32

Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
© ADAGP, Paris, 2023,
pour les œuvres de ses adhérents
Prix au numéro : 5,40 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée :
France métropolitaine : 59 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux
de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25



« *Cynara scolymus* » (artichauts) et « *Piperaceae* » (poivriers) peuvent agir sur la fièvre, sur les inflammations et faciliter la digestion

Les planches qui illustrent cet article sont extraites de l'herbier réalisé par Martin de la Cruz, recensant les plantes médicinales aztèques et leurs usages. La plupart des plantes n'ont pu être identifiées. Les légendes ici proposées s'appuient sur la traduction anglaise de William Gates, qui date de 1939.

Les images de cette double page proviennent des collections du Musée national d'anthropologie de Mexico.



Ces espèces permettent de soulager la fatigue et de renforcer le cœur de « ceux qui gouvernent la cité »

Le livre noir du haricot vert

Des Olmèques aux Aztèques en passant par les Mayas, les peuples de ce bout d'Amérique centrale qu'on appelle aujourd'hui Mexique organisèrent leur régime alimentaire autour de plantes inconnues en Occident : haricot, courge et maïs. Mais les connaissances et les pratiques botaniques accumulées pendant des millénaires furent détruites par les conquistadors et pillées par des maquignons américains.

PAR ALAIN AMARIGLIO *

QUI s'en souvient ? Le haricot fut jadis offert en cadeau aux lointains ancêtres des Mexicains par le dieu Quetzalcóatl, le mythique serpent à plumes. De quoi rendre leur exotisme à nos flageolets, lingots du Nord, cocos de Paimpol, moquettes de Vendée et tarbais. Les appellations régionales tendent à faire oublier qu'ils forment les diverses variétés de graines d'une même liane tropicale. Les lecteurs de *Jack et le Haricot magique* le savent ; de même les jardiniers, que l'idée de plantes « immobiles » amuse au plus haut point. *Phaseolus vulgaris*, le « haricot commun » (1), est volubile : sa tige, trop faible pour grimper seule, doit trouver un support autour duquel s'enrouler en hélice pour monter vers la lumière, toujours dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. Peut-être les Romains y auraient-ils vu un mauvais présage mais ils n'ont jamais connu le haricot, pas plus qu'aucun Européen

* Ingénieur, instituteur et écrivain. Dernier ouvrage publié : *Des plantes et des hommes*, Éditions du Canoé, Bourg-sur-Gironde, 2023, préface de Gilles Clément.



Les feuilles de « *Muhlenbergia macrooura* » apaisent l'engourdissement et les tiraillements des paupières

avant Christophe Colomb. Ils ne connaissaient pas davantage le maïs et la courge, autres offrandes du serpent à plumes désireux d'aider les hommes à se nourrir. Longtemps Quetzalcóatl a cherché ce qui pourrait leur convenir. Dans sa quête, il remarqua une fourmi rouge qui portait un grain de maïs. Il l'accompagna jusqu'à une montagne, dans laquelle elle disparut par une fissure, se transforma en fourmi noire pour la suivre et, là, découvrit un immense trésor de semences variées. Les récupérer ne fut pas une mince affaire, mais Quetzalcóatl la mena à bien. Et depuis ce jour les Mexicains mangent des haricots.

Au vrai, lorsque ces événements se produisirent – ou se seraient produits –, il n'y avait ni Aztèques, ni Mayas, ni Mexique. On soupçonne seulement la bienveillance divine de ne pas avoir dispensé les premiers cultivateurs d'Amérique centrale du long travail d'asservissement de la nature et, surtout, des plantes. Le maïs ne fut pas fourni prêt à l'emploi : les ancêtres des Mexicains durent domestiquer les téosintes sauvages, graminées dont les petits épis malingres se désagrègaient à maturité. Il fallut des millénaires de sélection pour parvenir aux généreux épis de maïs que nous connaissons, et beaucoup de patience pour transformer une liane aux gousses filandreuses en haricot, puis comprendre la valeur exceptionnelle du trio que ces deux plantes formaient avec la courge. Quetzalcóatl avait vu juste : le haricot est une légumineuse, c'est-à-dire une plante capable de fixer l'azote (2). Parfaite association : le haricot enrichit la terre, les tiges de maïs servent de tuteur à la liane, les feuilles de courge couvrent le sol, dont elles conservent l'humidité tout en la protégeant de l'érosion. En plus de constituer un petit écosystème, les trois végétaux offrent aux humains un régime équilibré. Le haricot contient les deux seuls acides aminés essentiels qui manquent au maïs. Cette trinité d'exception forme la *milpa*, mot nahua signifiant « ce qui est semé dans les champs », et s'est progressivement répandue dans toute

l'Amérique. Elle permit à ces premiers cultivateurs des terres chaudes du Sud de manger à leur faim.

Vers 1200 avant notre ère, une tribu nomade de chasseurs-cueilleurs venant des terres arides du Nord fonda sur ces paysans et en fit le socle nourricier de sa pyramide sociale. De cette association forcée jaillit bientôt la première civilisation d'Amérique centrale, celle des Olmèques. Et, alors seulement, l'histoire commença. Elle nous échappe en grande partie. Dix-sept monumentales têtes de pierre olmèques ont traversé les temps. Leurs mystérieux visages de bébés aux traits asiatiques symbolisent une culture méconnue. Mais les Olmèques ont aussi construit les premières pyramides, gravé les premières stèles, adoré les premiers dieux, exécuté les premiers sacrifices humains et peut-être jeté les bases de l'écriture maya, avant que leur culture ne disparaisse, quelques siècles avant notre ère, pour des raisons inconnues. Le foyer de civilisation d'Amérique centrale, lui, ne s'éteindrait plus. Du moins jusqu'à l'arrivée des conquistadors.

Dans chaque plaine, chaque vallée, sur chaque plateau, pendant deux mille ans, des cités naquirent, s'épanouirent, s'aff-

frontèrent et s'éteignirent. Vers 650 pour la ville-État Teotihuacan ou Monte Albán, le centre de la culture zapotèque ; vers 900 pour le réseau des cités mayas (3). Ici des chantiers interrompus ou des graffitis dessinés sur les murs des palais. Là des traces d'incendie, d'émeutes, le massacre d'une famille royale. Ailleurs rien, sinon l'abandon. Civilisation sophistiquée, société de castes, dirigeants hors sol, cités trop grandes, rivalités, constructions de pyramides trop hautes, l'ensemble repose sur le travail des paysans contraints à une agriculture de plus en plus intensive dans un environnement fragile. La culture de la *milpa* sur brûlis forestier implique un long cycle de régénération des sols. Si on l'intensifie pour nourrir des villes de dizaines ou de centaines de milliers d'habitants, la forêt disparaît, les sols s'épuisent et, à terme, le système s'effondre. S'ensuivirent sans doute famines et révoltes. Des vagues de sécheresse ont pu porter le coup de grâce. Les citadins retournèrent dans la nature. Ils retrouvèrent une organisation à taille humaine et purent, à nouveau, manger maïs et haricots à leur faim.

La fin des Aztèques est moins complexe que celle des Mayas. Elle porte un nom. Hernán Cortés.

Les Aztèques venaient des plaines désertiques du Nord. Vers 1345, ils s'étaient installés sur une île lacustre des hauts plateaux et y avaient établi leur capitale, Mexico-Tenochtitlan. Ils avaient fondé un empire unifié, soumettant leurs voisins par la force et les obligeant à payer tribut. Ils pratiquaient les sacrifices humains avec un terrible zèle, inspiré par la crainte que leur soleil ne s'éteigne comme l'avaient fait, selon leur mythologie, les quatre précédents. Lorsque le cinquième avait été créé, il était d'abord resté immobile et plusieurs dieux avaient dû offrir leur cœur et leur sang pour le mettre en mouvement. Pour qu'il ne s'interrompe pas, les sacrifices devaient continuer.

Procédés bien archaïques.

La modernité se présenta en 1519 sous les traits de Cortés, conquistador espagnol au service de Charles Quint. Par quelle malédiction du destin les Aztèques le confondirent-ils avec Quetzalcóatl, dont ils attendaient le retour ? On dit que l'empereur Moctezuma lui fit l'hommage d'une tasse de *xocolatl*, du chocolat, sans sucre, en infusion froide assaisonnée d'épices et de vanille. Cortés apprécia davantage la coupe en or. Les Espagnols reprirent leurs esprits, les Aztèques comprirent enfin qu'ils n'avaient pas affaire à des dieux et le combat s'engagea. Bernal Díaz en livre l'issue : « Tout était jonché de corps morts, et régnait là telle puanteur qu'homme au monde ne l'eût pu souffrir (4). »

Les Aztèques et, avant eux, les Mayas conservaient leur passé, leurs savoirs et leurs chants sous forme d'écriture et de dessins mêlés, dans des codex pliés en accordéon. Le peintre et graveur Albrecht Dürer a dit l'émotion que ces manuscrits reliés, peints et colorés provoquèrent en lui. Dans sa *Relation des choses du Yucatan* (1566), le missionnaire Diego de Landa en juge autrement : « Parce qu'il n'y avait rien qui n'y soit superstition ou mensonges du Démon, nous les leur avons tous brûlés. »

Des devinettes figuraient dans les codex. « Qui a des cheveux blancs jusqu'à la pointe et enfante des plumes vertes ? »

Réponse : l'oignon.

(1) La plupart des haricots que nous connaissons sont des cultivars (variétés obtenues par sélection) du haricot commun *Phaseolus vulgaris*.

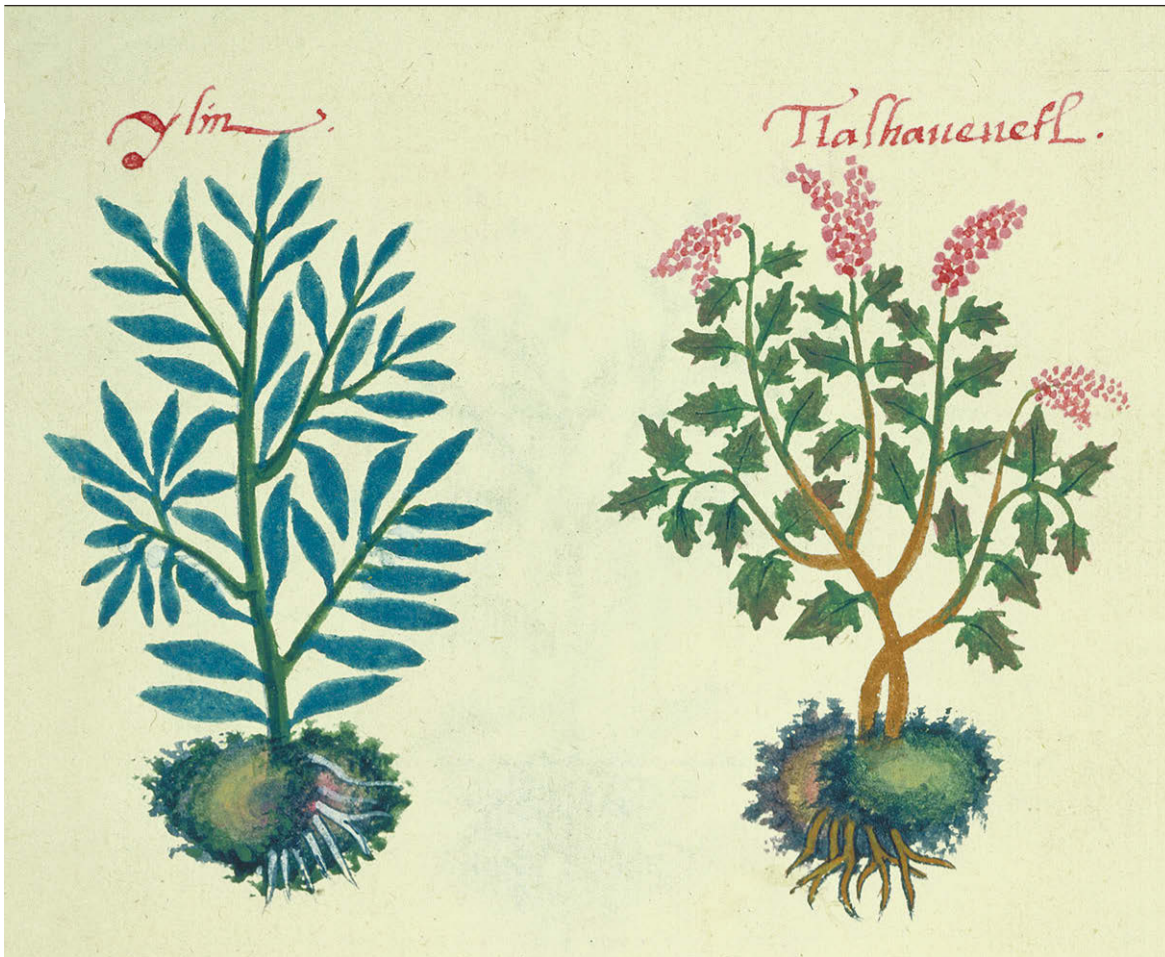
(2) En réalité, des bactéries vivant en symbiose avec les légumineuses, sur leurs racines, fixent l'azote et bénéficient, en retour, des glucides de la plante, issus de la synthèse chlorophyllienne.

(3) « Le peuple du maïs ».

(4) Bernal Díaz del Castillo, *Histoire véridique de la conquête de la Nouvelle-Espagne*, La Découverte, Paris, 2009.



Associées à « *Piperaceae* » (voir ci-dessus), elles guérissent les infections cutanées



Leurs écorces et racines, mélangées avec de la cire et un jaune d'œuf, ont des pouvoirs cicatrisants

Une fois la capitale rasée, les livres détruits et les habitants exterminés, les savants se mirent au travail pour découvrir les secrets des civilisations disparues.

Certains Indiens contribuèrent à cet effort. Ainsi un médecin indigène qui avait exercé avant l'arrivée des Espagnols rédigea-t-il un codex à la manière d'un herbier dans lequel il recensa les plantes médicinales aztèques, qu'il dessina avec des couleurs et un talent également éclatants. On le connaît sous son nom de baptême, Martin de la Cruz. Il aurait effectué ce travail à la demande du collègue de Santa Cruz, fondé par le vice-roi d'Espagne pour l'éducation des enfants de la noblesse aztèque qu'il comptait utiliser pour l'évangélisation du pays. Malheureusement, la plupart moururent de la variole. Le codex fut rédigé en nahuatl et retranscrit en latin en 1552 par un certain Juan Badiano, « de race indienne », précise le manuscrit, probablement un jeune élève aztèque du collège. Si l'original en nahuatl a disparu, le *Libellus de medicinalibus indorum herbis – Livre des herbes médicinales des Indiens*, connu sous le nom de *Codex de la Cruz-Badiano* – traversa l'océan et passa de mains royales en bibliothèques cardinales pour échouer dans les archives du Vatican, où il fut oublié avant de refaire surface en 1929. Le monde découvrit alors un vivant témoignage de médecine, de science et d'art aztèques, 250 espèces végétales recensées dont 185 illustrées : agave, mimosa pudique, cacao, vanille, datura, ipomée, achillée millefeuille... Il est émuant de retrouver les fines feuilles dentelées et les ombelles d'*Achillea millefolium* sur la planche 24 (voir ci-contre). Son nom lui vient d'Achille, qui, selon Pline, l'aurait utilisée pour soigner un adversaire blessé. Les

Aztèques l'appelaient *Tlalquequetzal*, « plume de terre », et le dessin reproduit par l'« auteur de race indienne » montre la justesse de la métaphore. Toutes les identifications ne sont pas aussi faciles et l'on n'est pas certain d'avoir retrouvé maïs et haricot dans le codex de Santa Cruz. Peu importe. Les Indiens avaient perdu leurs cités, leurs dieux et leurs livres, mais pas les cadeaux de Quetzalcóatl. Le maïs et le haricot, c'est à peu près tout ce qui leur restait.

Pour la première fois de son histoire, le Mexique dut importer du maïs (5).

Après la baisse des prix, la spéculation les fit augmenter de manière spectaculaire. L'année 2007 fut celle de la « crise de la tortilla » : la faim faisait son retour au sud du Rio Grande, les profits se concentraient au Nord. Sur les banderoles des grandes manifestations, on pouvait lire : « Sin maíz no hay país » (« Sans maïs, pas de pays »).

Restaient alors les haricots ?

Dans les années 1990, M. Larry Proctor acheta un sac de haricots variés sur un marché mexicain puis rentra au Colorado, les tria, ne plantant que les jaunes. L'opération, qu'il renouvela une seule fois, était à la sélection artificielle ce que le fast-food est à la gastronomie. Après ces deux récoltes, il déposa un brevet sur les haricots jaunes.

– Un brevet ?

– Un document qui dit que tu as inventé quelque chose et que c'est à toi.

– Le gringo dit qu'il a inventé les haricots jaunes ? On les cultive depuis les Olmèques !

– Comment le prouver ? Le gringo, lui, a un brevet !

Pobre Mexico, tan lejos de Dios y tan cerca de los Estados Unidos (« Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si près des États-Unis »), dicton mexicain... Encore une fois, le ciel leur tombait sur la tête. Non seulement on pouvait revendiquer la « propriété intellectuelle » du haricot, mais elle leur avait échappé. Des haricots jaunes, ils en connaissaient au moins trente variétés, toutes finement caractérisées par leurs botanistes, parmi les dix mille variétés de *Phaseolus vulgaris* recensées. Dans sa demande, le gringo avait seulement écrit « haricots jaunes » et l'office des brevets de Washington avait dit amen. L'Américain exigea une redevance de 22 % sur chaque haricot jaune vendu aux États-Unis, fit stopper les importations et engagea des procès. Les ventes mexicaines s'effondrèrent et le monde apprit un nouveau mot : biopiraterie (6). Le haricot jaune en devint le symbole. Il fallut livrer bataille devant les tribunaux.

Elle dura dix ans, entraîna cinq décisions judiciaires et des centaines de milliers de dollars de frais d'avocats, mais le brevet fut annulé. M. Proctor ne toucherait plus de redevances. Mais la guerre se poursuivit. Elle fait toujours rage et les brevets sur le vivant continuent de privatiser chaque jour la nature. Quant au Mexique, il reste aujourd'hui l'un des principaux importateurs mondiaux de maïs, ce qui pourrait réveiller dieux et volcans.



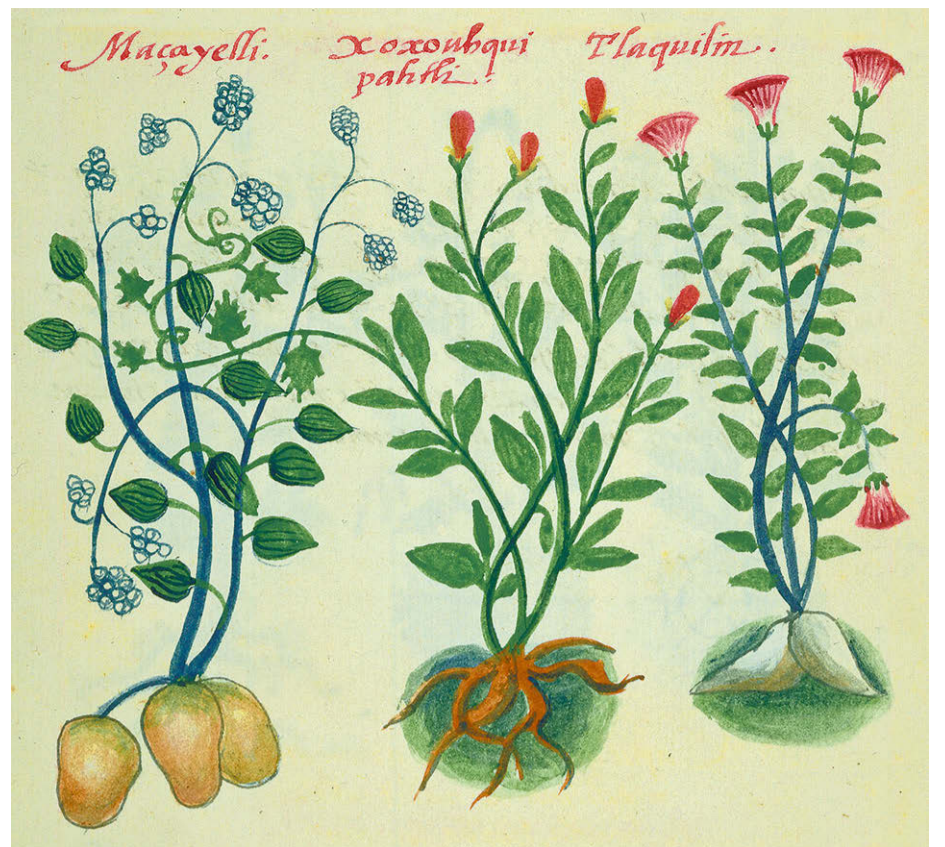
« *Achillea millefolium* » (l'achillée millefeuille) est réputée pour ses vertus médicinales multiples

Ils les conservèrent, malgré le génocide indien, de Moctezuma aux États-Unis mexicains. Ni les guerres ni les révolutions ne détournèrent les paysans de la *milpa*, gardienne de leur autosuffisance. Mais les prêtres de l'économie moderne ont défini de nouvelles règles. L'autosuffisance limite les profits et menace le cinquième soleil. Et pour empêcher ce désastre, il n'est plus nécessaire d'arracher des cœurs à la pierre taillée : le libre-échange suffit.

En 1994, l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) ouvrit les frontières commerciales entre le Mexique, les États-Unis et le Canada. Aussitôt, le maïs américain déferla et les prix s'écroulèrent. Les fermes familiales mexicaines ne pouvaient résister à la concurrence des exploitations géantes d'Amérique du Nord, dopées aux engrais, aux biocides et aux subventions. Des millions de paysans mexicains au chômage ne trouvèrent de travail que dans les *maquiladoras*, ces entreprises étrangères exonérées de droits de douane, et ne virent plus d'espoir que dans l'émigration. La production agricole s'effondra.



Avec du miel et du jaune d'œuf, ce cactus a des propriétés anti-inflammatoires



Ces trois plantes, dont « *Mirabilis jalapa* » (la belle-de-nuit, à droite), restaurent l'hygiène auriculaire

En attendant, que faire ?

À cette question, un poète aztèque du XV^e siècle avait répondu :

« Chanter, chanter et chanter, car le chant est sauveur,

Et rendre culte à la beauté. »

Cela ne suffira peut-être pas.

Alors, certains rêvent du retour d'Emiliano Zapata. Au Mexique, les fantômes sont plus vivants qu'ailleurs. D'autres se souviennent des mots du roi-poète Nezahualcoyotl, ce contemporain aztèque de Charles d'Orléans : « *Ô mes amis, cette terre nous est seulement prêtée.* »

Ce sont les héritiers de la *milpa*. Ils voient dans cette polyculture un lieu de rencontre entre science et connaissances traditionnelles, et un outil de souveraineté alimentaire qui permet de maintenir une structure sociale fondée sur le travail agricole. En 2022, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) l'a élevée au rang de « Système ingénieux du patrimoine agricole mondial » (7). On l'étudie, on la perfectionne, on l'enrichit de plantes aromatiques ou fourragères permettant d'entretenir un petit élevage et d'enrichir son écosystème, on la combine avec l'agrofore-

terie, ce qui constitue un retour aux origines. Non seulement elle offre un régime diététique équilibré dans des exploitations à taille humaine, mais elle apparaît comme un emblème de l'agroécologie. De cet ensemble de théories et de pratiques, l'agronome Marc Dufumier dit qu'il pourrait nourrir neuf milliards d'humains. « *C'est une agriculture savante. Elle redécouvre des savoir-faire anciens accumulés par des générations de paysans, remet en culture des variétés disparues et, dans le même temps, s'appuie sur la recherche scientifique, qui a fait de nombreuses découvertes sur la biologie des sols et en a beaucoup d'autres à faire* (8). »

Les forces en présence semblent inégales, mais qui sait ?

Quetzalcóatl n'a peut-être pas dit son dernier mot.

Zapata non plus.

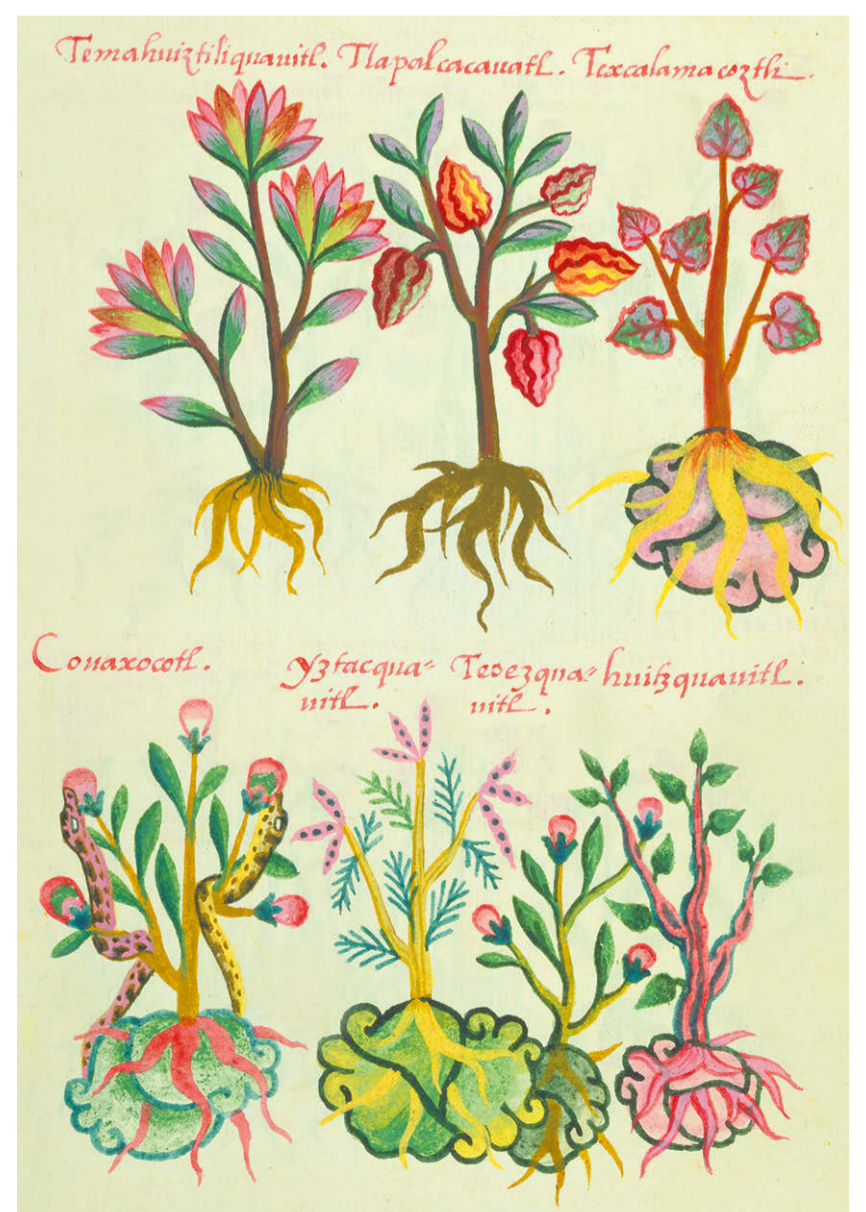
ALAIN AMARIGLIO.

(5) Lire Karen Lehman, « Au Mexique, les fausses promesses de l'Alena », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

(6) Cf. le documentaire *Les Moissons du futur* (2012) de Marie-Monique Robin.

(7) Cf. www.fao.org/giahs/fr

(8) Marc Dufumier, *Cinquante Idées reçues sur l'agriculture et l'alimentation*, Allary, Paris, 2014.



Autres espèces réservées à « ceux qui gouvernent la cité »

Barça, les petits

Connu dans le monde entier pour ses succès sportifs, le Football club de Barcelone représente pour beaucoup de Catalans un motif de fierté et un attribut de leur identité. Mais le « scandale Negreira » et les soupçons de corruption d'arbitres ont jeté une lumière crue sur les dérives affairistes d'une institution toujours étroitement contrôlée par la bourgeoisie liée au pouvoir local.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL DAVID GARCIA *

siffle abondamment les actions des visiteurs. La rencontre tourne à l'avantage des Barcelonais, vainqueurs 2 buts à 1. Euphoriques, quelques supporters du FCB interpellent ironiquement le président du Real Madrid, M. Florentino Perez. « *Où va Florentino, où va-t-il ?* » Quelques jours plus tôt, le club madrilène s'était constitué partie civile dans une affaire de versements d'argent par le Barça à un ancien vice-président du comité arbitral espagnol. C'est le « scandale Negreira », du nom de l'arbitre mis en cause, M. José Maria Enriquez Negreira, auquel le club est soupçonné d'avoir versé plus de 7 millions d'euros entre 2001 et 2018 (2).

Plus de 400 millions d'abonnés sur les réseaux sociaux

Accusé de corruption, le FC Barcelone contre-attaque par la voix de son président, M. Joan Laporta, lors d'une conférence de presse, le 17 avril. Dans sa dénonciation de ce qu'il estime être « *l'attaque la plus féroce de toute l'histoire du club, l'un des symboles de l'identité catalane* », il rappelle la connivence du Real Madrid avec le régime franquiste (1939-1975) : « *Nous parlons d'une entité qui a, historiquement, eu une relation étroite avec le pouvoir politique, économique et sportif.* »

En guise de riposte, le « Real » retourne le stigmate franquiste avec une vidéo intitulée *Quelle est l'équipe du régime ?*, postée sur son compte Twitter. L'adversaire catalan y est présenté comme un suppôt du Caudillo espagnol. Décoré à trois reprises par le Barça, Francisco Franco a sauvé le club catalan de la faillite, affirme une voix off, sur fond d'images d'archives et de coupures de journaux d'époque. La chute présente même les Madrilènes comme des victimes du franquisme. Une assertion purement fantaisiste tant le Real Madrid a profité de ses accointances avec les dignitaires du régime. Preuve que les fantômes de la dictature n'en finissent pas de hanter l'Espagne, une semaine après cette passe d'armes mémorielle, les restes de José Antonio Primo de Rivera étaient exhumés. Fondateur de la Phalange espagnole, parti d'inspiration « fasciste » devenu parti unique en 1939, il était enterré dans la crypte du Valle de los Caídos, la basilique funéraire d'où fut également extirpée la dépouille de Franco en 2019, pour rejoindre un simple cimetière.

Ulcéré par le montage tendancieux du Real Madrid, le gouvernement de la Généralité – la Generalitat rassemble le parlement, le gouvernement et le président de la communauté autonome de Catalogne – le qualifie « *d'offense et d'insulte pour toutes les personnes qui ont souffert du franquisme, comme le président du FC Barcelone Josep*

Suñol (3) ». Ce député de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), parti qui dirige aujourd'hui la Generalitat, présidait le Barça depuis un an quand les nationalistes l'ont arrêté et fusillé au début de la guerre civile espagnole, le 6 août 1936.

Dès le régime militaire du général Miguel Primo de Rivera – au pouvoir de 1923 à 1930 et père de José Antonio –, le Barça était devenu « *un vecteur souterrain, mais explicite, de la conscience catalane* », explique l'historien Benoît Pellistrandi (4). Madrid ordonna la fermeture du club pendant six mois en 1925, après que des supporters barcelonais eurent sifflé l'hymne espagnol lors d'un match amical contre l'équipage d'un navire britannique (5). La fin de la Seconde République espagnole (1931-1939) faillit être fatale au FCB. Après avoir envisagé sa dissolution, les franquistes décatanalisèrent le club, placé sous la tutelle de la fédération espagnole de football jusqu'en 1946. Le Barça payait son engagement en faveur du statut d'autonomie de la Catalogne, octroyé en 1932. Comme Primo de Rivera avant lui, Franco interdit le drapeau et l'idiome catalans dans l'espace public. Le Camp Nou prit des allures de village retranché. « *Lors des matchs contre le Real Madrid, les supporters barcelonais manifestaient leur orgueil de représenter la catalanité. Les autorités laissaient faire, au motif du caractère supposément apolitique du sport* », rappelle Xavier Antich, président d'une organisation non gouvernementale vouée à la défense de la culture et de la langue catalanes. Omnium cultural, qui a dû œuvrer dans la clandestinité depuis la France pendant la dictature franquiste, se présente aujourd'hui comme l'entité catalaniste la plus influente... avec le Barça. En termes de célébrité, le FCB écrase cependant la concurrence. Le 18 juin 2021, le club annonçait avoir dépassé la barre des quatre cents millions d'abonnés sur les divers réseaux sociaux!

À 17 minutes et 14 secondes, le stade chante « Independencia »

Les grandes institutions catalanes s'arrachent cette influence. « *Institution privée de prestige, le Barça diffuse une image moderne de la Catalogne* », affirme M. Francesc Xavier Vila, secrétaire à la politique linguistique à la Généralité. Le *govern* (« gouvernement ») compte sur le club pour promouvoir le catalan, dans le cadre de son « *pacte national pour la langue* ». Cette renommée du FCB compenserait partiellement l'absence d'un appareil d'État, préjudiciable à la valorisation touristique de la Catalogne, selon M. Narcis Ferrer, directeur de l'Agence catalane de tourisme. « *Si le Prado est le musée le plus visité de Madrid, en Catalogne celui du FCB arrive en tête. Le Barça projette beaucoup plus qu'une simple marque sportive. Jusqu'aux Jeux olympiques de 1992, la notoriété du club dans le monde était même supérieure à celle de la ville de Barcelone!* », complète M. Pau Solanilla, responsable de la promotion économique de la « *marque Barcelone* » au sein de la mairie.

Fin janvier, le Barça a relayé un mini-film publicitaire coréalisé avec l'Agence catalane de tourisme. Intitulé *Feel the Colours* (« *ressentez les couleurs* ») et sous-titré *Love FC Barcelona, Discover Catalonia* (« *aimez le FC Barcelone, découvrez la Catalogne* »), il alterne séquences tournées au Camp Nou et images de paysages et de monuments emblématiques. « *Nous profitons de l'énorme caisse de résonance offerte par les canaux de diffusion du Barça* », confie en souriant M. Ferrer. Les bureaux de l'agence se trouvent à

(1) Lire Manuel Vázquez Montalbán, « *Qui a peur des Catalans ?* », *Le Monde diplomatique*, août 1996.

(2) En dépit du scandale Negreira, le club n'a pas été sanctionné et disputera la prochaine Ligue des champions.

(3) « *El Govern de la Generalitat pide al Madrid "que retire su video manipulador"* », *Mundo Deportivo*, Barcelone, 18 avril 2023.

(4) Benoît Pellistrandi, *Le Labyrinthe catalan*, Desclée de Brouwer, Paris, 2019.

(5) Lire Gabriel Colomé, « *Conflits et identités en Catalogne* », dans *Manière de voir*, n° 38, « *Football et passions politiques* », mai-juin 1998.



JOAN MIRÓ. – « Le Dedans et le Dehors », 1966

Les Corts, dimanche 19 mars. Dans ce quartier de l'ouest de Barcelone, des dizaines de milliers de supporters affluent vers l'enceinte du stade Camp Nou, où ondoient côte à côte la bannière bleu et grenat du Football club de Barcelone (FCB) et la *senyera* – quatre bandes rouges horizontales sur fond or –, blason historique de la Catalogne. Mais surtout pas le drapeau de l'Espagne... Porte-drapeau du catalanisme depuis plus de cent ans, le « Barça » s'apprête à affronter son plus grand rival, le Real (royal) Madrid, incarnation de la monarchie et du centralisme espagnol honnis. Rencontre entre les deux grands clubs, le *clásico* (*clàssic* en catalan) est bien plus qu'un match de football : « *On sait, évidemment, que depuis les années 1920 le FC Barcelone est le représentant symbolique de l'armée sans armes de la Catalogne, et que le Real Madrid fut une légion conquérante aux mains de la propagande franquiste* », résume l'écrivain catalan Manuel Vázquez Montalbán (1). En prenant les fonctions de président du FCB en 1968, Narcís de Carreras prononça une phrase devenue la devise du club : « *Le FC Barcelone est plus qu'un club* » (« *més que un club* », en catalan).

* Journaliste, auteur notamment d'*Histoire secrète de l'OM*, Flammarion, Paris, 2013, et coauteur de *Paris JO 2024. Miracle ou mirage ?*, Libre & Solidaire, Paris, 2018.

Adossé au Camp Nou, le musée du FCB décline à l'envi cette identité à la fois sportive et régionaliste. Inscrite en lettres géantes sur les travées du stade, la formule s'affiche partout : sous l'armada de logos des commanditaires, ou sur une fresque célébrant les triomphes sportifs du Barça. Pas sûr toutefois que les visiteurs, supporters ou touristes, en fassent grand cas. Leurs flashes crépitent autour de l'espace clinquant dédié aux sept Ballons d'or de Lionel Messi, le plus grand joueur de l'histoire du club, et devant la vitrine exposant les cinq prestigieux trophées de la Ligue des champions remportés par le FCB. Écrans géants exaltant les buts de « légende », photos de joueurs victorieux en liesse : synonyme de domination sportive et financière à l'échelle mondiale, la période 2008-2015 est évoquée avec grandiloquence.

Plus grand stade d'Europe, le Camp Nou a fait le plein pour ce *clásico*, avec 95 745 spectateurs. Des travaux de rénovation empêchent d'atteindre la capacité maximale de 100 000 places. L'« *armée* » catalane entonne l'hymne du Barça : « *Nous sommes les Blaugranas* [« *bleu et grenat* »], *d'où que nous venions, du sud ou du nord (...), un drapeau nous rassemble.* » Dès l'entame du match, on applaudit chaleureusement les prises de balle des locaux, on

montant de 121,5 millions d'euros, l'équivalent de 15 % du budget. Cette somme a été réunie quelques heures avant la date limite. Le patron du groupe d'énergie renouvelable Audax Renovables, M. José Elias, débourse, lui, 75 millions d'euros. En facilitant l'arrivée au pouvoir de M. Laporta, M. Elias acquiert de l'influence auprès de l'institution catalane la plus puissante, avec le gouvernement régional.

Président du groupe de marketing sportif Mediapro, M. Jaume Roures apporte 30 millions d'euros. Pour ses affaires, M. Roures a tout intérêt à faire du Barça un partenaire redevable et ne voit rien à redire au caractère oligarchique du conseil d'administration : « *Ce système de garantie est nécessaire, il responsabilise les dirigeants, quel que soit le montant de la somme à rassembler.* »

La bourgeoisie d'affaires gouverne le FCB avec une remarquable continuité du franquisme à l'ère démocratique. « *De 1946 à 1968, de grands industriels du coton se sont succédé à la tête du club* », observe l'économiste Roger Vinton. Si l'actuel président n'est pas issu d'une famille riche, le fils de pédiatre a pu compter sur l'appui financier de son beau-père, M. Juan Echevarría Puig, ex-président du groupe automobile Nissan Espagne. Exemple de renvoi d'ascenseur familial, M. Laporta a recruté son beau-frère comme directeur de la sécurité du club avant de devoir s'en séparer lorsque fut révélée l'appartenance de ce dernier à la Fondation nationale Francisco Franco...

D. G.

À condition d'en avoir les moyens...

Tous les six ans, les sociétaires du FC Barcelone (*socis*) sont appelés à voter pour le président et un conseil d'administration, composé de dix-huit *directius*. Non rémunérés, les administrateurs doivent rembourser les éventuelles pertes du club sur leurs propres deniers, en cas de défaillance. « *Pour être "directiu", il faut être riche* », constate le professeur d'économie Francesc Trillas. De milieu aisé par obligation financière, entrepreneurs ou avocats, ils sont diplômés des meilleures universités de Barcelone. Tous sont nés en Catalogne, à l'exception d'un vice-président. « *Ils viennent de familles liées entre elles et se connaissent depuis toujours* », relève le journaliste britannique Simon Kuper, dans son ouvrage sur le Barça.

En privilégiant la cohésion communautaire, ce fonctionnement endogamique peut nuire aux intérêts du club. Comme en témoigne la gestion hasardeuse des rémunérations et transferts de joueurs sous la présidence de M. Josep Bartomeu (2014-2020), peu au fait de ce type de transactions. « *Le président [Joan] Laporta a dit que le Barça était comme une entreprise familiale. Je ne partage pas cette vision, car si le club veut redevenir la référence qu'il a été, il doit être géré de manière professionnelle, comme les meilleures institutions mondiales* », tranche M. Víctor Font, concurrent de M. Laporta pour la présidence en 2021. À la décharge de ce dernier, cette solidarité clanique résulte des statuts du club. Une fois élu, et même si les règles sur le plancher de garantie obligatoire pour accéder à la présidence d'un club professionnel en Espagne ont été assouplies récemment, il a dû apporter une garantie financière d'un

PARRAINAGES JUTEUX

secrets d'un grand club

proximité de la célèbre Casa Batlló, dont la façade moderniste conçue par l'architecte Antoni Gaudí aimante les touristes. Deux mois plus tard, le Barça poste une nouvelle vidéo promotionnelle. L'enfant du pays Aitana Bonmatí, vedette de l'équipe féminine, formée au club, y clame son amour de la Catalogne.

La relation privilégiée qu'entretient le FCB avec les autorités catalanes n'est pas du goût de ses concurrents régionaux. Dans l'ombre du Barça depuis des décennies, l'Espanyol de Barcelone (RCDE) vit mal ce favoritisme intéressé. Au point de répliquer par vidéo interposée. *More Than Two Colours* («davantage que deux couleurs») souligne l'existence de milliers d'autres clubs de football en Catalogne, tout aussi attachés à la culture et au patrimoine catalans. «*Nous sommes aussi catalans et fiers de notre identité que le Barça, mais dans notre stade nous voulons parler uniquement football*», assume David Tolo Gutiérrez, historien de l'Espanyol de Barcelone. Né en 1900, le club est nommé ainsi par opposition au FCB, créé un an plus tôt par le Suisse Hans Gamper, qui joua lui-même dans l'équipe avec d'autres étrangers, de nationalité britannique. Contrairement au Barça, l'Espanyol se tient toujours à l'écart des luttes catalanistes. De là à voir dans cet apolitisme affiché des sympathies espagnolistes, pro-Real Madrid, voire cryptofascistes ? Certains partisans du Barça ne s'embarrassent guère de nuances. «*Ils ont la caricature d'autant plus facile que les vainqueurs écrivent toujours l'histoire*», signale le philosophe Xavier Fina, chaleureux supporter des «blanc et azur».

Culturelle, la ligne de partage est d'abord sociologique et politique. «*Le Barça appartient à la bourgeoisie catalaniste*», analyse le politiste Gabriel Colomé. Qu'ils soient catalans «de souche» ou espagnols «immigrés» en provenance d'autres communautés autonomes, les supporters du RCDE marquent leurs distances avec le catalanisme ostentatoire du Barça. «*L'Espanyol est devenu le club d'une partie des Barcelonais qui ne parlent pas catalan à la maison*», nous explique le journaliste britannique Simon Kuper, auteur d'un livre sur le Barça (6).

Durant le processus qui a conduit à la déclaration d'indépendance de la Catalogne en 2017, le clivage entre les deux clubs s'est accentué, en écho à la fracture de la société catalane. Au plus fort du mouvement indépendantiste, à l'automne 2017, les deux camps étaient au coude à coude, d'après le baromètre annuel de l'Institut des sciences politiques et sociales (ICPS) de Barcelone (7). Les partisans de l'indépendance donnaient de la voix au Camp Nou. Lors de chaque match, le même rituel se répétait : à 17 minutes et 14 secondes du début du match, des milliers de supporters du FCB chantaient «Independencia» en brandissant des drapeaux catalans. Allusion à la chute de Barcelone le 11 septembre 1714, devant les troupes du roi d'Espagne Philippe V. Issu de la dynastie française des Bourbons, le nouveau monarque mit un terme à l'autonomie séculaire de la Catalogne au sein du royaume. Appelée «Diada», cette défaite militaire est commémorée tous les 11 septembre comme une fête «nationale» par les Catalans indépendantistes.

Le 11 septembre 2017, des centaines de milliers de personnes réclamaient l'indépendance place de la Catalogne, à Barcelone. Quelques semaines plus tard, le 1^{er} octobre, la Généralité organisait sans l'accord de Madrid un référendum d'autodétermination en modifiant l'ordre du jour du Parlement et son règlement «pour permettre une lecture en urgence et réduire le droit d'amendement de l'opposition», explique Pellistrandi. Le «oui» l'emporta très largement, mais l'abstention est massive, les partis anti-indépendantistes ayant appelé au boycott. Déclaré inconstitutionnel par le gouvernement espagnol, présidé par le conservateur Mariano Rajoy, le scrutin fut invalidé, à l'instar de la déclaration d'indépendance prononcée par le parlement de Catalogne. «*Au Camp Nou ou dans la rue, les indépendantistes crient très fort, mais cela ne signifie pas qu'ils sont majoritaires*», remarque Colomé. Selon le dernier baromètre de l'ICPS, 53 % des personnes interrogées voteraient aujourd'hui «non» à un référendum régional sur l'indépendance de la Catalogne, tandis que 39 % se prononceraient pour le «oui». En revanche, les trois quarts des Catalans se disent toujours attachés au «droit de décider» de leur avenir par un référendum (8).

Le Barça marqua sa désapprobation après l'arrestation de plusieurs hauts responsables de la Généralité sur ordre de Madrid. «*Le FC Barcelone, fidèle à son engagement historique en faveur de la défense du pays, de la démocratie, de la liberté d'expression et du droit à décider, condamne toute action susceptible d'empêcher le plein exercice de ces droits*», lisait-on dans un communiqué le 21 septembre 2017. Le club n'embrassait pas pour autant la cause séparatiste. «*Le Barça n'est pas indépendantiste et ne peut l'être, car il doit maintenir sa capacité à accueillir des*

partisans de sensibilités opposées sur cette question», précise Xavier Roig, directeur du média en ligne catalan Política i prosa et ancien directeur de campagne de M. Laporta, président du FCB de 2003 à 2010, puis de nouveau depuis 2021.

Au nom de cette équidistance, la direction refusa de céder aux indépendantistes, qui exigeaient l'annulation du match programmé au Camp Nou le jour du référendum controversé. Le Barça battit Las Palmas à huis clos, pendant que des heurts violents entre séparatistes et policiers nationaux firent une centaine de blessés, imputables aux forces de l'ordre. D'ordinaire ultralégitimiste, le journal catalan *Sport* écrivit l'attitude du club : «Honte», titra le quotidien en «une» le 2 octobre 2017, estimant que la rencontre «*n'aurait jamais dû avoir lieu*».

La Fondation du Qatar en belle place sur les maillots

Président du Barça de 2014 à 2020, M. Josep Bartomeu était-il trop conciliant avec les «espagnolistes» ? C'est ce que lui reproche à mots couverts M. Victor Font, candidat malheureux pour lui succéder, en 2021. «*Les socis [ou socios, supporters sociétaires] du Barça cultivent un lien indissoluble avec la nation catalane. Propriétaires du club, ils élisent le président et votent ses orientations stratégiques. Au lieu d'aller dans le sens de la majorité, Josep Bartomeu a parfois donné l'impression de faire un pas de côté*», estime ce chef d'entreprise d'obédience nationaliste. Les 143 000 socis sont-ils majoritairement favorables à la séparation de la Catalogne du reste de l'Espagne ? Du moins les 92 % d'entre eux qui résident en Catalogne (9) ? Le camp indépendantiste veut s'en persuader, mais le FCB se garde bien de les consulter, de peur de semer la discorde parmi ses partisans. À tort, selon M. Font : «*Sur une question aussi fondamentale, les socis doivent se prononcer*».

Le Barça avait pourtant apporté une contribution non négligeable au combat pour l'émancipation de la Catalogne en juin 2013, lorsque le Camp Nou accueillit un concert indépendantiste au cours duquel une fresque humaine figurait le slogan «Freedom

aidé à conquérir le pouvoir, avant de lui succéder. Leur accession aux responsabilités a marqué un tournant dans l'histoire politique du Barça. «*Laporta a livré le club à l'influence des indépendantistes. Depuis, nous autres antiséparatistes nous sentons mis de côté*», dénonce Francesc Trillas, professeur d'économie à l'université autonome de Barcelone. Au Camp Nou, les supporters attachés à l'unité de l'Espagne baissent la tête, mais restent fidèles à leur équipe. Créateur d'un petit parti politique indépendantiste, M. Laporta siégea au Parlement de Catalogne de 2010 à 2012, comme député de la coalition Solidarité catalane pour l'indépendance.

Avocat de profession, M. Laporta s'était fait connaître des supporters du Barça en lançant à la fin des années 1990 le mouvement L'Elefant blau («l'éléphant bleu»), visant à empêcher un projet de transformation du Camp Nou en galerie commerciale. Durant sa présidence, les promoteurs de L'Elefant blau redonnèrent des couleurs catalanistes au club, tout en amorçant le processus de marchandisation du Barça qu'ils avaient combattu. Ils s'inspirèrent des recettes du Manchester United, tête de gondole du capitalisme footballistique... et du Real Madrid. «*Les collaborateurs de Joan Laporta étaient fascinés par le savoir-faire du directeur général du club madrilène*», dévoile Xavier Roig.

Habile communicant, le président du Barça réalisa un coup de maître en signant une convention avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en 2006. Pour la première fois depuis sa création, le club monta une opération de parrainage de son maillot, resté vierge de tout message publicitaire pendant cent sept ans. Mais au lieu de recevoir des fonds, c'est le FCB qui aidait l'Unicef ! Une brèche était néanmoins ouverte et le club ne résista plus très longtemps aux sirènes mercantiles. Dès 2010, le logo de la Fondation du Qatar rejoignit celui de l'Unicef sur le maillot bleu et grenat, moyennant 90 millions d'euros sur trois saisons. Depuis, d'autres commanditaires payants s'affichent sur les tuniques des joueurs en vertu de



JOAN MIRÓ. – Affiche pour le 75^e anniversaire du Football club de Barcelone, 1974

Autre cession de patrimoine : 49 % du capital de la filiale chargée de gérer les contenus audiovisuels du club. Socios.com et Orpheus Media, société dirigée par M. Jaume Roures, le patron de Mediapro – spécialisée dans la vente de droits télévisés –, ont acquis la moitié de ces actions chacune en versant l'une et l'autre 100 millions d'euros. En grignotant ses actifs, le Barça n'hypothèque-t-il pas ses ressources à long terme, voire sa singularité ? «*Le club perd un potentiel de revenus pour toujours. Aucun joueur ne veut de risquer l'indépendance du FCB*», s'inquiète M. Marc Cornet, porte-parole du groupe de supporters Seguiment FCB.

Les journalistes sommés de citer le nom du sponsor

L'économiste Ivan Cabeza se veut plus rassurant : «*Les actifs vendus correspondent à seulement 7 à 9 % de l'ensemble des revenus du Barça. Rien qui mette en danger l'intégrité du FCB. En outre, les socis ont approuvé ces décisions en assemblée générale*» (lire ci-contre). Pas si simple, objecte M. Cornet : «*Le modèle de propriété du FCB est en danger. Le club est à la merci des banques. Un investisseur à l'affût pourrait en profiter*». Il dénonce les conditions opaques dans lesquelles a été votée une résolution emblématique entre toutes de la standardisation à marche forcée du Barça. Son stade mythique a accolé la marque d'un commanditaire à son nom. Prêtextant une clause de confidentialité, le conseil d'administration refuse de dévoiler le montant du contrat avec l'entreprise d'écoute de musique en ligne qui a payé pour apparaître à côté du Camp Nou. «*Dans leur grande majorité, les socis s'intéressent assez peu aux questions financières. Ils veulent d'abord et surtout que leur équipe gagne. Sur les 4 000 personnes tirées au sort [3 % des 143 000 sociétaires] pour participer aux assemblées générales, à peine un quart y assistent*», tempère M. Roures. En revanche, l'ensemble des socis est appelé à se prononcer lors de l'élection du président.

Retour au clásico du 19 mars. Avant le début du match et à la mi-temps, le morceau *Despechà* de la chanteuse catalane Rosalía passe en boucle. Le site du FCB nous apprend qu'«*en 2022, Rosalía a été l'artiste la plus écoutée*» en Espagne sur le fameux site de musique en ligne. Les jours précédant la rencontre, les quotidiens pro-Barça *Sport* et *Mundo Deportivo* assurent largement le service après-vente de la plate-forme musicale. Ils consacrent plusieurs articles à la vente de maillots floqués du logo de la chanteuse, Motomami. Une première collection de 1 899 exemplaires est commercialisée à 399,99 euros la pièce. Comprenant vingt-deux unités, une deuxième série s'écoule pour la modique somme de 1 999,99 euros par tunique...

Les médias accrédités pour assister au clásico en tribune de presse ont reçu un message en forme d'injonction, pour leur rappeler de ne pas oublier le commanditaire dans le «*nom correct du stade*». L'universitaire Francesc Trillas exprime le dépit de nombre d'amoureux du Barça : «*Autrefois plus qu'un club, le FCB n'est aujourd'hui qu'un club de plus*».

DAVID GARCIA.



JOAN MIRÓ. – «Le Cercle rompu», 1964

for Catalonia» («Liberté pour la Catalogne»). Quelques semaines plus tard, 400 000 personnes commémorèrent la Diada en formant une *via catalana* : la chaîne humaine relia la Catalogne de la frontière française jusqu'au sud de la province de Tarragone, en traversant le Camp Nou, où furent déployées des *senyeras*. Pour l'économiste Roger Vinton, «*le FCB du président Sandro Rosell (2010-2014) respectait la majorité des socis (10)*».

Fils d'un ancien secrétaire du Barça et cofondateur du parti nationaliste conservateur Convergència i Unió – aujourd'hui indépendantiste –, M. Sandro Rosell a le profil type du dirigeant «culé». L'expression provient du premier stade, ouvert en 1909, qui ne permettait pas d'accueillir tous les supporters. Certains grimpaient sur un mur d'enceinte, offrant la vue de leur postérieur aux passants. Par extension, les «culés» désignent les joueurs, dirigeants et partisans du FCB. Ex-cadre dirigeant de l'équipementier sportif Nike en Espagne puis au Brésil, M. Rosell est devenu le numéro deux du FCB en 2003, aux côtés de M. Laporta, qu'il a

plantureux contrats. La quête éfrénée de succès sportifs justifie tous les renoncements. Le Barça partage la même vision du football que son rival madrilène. Depuis 2020, le FCB et le Real Madrid défendent d'ailleurs ensemble un projet de «super ligue» européenne réservée aux formations les plus riches, afin de générer un maximum de profits.

Le Barça dépense sans compter pour retrouver son statut de grand d'Europe, mis à mal par les conséquences de la pandémie de Covid et le départ subi de sa vedette Lionel Messi pour le Paris Saint-Germain en 2021. Malgré un niveau d'endettement record (1,35 milliard d'euros), le club a multiplié les achats de joueurs à l'été 2022. Fin avril 2023, la présidence annonce la souscription d'un prêt bancaire de 1,45 milliard d'euros pour financer l'Espace Barça («l'espace Barça»), un gigantesque programme de rénovation du Camp Nou. En manque de liquidités, le quintuple champion d'Europe avait déjà vendu un quart de ses droits télévisés sur les vingt-cinq prochaines années à la société d'investissement Sixth Street, en échange de 500 millions d'euros.

(6) Simon Kuper, *La complejidad del Barça. El ascenso y la caída del club que construyó el fútbol moderno*, Còrner, Barcelone, 2022.

(7) Enquête citée par Jose Rico, «El apoyo a la independencia de Catalunya baja del 40 %, según una encuesta del ICPS», *El Periódico*, Barcelone, 13 janvier 2023.

(8) *Ibid.*

(9) «Rapport annuel du FC Barcelone 2021-2022», www.fcbarcelona.com

(10) Roger Vinton, *El Barça davant la crisi del segle*, Destino, Barcelone, 2021.

Le temps des mercenaires

Les tensions avec le Kremlin couvaient depuis des mois, mais la rébellion du groupe Wagner a tout de même surpris. D'ordinaire, les mercenaires obéissent à leur donneur d'ordre, dont ils accomplissent les basses besognes. L'Afrique en sait quelque chose, qui a vu passer nombre de ces « affreux », comme on surnommait jadis les combattants des milices privées.

PAR PHILIPPE LEYMARIE *

VENDREDI 23 juin 2023. Les hommes de la société militaire privée Wagner de M. Evgueni Prigojine abandonnent leurs positions sur le front en Ukraine. Direction Rostov, où les rebelles prennent le contrôle d'un quartier général stratégique pour la conduite des opérations militaires depuis le territoire russe. Armés de blindés et de systèmes de défense antiaérienne, ils poursuivent leur « marche pour la justice » en direction de Moscou, abattant au passage plusieurs hélicoptères et avions de l'armée de l'air. « La créature a échappé à son maître », commente alors M. Peer de Jong, ancien colonel français des troupes de marine, auteur d'un ouvrage sur le mercenariat et les sociétés militaires privées (1).

Le conflit couvait depuis des mois. Après la prise de Bakhmout par Wagner, en mai dernier, le Kremlin organisait une reprise en main de cette structure, devenue une armée dans l'armée : le 10 juin, une ordonnance du ministère de la défense enjoint aux volontaires des bataillons privés de signer des contrats individuels avec les forces régulières. Les mercenaires passeraient ainsi sous l'autorité du chef d'état-major des armées Valeri Guerassimov et du ministre de la défense Sergueï Choïgou. Ceux-là mêmes que le patron de la milice ne cesse d'investir depuis des mois, sur les champs de bataille comme depuis les cimetières où reposent des milliers de ses recrues, leur reprochant de ne pas avoir conduit efficacement l'« opération militaire spéciale » en Ukraine.

La perspective d'une intégration forcée au sein de l'armée constitue l'élément déclencheur de la rébellion. La confrontation a d'abord paru inévitable. Mais, pour « éviter le bain de sang », le Kremlin a négocié, avec le concours du président biélorusse, M. Alexandre Loukachenko, un accord avec M. Prigojine. Celui qu'il qualifiait la veille de « traître » obtient finalement la vie sauve dans le cadre d'un accord conclu le 24 juin dont les

termes restent, pour l'heure, flous. Prié de se faire oublier en Biélorussie, M. Prigojine continue à circuler en Russie, jusqu'au Kremlin, où il aurait été reçu par M. Vladimir Poutine (2). De quoi suggérer que le chef des mercenaires s'est rendu suffisamment utile à l'État russe pour pouvoir négocier certains détails du démantèlement de sa structure.

Officiellement illégales, les sociétés militaires ou armées privées sont pourtant près d'une trentaine en Russie, dont certaines engagées en Ukraine au côté des forces régulières : outre Wagner, de loin la plus importante en effectifs et en ambitions, y compris commerciales, le bataillon Akhmad du dirigeant tchéchène Ramzan Kadyrov, le bataillon Sparta, le Corps slave, l'Unité cosaque, la Croix de Saint-André (proche du patriarcat orthodoxe Kirill), Convoy, Enot, Redut, ou encore Patriot, créée par le ministre de la défense Choïgou avec d'anciens éléments des forces spéciales. Gazprom, le géant du gaz et du pétrole, a obtenu sans peine l'autorisation de fonder ses propres milices, Fakel (« torche ») et Plamya (« flamme »), pour la protection de ses actifs en Syrie et en Ukraine.

Le gouvernement russe est conscient depuis le début des années 2010 de l'intérêt de ces groupes de combattants plus flexibles que des forces régulières. Ils permettent au Kremlin de se décharger des basses œuvres et de se dédouaner en cas de bavure ou de contestation, en pratiquant, comme d'autres avant lui, le « déni plausible » : quoi de plus pratique en effet que des combattants sans drapeau, sans uniforme, sans statut, voire sans identité ni sépulture, à l'exemple des fameux « hommes verts » entrés en Crimée en février 2014, qu'on retrouvera un peu plus tard dans la région séparatiste de Donetsk, en Syrie, puis dans plusieurs pays africains. Longtemps, le Kremlin niera tout lien avec les autorités russes.

Que deviendra l'« usine à trolls » ?

CE flou juridique et politique était une des principales valeurs ajoutées de Wagner. Le voile est déchiré aujourd'hui : son coup de force aura eu pour effet de libérer la parole au sommet de l'État. Lors d'une allocution le 27 juin dernier devant les services de sécurité russes, M. Poutine a dû reconnaître avoir versé à Wagner l'équivalent de plus de 1 milliard d'euros depuis mai 2022. Le risque, pour le holding Concord, qui chapeaute l'ensemble des activités, très variées, de M. Prigojine, est de finir « à la découpe ». Le département militaro-sécuritaire, Wagner, paraît le plus menacé. La société militaire privée, qui ne comptait que neuf mille hommes dans le monde en 2021, avait atteint un effectif de cinquante mille hommes cette année, au plus fort des combats sur les seuls fronts ukrainiens : le Kremlin était allé jusqu'à lui octroyer en 2022 le privilège de recruter directement dans les prisons en échange de promesses d'amnistie.

Longtemps privilégié par M. Prigojine, le département des intérêts miniers de Concord, actif notamment en Syrie, en Libye et en Afrique subsaharienne, devrait pâtir de la perte d'influence de la milice, qui générait et protégeait des activités jugées « prédatrices » par les Nations unies, lesquelles ont déjà

dénoncé le harcèlement et l'intimidation des civils en République centrafricaine, et enquêtent actuellement sur des pratiques semblables au Mali (3). Le 30 juin, le groupe médiatique Patriot, qui possédait notamment l'« usine à trolls » de Saint-Petersbourg championne de la lutte informationnelle – l'Internet Research Agency –, a cessé toute activité ; certains de ses employés licenciés ont été invités par Mme Margarita Simoniyan, la patronne de RT, à rejoindre son équipe. Quant à l'empire alimentaire qui a fait la fortune de M. Prigojine – « cuisinier de M. Poutine », qui fréquentait son restaurant de Saint-Petersbourg, intégrant des réceptions officielles, puis fournisseur des cantines scolaires et titulaire du marché de la restauration militaire pour l'ensemble du pays, d'un montant de 1,2 milliard de dollars –, il devrait souffrir du bannissement de son patron, alors que d'autres fournisseurs pourront le remplacer.

Le Kremlin ne désespère pas de récupérer l'essentiel des actifs de Wagner dans le monde, notamment en Afrique. Au Soudan, où la Russie est présente depuis 2016 avec quelques centaines d'instructeurs et des livraisons d'armes, dans l'espoir d'obtenir l'ouverture d'une base militaire à Port-Soudan, sur la mer Rouge, Wagner se rémunère notamment par une large implication dans le com-



merce de l'or. En Libye, la société privée a appuyé en 2020 la tentative du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de Benghazi, de prendre le contrôle de Tripoli. Ses combattants (800 à 1 200 hommes) – qui devaient être théoriquement rapatriés, à la suite d'un cessez-le-feu – semblent toujours déployés autour des champs pétroliers et dans des bases aériennes de Cyrénaïque ou du Fezzan, qui servent aussi de « hub » pour les initiatives du Kremlin en Syrie et sur le continent noir (4).

La République centrafricaine, où Wagner (2 000 hommes en 2018, 1 000 aujourd'hui) a encadré l'armée du président Faustin-Angé Touadéra et assure sa sécurité personnelle, constitue une pépite pour la milice russe, grâce à l'attribution de concessions d'or et de diamants, et maintenant à l'exportation de bois, de café ou de sucre via le port de Douala (Cameroun). Au Mali, le régime militaire au pouvoir depuis 2021 n'a jamais reconnu la présence pourtant avérée d'un important contingent de mercenaires russes (1 400 hommes) ; il s'apprête à chasser du pays les casques bleus, après en avoir expulsés les soldats français, et se veut désormais un allié indéfectible de Moscou, qui convoite ses terres rares et son or.

Certains États fragiles voyaient jusqu'ici en Wagner un protecteur plus sûr que l'ancienne puissance coloniale. Ils auront certes moins confiance en la milice après cet épisode d'indiscipline et de trahison, mais voudront vraisemblablement conserver un rapport privilégié avec la Russie officielle, d'autant qu'il ne sera plus nécessaire de se prêter au jeu du « déni plausible ».

Le mastodonte économique de M. Prigojine, par la combinaison d'une offre de sécurité et de combats (articulée à l'obtention de contrats miniers) et de prestations de propagande, a peu à voir avec les mercenaires « à l'ancienne ». Le Royaume-Uni, la France, l'Afrique du Sud et Israël ont compté parmi les grands pourvoyeurs de ces « soldats perdus » qui ferrailaient contre le communisme et les mouvements de libération, sous l'impulsion à l'époque en France de Jacques Foccart, le secrétaire général aux affaires africaines de l'Élysée, et avec le soutien en Afrique du roi Hassan II du Maroc ou du président gabonais Omar Bongo. Surnommés « les affreux » au siècle dernier, ces mercenaires ont longtemps fait partie

tiques, sautait de Rabat à Kisangani, de Conakry à Cotonou, de Salisbury à Pretoria, de Libreville à Moroni : il se prétendait « corsaire de la République », assurant n'avoir jamais agi contre son pays, la France, « même si – selon le principe des feux tricolores – je passais à l'orange... sans attendre le vert », s'était-il justifié lors d'une des nombreuses procédures judiciaires intentées contre lui. Depuis 1977, le mercenariat est criminalisé en France. Une loi d'avril 2003 réprime les recrues comme les recruteurs : sont visés ceux qui s'engagent dans un conflit armé sans être ressortissants d'une des parties en guerre, en échange d'une rémunération nettement supérieure à celle des soldats locaux. Prenant part à des actes de violence, ils cherchent à renverser les institutions ou à porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un État.

À la fin des années 1990, la guerre froide achevée, le mercenariat « romantique » à dominante idéologique a cédé la place à un mercenariat d'entreprise à motivation économique, offrant un large éventail de services, comme Executive Outcomes en Afrique du Sud, Xe Services (l'ex-Blackwater), DynCorp, Military Professional Resources Inc (MPRI) ou Halliburton aux États-Unis. En France, Amarante International ou Corpguard proposent des « services de défense » ou des prestations de « sécurité opérationnelle ». À la suite des attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, les *contractors* américains investissent l'Afghanistan, où ils finissent par constituer plus de la moitié du personnel dépendant du Pentagone ; puis, à partir de 2003, l'Irak accueille jusqu'à 185 000 employés travaillant pour des entreprises sous-traitantes de l'armée – soit plus que les soldats américains sous les drapeaux. Outre l'hôtellerie et la logistique, ils ont assuré la sécurité générale et l'entraînement des forces locales, jusqu'à la prise en main d'appareils militaires régionaux. La rédaction de la doctrine militaire de l'armée nationale afghane avait ainsi été déléguée à la société MPRI, qui employait à elle seule plus de trois cents anciens généraux américains...

du paysage africain : on les retrouve dès les années 1960 au Congo belge (devenu Zaïre, puis République démocratique du Congo) ; dans les années 1970 et 1980 aux Comores, aux Seychelles, au Bénin, en Guinée, en Rhodésie (devenue le Zimbabwe) et en Angola.

Robert (« Bob ») Denard, l'un de ces « chiens de guerre » les plus embléma-

Un modèle qui fait florès

À LA prison d'Abou Graïb, en Irak, la moitié des interrogateurs impliqués dans des violences contre des prisonniers entre 2003 et 2004 travaillaient pour des entreprises privées comme CACI et Titan. Certains ont été poursuivis devant des juridictions américaines à la suite de plaintes d'ex-détenus. Des *contractors* de l'américain Blackwater furent impliqués en septembre 2007 dans une fusillade ayant tué dix-sept civils irakiens et blessé vingt autres – le dernier d'une série d'excès : la justice des États-Unis, saisie plus tard, a imputé à la société militaire privée cent soixante-huit crimes et délits graves (5). Son patron, un ancien membre des SEAL, la force spéciale de la marine de guerre américaine, a dû démissionner, et son entreprise changer de nom.

Cette externalisation, y compris de fonctions régaliennes, a prospéré sur fond de baisse drastique des effectifs militaires à la fin de la guerre froide, aux États-Unis comme en Europe. M. Richard Cheney, puis Donald Rumsfeld, le vice-président et le ministre de la défense sous la présidence de M. George W. Bush au début des années 2000, ont ouvert largement au privé les activités « annexes » des armées : la sûreté, la sécurité, l'escorte de convois, le médical, le maintien en condition opérationnelle du matériel, la lutte antipiraterie, la cyberdéfense. Une centaine de milliards de dollars ont été alloués à ces entreprises, dans le contexte de la « guerre au terrorisme ».

Ainsi se trouve facilitée la reconversion des anciens militaires, et illustré le désir des Américains d'avoir une « empreinte » minimale sur le terrain. La théorie de *light foot-spring* – une logique de sous-traitance des opérations

périphériques – a également séduit les stratèges russes, favorables aux opérations « hybrides ». En Syrie, Moscou avait délégué ses opérations au sol à la société de M. Prigojine, en complément de l'engagement de son aviation. Le modèle a fait florès. La compagnie militaire privée turque Sadat, créée par un ancien général, souvent présentée comme un « Wagner turc » agissant avec l'aval du ministère de la défense, a opéré ces dernières années en Syrie, en Libye et dans l'enclave arménienne du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan. Le Dyck Advisory Group, en Afrique du Sud, dirigé par un ex-colonel, spécialisé dans la sécurité des parcs nationaux, a été en contrat avec la police mozambicaine, intervenant notamment en avril 2021 au Cabo Delgado, dans le Nord, où elle affirme avoir sauvé des centaines de personnes aux prises avec les attaques des Shebab de Somalie.

En devenant une force de « premier échelon » atteignant jusqu'à cinquante mille hommes, la milice Wagner a basculé dans un modèle inédit et failli échapper à son donneur d'ordres. L'épisode vaut leçon : un État ne saurait partager impunément son monopole de l'exercice de la violence.

(1) France Inter, 24 juin 2023.

(2) Paul Sonne, « Putin and Prigozhin held a meeting in June, their first known contact since the mutiny », 10 juillet 2023, www.nytimes.com

(3) Haut-Commissariat aux droits de l'homme, www.ohchr.org/fr

(4) Lire Jean Michel Morel, « Libye, le terrain de jeu russo-turc », *Le Monde diplomatique*, septembre 2020.

(5) Le président américain Donald Trump a gracié en décembre 2020 quatre agents de Blackwater condamnés en 2015 pour avoir tiré sur les civils, provoquant l'indignation en Irak.

UN DÉBAT QUI DÉCHIRE LE PARTI RÉPUBLICAIN

L'Ukraine s'invite dans l'élection américaine

Malgré une avalanche de poursuites judiciaires, M. Donald Trump demeure le favori de son parti pour l'élection présidentielle de l'an prochain. Un thème de politique étrangère, la guerre d'Ukraine, fait l'objet de débats passionnés entre les candidats républicains. Les uns reprochent au président Joseph Biden de ne pas assez s'engager aux côtés de Kiev; les autres jugent que les priorités américaines sont ailleurs.

PAR SERGE HALIMI

DEPUIS près d'un demi-siècle, les questions de géopolitique ne jouent presque aucun rôle dans une élection présidentielle américaine. La victoire fulgurante du président George H. W. Bush lors de la guerre du Golfe (janvier-mars 1991) n'empêcha pas qu'il fut battu l'année suivante par un obscur gouverneur démocrate de l'Arkansas (M. William Clinton) sans expérience internationale.

Pourtant, même si aucun soldat américain n'y participe directement, la guerre d'Ukraine occupe déjà une place considérable dans les débats entre candidats républicains. La chose est moins évidente côté démocrate vu que le président Joseph Biden paraît assuré de l'investiture de son parti et que le soutien total des États-Unis au président Volodymyr Zelensky y fait presque l'unanimité.

Ce qui se passe à l'étranger, à Kiev en particulier, intéresse donc cette fois d'autres Américains que la petite coterie de Washington (parlementaires, éditorialistes, professionnels des think tanks). La réciproque est plus vraie encore : les dirigeants ukrainiens pensent que leur destin pourrait bien basculer selon que M. Biden sera réélu ou qu'un républicain prendra sa place. Encore faut-il savoir lequel car, sur l'Ukraine, les positions des candidats de ce parti varient du tout au tout. Au point que l'ancien vice-président docile de M. Donald Trump, M. Mike Pence, se présente cette fois contre lui...

Le 14 juillet dernier, lors d'un forum conservateur, les termes du débat les oppo-

sant furent résumés avec une certaine brutalité par le journaliste Tucker Carlson, qui officiait comme maître des cérémonies. Immensément populaire et influent chez les républicains, partisan de M. Trump même si le personnage lui inspire un certain dédain, Carlson a des idées tranchées, en particulier sur le conflit ukrainien. Il déteste M. Zelensky, qu'il traite de « dictateur », estime que la guerre a été largement provoquée par les États-Unis et répète qu'il serait temps pour eux de cesser de la financer. Pensant tout le contraire et venant de rencontrer le président ukrainien, M. Pence fut donc contredit dès qu'il reprocha à M. Biden la lenteur des livraisons d'armes à Kiev. « Vous êtes malheureux que les Ukrainiens n'aient pas assez de tanks américains, se récria Carlson. Mais ces trois dernières années, chaque ville de notre pays a vu sa situation se détériorer. Faites un tour en voiture, ça se remarque. Notre économie décline, le taux de suicide bondit, la saleté, le désordre et la criminalité augmentent de façon exponentielle, et vous vous inquiétez parce que l'Ukraine, un pays que la plupart des gens ici seraient incapables de situer sur une carte, manque de tanks ! Il n'est pas injuste que je vous pose la question : est-ce que vous vous souciez des États-Unis dans cette affaire ? » Le public l'ovationna.

« Il est temps de rentrer chez nous »

LE néoconservatisme impérial défend par M. Pence – et par plusieurs autres candidats républicains – a longtemps fait la loi dans le parti de Ronald Reagan et de la dynastie Bush. Ce n'est plus le cas. On attribue souvent ce renversement à M. Trump et à sa conviction que les guerres étrangères et les délocalisations industrielles avaient provoqué un « carnage » économique et social aux États-Unis. Assurément, l'ancien président a rendu cette idée populaire, et surtout électoralement victorieuse, en battant M^{me} Hillary Clinton en 2016. Toutefois, M. Trump n'est pas le premier à avoir privilégié le nationalisme

plutôt que l'impérialisme dans le camp républicain. Dès septembre 1991, alors même que l'Union soviétique n'avait pas encore tout à fait rendu l'âme, un ancien conseiller de premier plan des présidents Richard Nixon et Reagan, M. Patrick Buchanan, estima en effet que, puisque la « menace communiste » venait de disparaître, les États-Unis devaient cesser d'agir en policier du monde entier. Et avoir pour politique « L'Amérique d'abord ».

Ce que M. Buchanan écrivit il y a plus de trente ans dans sa chronique du *Washington Post* – une chose inimaginable aujourd'hui – annonçait presque mot pour mot l'interpellation de Carlson en juillet dernier. Et théorisait l'actuelle ligne de faille au sein du parti républicain entre « globalistes » et isolationnistes : « *Le ciment unificateur de la coalition Reagan ne peut plus opérer sa magie*, estimait M. Buchanan. (...) *Les Américains doivent donc désormais se poser de vraies questions avant de faire irruption dans le voisinage des autres pays pour s'y mêler de leurs querelles internes. Pourquoi est-ce notre problème ? Pourquoi devons-nous, quarante-six ans après la fin de la seconde guerre mondiale, défendre l'Allemagne et le Japon alors qu'ils s'emparent de nos marchés ? Pourquoi devons-nous pacifier le Golfe alors que des femmes qui promènent leur chien dans Central Park sont assassinées par des voyous ? L'incivilité et la brutalité de nos villes, la montée des tensions ethniques doivent concentrer notre attention sur notre propre société. L'Amérique d'abord (« America First ») est l'idée que les Américains ne devraient aller combattre à l'étranger que quand nos intérêts vitaux sont menacés. (...) Notre guerre,*

la guerre froide est terminée. Il est temps pour nous de rentrer chez nous (1). »

Logiquement, M. Buchanan réclamait que les États-Unis rompent tous les pactes d'assistance militaire conclus pendant la guerre froide et qu'ils réinterprètent de façon beaucoup plus restrictive la « doctrine Monroe » ayant fait d'eux les gardiens de leur « arrière-cour » latino-américaine. Il précisait même : « *En dépit des objurgations de nos nouveaux amis en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie qui voudraient rejoindre l'OTAN, le parapluie nucléaire américain ne doit pas s'étendre plus à l'est.* [Dwight] Eisenhower n'a pas voulu se battre pour la Hongrie en 1956 [lors du soulèvement antisoviétique de Budapest], et nous n'allons pas nous battre pour l'Europe de l'Est (2). » Ayant remporté 23 % des voix lors des élections primaires républicaines l'opposant en 1992 au président George H. W. Bush, pourtant « vainqueur de la guerre froide », M. Buchanan contribua à la défaite de celui-ci lors de l'élection générale.

Les attentats du 11 septembre 2001 marginalisèrent les thèses isolationnistes au profit de celles des néoconservateurs, avocats de la « guerre contre le terrorisme ». Mais l'échec des États-Unis en Afghanistan et en Irak, les délocalisations industrielles, la perte de confiance dans la sagesse des élites libre-échangistes et impérialistes, démocrates comme républicains, ont ressuscité la tentation isolationniste (3).



PACO POMÉT. – « Restauración », 2013

M. Barack Obama en tira profit pour battre M^{me} Clinton, symbole de l'arrogance et de la mondialisation, lors des primaires démocrates en 2008. Puis, comme celle-ci n'avait toujours pas compris la leçon huit ans plus tard, M. Trump succéda à M. Obama. Il insista d'emblée : « *En 2016, le peuple américain a rejeté un globalisme corrompu : je suis le président des États-Unis, je ne suis pas le président du globe.* »

Son élection n'a pourtant pas garanti le triomphe de ses thèses, y compris au sein de son parti. Les républicains néoconservateurs qu'il a écrasés restent présents, puissants, et ils n'ont nullement rendu les armes. La plupart des médias nostalgiques de l'impérialisme reaganien, Fox News et le *Wall Street Journal* en particulier, les appuient tout comme la majorité des élus républicains du Congrès, les think tanks de Washington et les gros donateurs du parti. Impulsif, mégalomane, ivre de sa parole et incapable d'étudier quelque sujet que ce soit, M. Trump a ajouté au problème en peuplant son administration de « faucons » qui l'ont flatté sans vergogne tout en entravant la politique étrangère de son choix. Son vice-président, ses secrétaires d'État, ses ministres de la défense, ses conseillers pour les affaires de sécurité, son ambassadrice auprès des Nations unies furent presque toujours des néoconservateurs endurcis. L'un d'eux, M. John Bolton, était même un fou furieux : M. Trump plaisantait que cet « idiot », ce « maniaque » l'accompagnait chaque fois qu'il voulait effrayer un chef d'État étranger pour lui arracher de nouvelles concessions. Autant

dire qu'en dehors du bureau Ovale, l'« État profond » et le complexe militaro-industriel eurent table ouverte à la Maison Blanche.

Résultat : M. Trump ordonna plusieurs bombardements de la Syrie (où les troupes américaines tuèrent des dizaines de militaires du groupe Wagner [lire l'article page 8]), il entérina de nouvelles sanctions contre Moscou (votées par une majorité écrasante d'élus du Congrès, y compris ceux de son parti désireux de lui forcer la main) et il livra des missiles Javelin à l'Ukraine. Il alla jusqu'à se vanter qu'aucun président américain n'avait été « plus dur envers la Russie : j'ai donné des armes à l'Ukraine, Obama leur offrait des oreillers (4). » En décembre 2017, lorsque son administration détailla les nouvelles orientations stratégiques des États-Unis, même le *New York Times* dut avouer sa satisfaction : « *Bien des éléments de ce rapport auraient pu être présentés par ses prédécesseurs.* »

Cette continuité, relative, pourrait toutefois être remise en cause si M. Trump était réélu. En 2016, l'Ukraine constituait un élément périphérique de la campagne électorale. Aujourd'hui, elle est la source d'un conflit qui s'aggrave entre deux puissances surarmées, un facteur de dépenses importantes pour les États-Unis (déjà près de 80 milliards de dollars) et une question qui déborde largement le domaine de la politique étrangère.

vital des États-Unis », comme le serait l'« endiguement de la Chine » ou la défense des frontières américaines contre les migrants. Quant aux quelques candidats républicains toujours nostalgiques de la politique impériale de Reagan et de Bush père, à qui les sondeurs promettent des scores faméliques, ils n'appuient pas l'Ukraine par affection pour ses habitants. M^{me} Nikki Haley calcule plutôt que « *si l'Ukraine gagne, la Chine perd* », pendant que le sénateur Tim Scott préfère parier que « *plus nous affaiblissons l'armée russe, moins elle pourra attaquer notre territoire souverain* ».

Le jour où il quitta la Maison Blanche, M. Trump déclara : « *Je suis très fier d'avoir été le premier président depuis des décennies à n'avoir pas déclenché de nouvelles guerres.* » Même s'il ordonna des bombardements en Syrie et l'assassinat en Irak du général iranien Ghassem Soleimani, il n'a en effet à son « actif » ni intervention en Libye comme M. Obama, ni guerre d'Irak, d'Afghanistan, du Kosovo... Or contrairement à un préjugé tenace, sa base populaire, y compris la plus droitière, lui en sait gré, car ce sont plutôt les prolétaires qui font la guerre et les bourgeois diplômés qui préconisent l'impérialisme de la vertu (6). Les seize millions d'anciens combattants américains ont pu mesurer depuis une vingtaine d'années, à Fallouja ou à Kandahar, la futilité de leur sacrifice et de celui de leurs camarades. Lors de la

convention républicaine d'août 2020, M. Donald Trump Jr, opposé comme son père à tout engagement militaire des États-Unis en Ukraine, a d'ailleurs observé : « *Si les démocrates voulaient vraiment aider les minorités et les communautés défavorisées, ils mettraient un terme aux guerres sans fin et cesseraient d'envoyer nos jeunes résoudre les problèmes des pays étrangers.* »

Le sénateur républicain de Caroline du Sud Lindsey Graham est sans conteste l'élé le plus belliciste d'un Congrès dont les élus, souvent gorgés de donations par des entreprises d'armement, votent à la quasi-unanimité des budgets militaires gigantesques (877 milliards de dollars l'an dernier). Après s'être déjà rendu trois fois à Kiev depuis l'an dernier, M. Graham aimerait

accroître l'engagement massif des États-Unis en Ukraine. Mais, par pur opportunisme électoral, il soutient aussi la candidature de M. Trump. Le 2 juillet dernier, il a payé le prix de cette équivoque. Prenant la parole dans son propre État lors d'un meeting géant de soutien à l'ancien président, il s'est fait huer par la foule des républicains présents à l'événement. Une indication supplémentaire que, dans ce parti, le nombre des adversaires d'une aide supplémentaire à Kiev, infime au début du conflit (9 % en mars 2022), est dorénavant majoritaire.

Dans le camp démocrate, en revanche, où le néoconservatisme fait son chemin, les déclarations isolationnistes de M. Trump confortent les partisans de la cause ukrainienne. Si elle se poursuit l'année prochaine, la guerre occupera donc une place de choix lors de la campagne présidentielle américaine. Ce qui annonce un débat de politique étrangère assez inédit, et parfois même à front renversé.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 août 2023

1 ^{er}	BÉNIN	Fête de l'indépend.
	SUISSE	Fête nationale
2	MACÉDOINE DU NORD	Fête nationale
5	BURKINA FASO	Fête de l'indépend.
6	BOLIVIE	Fête de l'indépend.
	JAMAÏQUE	Fête de l'indépend.
7	CÔTE D'IVOIRE	Fête nationale
9	SINGAPOUR	Fête nationale
10	ÉQUATEUR	Fête nationale
11	TCHAD	Fête de l'indépend.
15	RÉP. DU CONGO	Fête nationale
	LIECHTENSTEIN	Fête nationale
17	GABON	Fête de l'indépend.
	INDONÉSIE	Fête de l'indépend.
19	AFGHANISTAN	Fête de l'indépend.
20	HONGRIE	Fête nationale
24	UKRAINE	Fête nationale
25	URUGUAY	Fête de l'indépend.
27	MOLDAVIE	Fête de l'indépend.
31	KIRGHIZSTAN	Fête de l'indépend.
	MALAISIE	Fête de l'indépend.
	TRINITÉ-ET-TOBAGO	Fête de l'indépend.

(1) Patrick Buchanan, « Now that Red is dead, come home, America », *The Washington Post*, 8 septembre 1991.

(2) *Ibid.*

(3) Lire Benoît Bréville, « Les États-Unis sont fatigués du monde », *Le Monde diplomatique*, mai 2016.

(4) Fox News, 16 octobre 2018.

(5) Lire Serge Halimi et Pierre Rimbert, « Tchernobyl médiatique », *Le Monde diplomatique*, mai 2019.

(6) Lire Christopher Mott, « Les noces de la guerre et de la vertu », *Le Monde diplomatique*, janvier 2023.

Pourquoi les grandes puissances

(Suite de la première page.)

Le réalisme n'a pas bonne presse en Occident, où la guerre est généralement perçue comme un ultime recours justifiable seulement en cas de légitime défense ; ce qui correspond aussi à la Charte des Nations unies. La théorie réaliste suscite d'autant plus la réprobation qu'elle se fonde sur un axiome pessimiste : l'idée que la compétition entre grandes puissances constitue un fait intangible, une loi de l'existence immanquablement vouée à enfanter des tragédies. Autant dire que tous les États – démocratiques ou autoritaires – obéissent à la même logique. En Occident, le point de vue dominant consiste plutôt à indexer la propension à la compétition sur la nature du régime. Les démocraties libérales seraient par nature enclines à maintenir la paix, tandis que les régimes autoritaires seraient les principaux fauteurs de guerres.

On ne doit donc pas être surpris que la théorie libérale, conçue en opposition au réalisme, ait les faveurs de l'Occident. Pourtant, il est difficilement contestable que les États-Unis ont presque toujours agi sous les diktats du réalisme, quitte à enrober leurs actions dans une rhétorique plus morale. Tout au long de la guerre froide, ils n'ont eu de cesse de soutenir des autocrates sans scrupule, comme Tchang Kaï-chek en Chine, Mohammad Reza Pahlavi en Iran, Rhee Syngman en Corée du Sud, Mobutu Sese Seko au Zaïre, Anastasio Somoza au Nicaragua ou Augusto Pinochet au Chili, pour ne prendre que ces exemples.

Même les superpuissances seraient menacées

AVANT toute chose, il faut rappeler que les grandes puissances opèrent au sein d'un système où n'existe aucun protecteur vers lequel se tourner en cas de menace de la part d'un État rival. Chacun doit donc prendre soin de lui-même dans un monde régi par l'autodéfense. Cette contrainte est rendue plus pesante encore par deux autres aspects du système international. Toutes les grandes puissances détiennent d'énormes capacités militaires offensives, même si certaines en possèdent plus que d'autres, ce qui signifie qu'elles peuvent

Cette politique connut toutefois une notable parenthèse : celle du « moment unipolaire » de 1991 à 2017, lorsque les gouvernements américains, démocrates comme républicains, renoncèrent au réalisme géopolitique pour tenter d'imposer un ordre planétaire fondé sur les valeurs de la démocratie libérale – État de droit, économie de marché et droits humains, sous la bienveillante autorité de Washington. Cette stratégie de l'« hégémonie libérale » essuya un cuisant échec, et joua un rôle non négligeable dans l'émergence du monde tourmenté que nous connaissons. Si en 1989, à l'issue de la guerre froide, les gouvernements américains avaient choisi une politique étrangère réaliste, notre planète serait sans doute un lieu considérablement moins dangereux aujourd'hui.

Le réalisme peut se décliner de plusieurs façons. Selon la théorie dite « classique », énoncée par le juriste américain Hans Morgenthau, le désir de pouvoir est inhérent à la nature humaine. Les dirigeants, disait-il, sont mus par un *animus dominandi*, une pulsion innée qui les pousse à dominer leur prochain. Chacun peut se faire sa propre théorie à ce sujet. Dans la mienne, la force motrice de la compétition entre États se situe avant tout dans la structure ou l'architecture même du système international. C'est celle-ci qui motive les États – et plus encore les grandes puissances – à se livrer une compétition féroce. Ils sont, à cet égard, prisonniers d'une cage de fer.

causer des dommages considérables à un État donné. Il est par ailleurs difficile, sinon impossible, de s'assurer qu'elles poursuivent des intentions pacifiques, dans la mesure où les intentions, contrairement aux capacités militaires, se nichent dans l'esprit des dirigeants et ne sont jamais pleinement déchiffrables. Anticiper ce que fera tel ou tel État un jour futur se révèle plus hasardeux encore, car nul ne peut prédire quels en seront les responsables, ni quelles seront ses intentions si les circonstances changent.

Des États qui opèrent dans un univers où ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et risquent de faire face à un rival puissant et hostile vont nécessairement avoir peur les uns des autres, même si l'intensité de leur peur varie selon les cas. Dans un monde aussi périlleux, la meilleure manière de survivre pour un État rationnel consiste à s'assurer qu'il n'est pas faible. L'expérience de la Chine durant son « siècle d'humiliation nationale » de 1839 à 1949 a démontré que les États plus puissants ont tendance à profiter de la faiblesse des autres. Sur la scène internationale, mieux vaut être Godzilla que Bambi.

L'Union européenne paraît faire exception à la règle, mais seulement en apparence. Elle est née sous la protection du parapluie américain, qui a rendu impossible un conflit militaire entre États membres, les libérant ainsi de la crainte qu'ils s'inspiraient. Cette raison explique en partie que les dirigeants européens de tous bords redoutent de voir les États-Unis se détourner de leur continent afin de mieux se consacrer à l'Asie. La politique des grandes puissances se caractérise en somme par une implacable compétition sécuritaire puisque chaque État cherche non seulement à gagner en influence relative, mais aussi à éviter que la balance des pouvoirs ne penche en sa défaveur. Cet objectif, dit de l'« équilibre » (*balancing*), peut être mis en œuvre soit par un accroissement de sa puissance, soit par une alliance avec d'autres États pareillement menacés. Dans un monde réaliste, le pouvoir d'un pays s'apprécie essentiellement à l'aune de ses capacités militaires, lesquelles dépendent d'une économie avancée et d'une population nombreuse.

Pour un État qui aspire à un rôle de grande puissance, la situation idéale consiste d'abord à être une puissance régionale, c'est-à-dire à dominer la partie du globe à laquelle il appartient, tout en s'assurant qu'aucune autre puissance, moyenne ou grande, ne lui dispute cette domination. Les États-Unis offrent une illustration parfaite de cette logique. Au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, ils se sont assidûment employés à asseoir leur hégémonie sur le continent américain. Lors du

siècle qui a suivi, ils ont fait en sorte d'empêcher les empires germanique et japonais, puis l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, de s'imposer comme seules puissances régionales en Asie et en Europe.

L'objectif premier de tout État est la survie, car si un État ne survit pas il ne peut poursuivre aucun autre but. La production de richesses ou la diffusion d'une idéologie peuvent lui sembler prioritaires, mais seulement à condition que ces objectifs n'entament pas ses chances de survie. De même, les grandes puissances peuvent coopérer si elles partagent des intérêts communs et que leur alliance n'affaiblit pas leurs positions respectives dans la balance des pouvoirs. Durant la guerre froide, par exemple, les États-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni ont coopéré en signant le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (1968) alors même que les relations américano-soviétiques demeuraient intrinsèquement conflictuelles. Et, à la veille de la première guerre mondiale, les grandes puissances européennes étaient liées les unes aux autres par de puissants intérêts économiques tout en se livrant à une compétition sécuritaire

acharnée, qui l'emporta finalement sur la coopération économique et les conduisit à la guerre. Les ententes entre grandes puissances se nouent toujours à l'ombre d'une rivalité relative à leur sécurité.

Les détracteurs de l'école réaliste en matière géopolitique lui reprochent souvent de dédaigner les institutions internationales, clé de voûte d'un ordre planétaire organisé par des règles. Mais les réalistes reconnaissent bien volontiers que celles-ci contribuent de manière cruciale à contenir la compétition sécuritaire dans un monde interdépendant – comme l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et le pacte de Varsovie durant la guerre froide, ou comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation des Nations unies (ONU) aujourd'hui. Ils font cependant valoir que les règles de ces institutions internationales ou multilatérales sont définies par les grandes puissances en fonction de leurs propres intérêts, et qu'en aucune circonstance elles ne peuvent contraindre un État influent à entreprendre des actions qui menaceraient sa sécurité. Dans le cas contraire, il bafouera ces règles ou les réécrira en sa faveur.

La nature du régime importe peu

CETTE logique contredit la croyance, largement partagée en Occident, selon laquelle les démocraties libérales se comporteraient différemment des États autoritaires. Lesquels, nous dit-on, mettent en péril l'ordre mondial fondé sur le droit et, plus généralement, constituent le seul obstacle véritable à la paix. Mais la politique internationale ne fonctionne pas ainsi. La nature du régime importe peu dans un monde régi par l'autodéfense où chaque État craint pour sa survie, ou en tout cas le prétend. Nation libérale par excellence, les États-Unis ont transgressé le droit international lorsqu'ils ont attaqué la Yougoslavie en 1999 et l'Irak en 2003, après avoir fomenté une guerre civile sanglante au Nicaragua durant les années 1980. Toutes les grandes puissances ignorent les scrupules lorsqu'elles estiment que leurs intérêts vitaux sont en jeu.

stratégiques ou qui disposent de ressources indispensables à l'économie planétaire. Pendant la guerre froide, les réalistes américains dénombreaient trois zones hors du continent où leur pays devait être prêt à livrer bataille : l'Europe et l'Asie du Nord-Est, là où se situait l'Union soviétique, ainsi que le golfe Arabo-Persique à cause de ses gisements pétroliers. Presque tous s'opposaient à la guerre du Vietnam, car elle se déroulait en Asie du Sud-Est, une région jugée alors d'un faible intérêt stratégique. À présent que la Chine est devenue à son tour une grande puissance, l'Asie du Sud-Est importe beaucoup plus à Washington, prêt désormais à défendre militairement le statu quo à Taïwan et en mer de Chine méridionale.

Pour sa part, la géopolitique libérale n'accorde aucune priorité à telle ou telle région du monde. Son objectif proclamé consiste à diffuser la démocratie et le capitalisme le plus largement possible. Bien qu'ils disent abhorrer les horreurs de la guerre, les promoteurs d'une politique étrangère libérale n'hésitent pas à recourir pour satisfaire leur objectif ambitieux. La doctrine Bush, qui prétendait démocratiser le Proche-Orient à la pointe du fusil, illustra parfaitement cette approche. Ce n'est pas un hasard si les tenants du réalisme ont sévèrement critiqué la guerre d'Irak. Elle fut pensée et voulue par les néoconservateurs, très attachés à l'universalisation des « valeurs » de l'Occident, et soutenue par les partisans de l'hégémonie libérale.

Paradoxalement, l'approche libérale en matière de politique étrangère comporte un noyau foncièrement illibéral. Ainsi, le libéralisme prône la nécessité de tolérer la diversité des opinions dans une société, car il admet que les individus qui la composent ne s'accorderont jamais tout à fait sur la meilleure manière de vivre ensemble ou d'être gouvernés. C'est pourquoi les sociétés libérales tentent de ménager des espaces où individus et groupes peuvent coexister tout en conservant leurs croyances ou leurs principes. Mais, dès qu'il s'agit de politique étrangère, les libéraux agissent comme s'ils savaient quel type de régime devait

Certains experts font valoir que la « révolution nucléaire » aurait vidé le réalisme d'une grande partie de sa substance. L'arme atomique protégerait son détenteur contre toute destruction en dissuadant quiconque de s'en prendre à lui, ce qui supprimerait l'une des raisons d'être à la compétition pour le pouvoir. Les mêmes soutiennent que la crainte d'une escalade catastrophique suffirait à empêcher deux puissances nucléaires de se livrer à une guerre conventionnelle. Rien n'indique cependant que les nations concernées aient partagé un tel raisonnement. La compétition entre les Deux Grands a coûté à l'Union soviétique et aux États-Unis des milliards et des milliards de dollars au cours de la guerre froide, et il en va de même aujourd'hui avec la Chine, la Russie et les États-Unis. Ces États n'ont jamais cessé de se préparer à une guerre conventionnelle. Un conflit militaire entre grandes puissances paraît assurément moins probable dans un monde nucléarisé, mais reste néanmoins une menace tangible. Le réalisme n'a donc rien perdu de sa pertinence.

La doctrine réaliste suggère également que les zones d'intérêt stratégique vital pour les grandes puissances – en dehors de leur propre région – sont celles qui leur permettent de contenir leurs rivaux

Dissidents, silence !

JOHN Mearsheimer est l'un des plus grands théoriciens actuels des relations internationales. La guerre d'Ukraine, qui oppose de plus en plus directement les deux principales puissances nucléaires, la Russie et les États-Unis, mais qui implique aussi l'Union européenne, la Chine et l'Inde, justifierait qu'il soit sollicité par les gouvernements et les médias du monde entier. Pour les médias, ce n'est pas le cas, en particulier en France, où l'information sur le conflit ukrainien s'apparente à un exercice de propagande incessant destiné à justifier l'engagement croissant de l'Union européenne aux côtés de Kiev. Ce choix éditorial paraît avoir interdit l'expression d'analyses qui n'apparaissent dissidentes que parce qu'elles sont différentes. *Le Monde diplomatique* a demandé à John Mearsheimer de développer la sienne.



Le FESTIVAL DU Monde
15-16-17 septembre
67/69, AVENUE PIERRE-MENDÈS-FRANCE
PARIS 13^e

Visites
Ateliers
Débats
Spectacles

festival.lemonde.fr

Partenaires : République Française, Fondation BRP Parisias, Visit Argentina, THAILAND, PARIS DESIGN WEEK, VILLE DE BORDEAUX, B3

PAR LES MÉDIAS EUROPÉENS

se font la guerre



NICKY NODJOUMI. – « Everything Was/Is Wide Open » (Tout était/est grand ouvert), 2015

s'appliquer à tous les pays (1). Ils considèrent que le reste du monde doit imiter l'Occident et utilisent chacun des moyens dont ils disposent pour le pousser dans cette direction. Une telle conception est vouée à l'échec, non seulement parce qu'il ne saurait y avoir de consensus sur la définition du système politique idéal, mais aussi parce qu'elle échappe à la logique réaliste. Les États constituent des entités souveraines qui se défendent contre une menace visant leurs intérêts vitaux, à plus forte raison quand celle-ci résulte d'un État concurrent qui entend transformer le système de gouvernement de son rival.

Quand l'Union soviétique s'est effondrée en 1991, le monde bipolaire qui sous-tendait la guerre froide a cédé la place à un monde unipolaire centré sur les États-Unis. L'unipolarité est devenu multipolarité en 2017, à la faveur de l'ascension de la Chine et de la résurrection du pouvoir russe. Les États-Unis conservent assurément leur rang de première puissance dans la nouvelle configuration, mais la Chine, avec son économie impressionnante et sa force militaire ascendante, la talonne. Des trois géants, la Russie est clairement la plus faible. Le système multipolaire a donc forgé deux nouvelles rivalités, dont les protagonistes suivent chacun une logique réaliste différente. À l'instar de l'antagonisme américano-soviétique de jadis, et contrairement au conflit actuel entre États-Unis et Russie, la compétition entre Washington et Pékin a pour objet principal l'hégémonie régionale, même si celle-ci comme la concurrence avec les Russes

pourraient s'étendre au reste du monde. L'actuelle rivalité américano-russe ne s'explique pas par une quelconque crainte que Moscou puisse dominer l'Europe, mais plutôt par le comportement hégémonique de Washington.

Durant les XIX^e et XX^e siècles, la Chine n'était pas perçue comme une grande puissance. Elle disposait certes d'une population nombreuse, mais ses ressources ne lui permettaient pas de bâtir une force militaire suffisante. La situation a commencé à changer au début des années 1990, lorsque l'économie chinoise a amorcé sa croissance vertigineuse au point de devenir la deuxième du monde et d'être en mesure de développer des technologies de pointe. Comme on pouvait s'y attendre, Pékin utilise sa puissance économique pour accroître sa puissance militaire.

La Chine a pour ambition de conforter sa domination sur l'Asie, mais aussi de pousser graduellement les troupes américaines hors de la partie orientale du continent, de manière à imposer son hégémonie sur toute la région. Elle est en train par ailleurs de se doter d'une marine de haute mer, ce qui indique qu'elle ambitionne d'étendre son pouvoir tout autour du globe. Pékin s'efforce en somme de suivre l'exemple américain, ce qui est en effet le meilleur moyen d'optimiser sa sécurité dans un monde en proie au désordre. Les dirigeants chinois ont une autre raison de vouloir dominer l'Asie : leurs objectifs territoriaux d'inspiration nationaliste, comme reconquérir Taïwan ou contrôler la mer de Chine méridionale, réclament qu'ils disposent d'une position hégémonique dans leur région.

Domestiquer la Chine, un pari américain raté

LES États-Unis s'emploient depuis longtemps à empêcher tout autre pays d'y parvenir, comme ils l'ont démontré à maintes reprises au cours du XX^e siècle. Face aux ambitions chinoises, ils tentent donc aujourd'hui de mettre en place une politique d'endiguement (*containment*), applicable à la fois sur les plans militaire et économique.

Concernant le volet militaire, Washington cherche à ressusciter des alliances conçues pour contenir l'Union soviétique en vue de les fondre dans une coalition dirigée contre la Chine. Il s'agit de nouer – ou renouer – des partenariats multilatéraux, sur le modèle du traité de coopération militaire signé par les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni (Aukus) ou du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD) liant les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde, mais aussi de resserrer les alliances bilatérales déjà anciennes conclues entre les États-Unis et des États comme le Japon, les Philippines ou la Corée du Sud.

Sur le front économique, Washington entend freiner les progrès de la Chine

dans le domaine des technologies de pointe en s'assurant du contrôle des principaux leviers de ce secteur stratégique. Cet affrontement pourrait cependant mettre à l'épreuve les relations transatlantiques dans la mesure où de nombreux États européens, déjà malmenés par la rupture des échanges commerciaux avec la Russie, cherchent des clients sur le marché chinois.

Tout indique que la compétition acharnée entre Chine et États-Unis va s'intensifier dans un avenir proche. Elle sera sans doute avivée en partie par le fameux « dilemme sécuritaire », en vertu duquel une action décidée par l'un à des fins de défense est interprétée par l'autre comme la preuve d'une intention agressive. Cette compétition sera dangereuse pour deux raisons. D'une part, elle concerne Taïwan, une île que presque chaque Chinois considère comme un territoire sacré appartenant à la Chine, mais dont les États-Unis sont déterminés à préserver l'indépendance sous parapluie américain. D'autre part, en cas de guerre entre les deux grandes puissances du Pacifique, les combats risquent de se dérouler sur les îles situées au large des

côtes chinoises, essentiellement dans le ciel, sur mer et par tirs de missiles. Il n'est guère difficile d'imaginer les débordements auxquels un tel scénario pourrait conduire. Si la guerre devait avoir lieu sur le continent asiatique, le nombre de ses victimes serait certainement très supérieur, raison pour laquelle les protagonistes y réfléchiraient à deux fois avant de s'engager dans une pareille escalade, à la manière de l'OTAN et du pacte de Varsovie au cœur de l'Europe pendant la guerre froide. L'hypothèse d'un affrontement terrestre paraît donc peu probable, ce qui n'empêche pas que des trésors de diplomatie devront être mobilisés de part et d'autre pour éviter qu'elle se réalise.

Les États-Unis ont très largement contribué à la gestation de cette rivalité périlleuse en ignorant les principes du réalisme. Au début des années 1990, aucun État ne pouvait rivaliser avec la puissance américaine ; la Chine était encore économiquement sous-développée. Suivant les prescriptions libérales, la Maison Blanche ouvrait les bras à Pékin, l'aidant à stimuler sa croissance économique et cherchant à l'intégrer sur la scène internationale. Les dirigeants américains partaient du principe qu'une Chine enrichie deviendrait une « actionnaire responsable » de ce nouvel ordre mondial dominé par Washington et que par la force des choses elle se métamorphoserait en démocratie libérale. Une Chine prospère et démocratique ne représenterait aucun danger pour les États-Unis, tel était le calcul. Un calcul grossièrement erroné, comme on l'a vu par la suite. Si les dirigeants américains avaient emprunté une logique réaliste, ils auraient évité de contribuer à la croissance chinoise et cherché à creuser ou à maintenir l'écart de puissance entre les deux pays plutôt que de le réduire.

Lorsqu'il s'agit de l'Ukraine, le point de vue occidental dominant sur la guerre revient à suggérer que la Russie se comporte en Europe comme la Chine le fait en Asie. Le président Vladimir Poutine serait mû par des ambitions impériales qui le pousseraient à restaurer une Grande Russie ressemblant à la défunte Union soviétique et à reconquérir l'ancien glacis du pacte de Varsovie, ce qui mettrait en péril la sécurité de toute l'Europe. Selon cette analyse, l'Ukraine ne constituerait qu'un hors-d'œuvre pour l'ogre russe, qui s'en prendrait ensuite à d'autres pays. Le rôle de l'OTAN, en Ukraine, se bornerait donc à contenir le régime de M. Poutine, de la même manière qu'elle a empêché la domination de l'ensemble de l'Europe par l'Union soviétique au cours de la guerre froide.

Abondamment reprise, cette version relève cependant du mythe. Rien ne démontre que le président russe aimerait s'emparer de la totalité de l'Ukraine ni qu'il entendrait conquérir d'autres États en Europe de l'Est. Le souhaiterait-il, d'ailleurs, qu'il n'aurait pas les moyens militaires de réaliser un objectif aussi

ambitieux. À plus forte raison d'imposer son hégémonie sur le Vieux Continent.

S'il est indéniable que la Russie a attaqué l'Ukraine, on ne saurait contester non plus que cette invasion a été provoquée par les États-Unis et leurs alliés européens lorsqu'ils ont décidé de faire de l'Ukraine leur rempart aux frontières de la Russie. Ils espéraient transformer ce pays en une démocratie libérale et l'intégrer à l'OTAN et à l'Union européenne. À plusieurs reprises, les dirigeants russes ont répété qu'une telle politique serait considérée comme une menace par Moscou et qu'elle ne serait donc pas tolérée. Il n'y avait aucune raison de douter de leur détermination sur ce point. En avril 2008, lorsque la décision fut prise d'accueillir l'Ukraine dans l'OTAN, l'ambassadeur américain à Moscou envoyait à la secrétaire d'État Condoleezza Rice une note indiquant : « L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN constitue la plus aveuglante des lignes rouges pour l'élite russe (et pas seulement pour Poutine). Après plus de deux ans et demi de conversations avec les décideurs russes, je cherche encore quelqu'un qui considère l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN comme autre chose qu'une atteinte délibérée aux intérêts russes. » C'est pour cette raison que la chancelière allemande de l'époque, M^{me} Angela Merkel, s'opposa à ce que l'Ukraine rejoigne l'Alliance atlantique : « J'étais tout à fait certaine (...) que Poutine ne laisserait pas faire une chose pareille. De son point de vue, c'eût été une déclaration de guerre (2). »

Le conflit a commencé en février 2014, six ans après l'annonce par l'OTAN du projet d'adhésion ukrainienne. M. Poutine tenta d'abord de régler le différend par la voie de la diplomatie, en cherchant à convaincre les États-Unis, qui parrainaient l'entrée de Kiev

dans l'Alliance, d'y renoncer. Washington décida au contraire de mettre les bouchées doubles, armant et entraînant l'armée ukrainienne, et l'invitant à participer aux manœuvres militaires otaniennes. Redoutant que l'Ukraine n'en devienne membre de fait, Moscou adressa, le 17 décembre 2021, un courrier à l'organisation transatlantique ainsi qu'au président Joseph Biden leur demandant l'assurance écrite que l'Ukraine resterait hors de l'Alliance et observerait une stricte neutralité. À quoi le secrétaire d'État Antony Blinken répondit le 26 janvier 2022 : « Il n'y a pas de changement, il n'y aura pas de changement. » Un mois plus tard, la Russie attaquait l'Ukraine.

D'un point de vue réaliste, la réaction de Moscou à l'élargissement de l'OTAN constitue un cas d'école d'une politique cherchant à prendre des gages face à une menace extérieure. Pour M. Poutine, il s'agissait d'empêcher qu'une alliance militaire dirigée par la première puissance du globe, ancienne ennemie jurée de l'Union soviétique, puisse inclure le voisin ukrainien. La position russe dans cette affaire paraît s'inspirer de la doctrine Monroe, élaborée par les États-Unis au XIX^e siècle, qui stipulait qu'aucune grande puissance n'était autorisée à stationner des forces militaires dans leur arrière-cour. Dans la mesure où la diplomatie a échoué à régler un problème que les Russes jugeaient existentiel, leur président a déclenché une guerre destinée à empêcher l'Ukraine d'intégrer l'OTAN. Moscou voit cela comme une guerre d'autodéfense, et non comme une guerre de conquête. Certes, l'Ukraine et ses voisins perçoivent les choses tout autrement. Mais il ne s'agit ici ni de justifier la guerre ni de la condamner, seulement d'expliquer les conditions qui ont favorisé son déclenchement.

Contenir la Russie ou la menacer ?

Si l'on adhère au mythe selon lequel M. Poutine entend multiplier les guerres de conquête, on objectera peut-être que le projet d'extension de l'Alliance atlantique repose lui-même sur une solide logique réaliste : les États-Unis et leurs alliés ne chercheraient qu'à contenir la Russie. Mais cette assertion est tout aussi fautive. La décision d'élargir l'OTAN fut prise dès le milieu des années 1990, c'est-à-dire à un moment où l'armée russe était dans un état d'extrême faiblesse et où Washington pouvait imposer cet élargissement à Moscou. On voit ainsi à quels dangers peut mener le fait d'être faible dans le système international. La Russie ne représentait pas davantage une menace pour l'Europe en 2008, et pourtant le processus d'intégration de l'Ukraine à l'OTAN fut engagé cette année-là. Plutôt que de contenir Moscou, l'intérêt des États-Unis aujourd'hui serait de pivoter hors de l'Europe, en direction de l'Asie orientale, d'entraîner la Russie dans une coalition de rééquilibrage face à la Chine, de ne pas se laisser embourber dans une guerre en Europe de l'Est et de ne pas précipiter le rapprochement sino-russe.

Tout comme la politique malavisée de main tendue à la Chine, l'élargissement de l'OTAN était une composante

du projet d'hégémonie libérale. Il s'agissait d'intégrer l'est et l'ouest de l'Europe afin de transformer le continent en une vaste zone de paix. Les réalistes, comme George Kennan, ont dénoncé cette expansion de l'Alliance atlantique parce qu'ils percevaient qu'elle menaçait la Russie et ne pouvait que conduire à un désastre.

L'Europe serait assurément en meilleure position aujourd'hui si la logique réaliste l'avait emporté et si l'OTAN ne s'était pas fixé comme objectif d'inclure l'Ukraine. Mais les dés sont jetés : l'unipolarité ayant cédé la place à la multipolarité, les États-Unis et leurs alliés sont à présent engagés dans des rivalités géopolitiques sérieuses avec la Chine et la Russie. Ces nouvelles guerres froides sont au moins aussi dangereuses que la précédente – peut-être même davantage.

JOHN MEARSHEIMER.

(Traduit de l'anglais par Olivier Cyran.)

(1) Lire Christopher Mott, « Les noces de l'impérialisme et de la vertu », *Le Monde diplomatique*, janvier 2023.

(2) Cité par Hans von der Burchard, « "I don't blame myself" : Merkel defends legacy on Russia and Ukraine », *Politico*, 7 juin 2022, www.politico.eu

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »
depuis 1954



- plus de 800 numéros du journal
- plus de 2 500 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

ABONNEZ-VOUS
www.monde-diplomatique.fr/archives

Il était une fois

À Ouarzazate, Marrakech ou Casablanca, les figurants coûtent à peine plus de 2 euros l'heure, les techniciens ne sont pas syndiqués, des villages splendides servent de décor pour des sommes dérisoires, l'État garantit la sécurité, les incitations financières pleuvent. Résultat aussi : le cinéma local est devenu un sous-traitant de l'Occident. Même relatif, ce soft power marocain est-il en train de connaître ses derniers jours ?

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL PIERRE DAUM *

La fièvre monte à Ouarzazate, la porte du désert marocain. Ridley Scott, 85 ans, vient d'annoncer son retour dans le village fortifié (ksar) d'Aït Ben Haddou, à trente kilomètres de la ville. C'est dans ce lieu inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) que le réalisateur britannico-américain – *Alien* (1979), *Blade Runner* (1982), *Thelma et Louise* (1991) ou *American Gangster* (2007) – a décidé de tourner la suite de son célèbre *Gladiator* (2000). Sans l'acteur Russell Crowe, évidemment, puisque Maximus, le personnage qu'il campait, est mort à la fin du premier opus. Mais avec l'acteur irlandais Paul Mescal, star montante remarquée dans *AfterSun*, de Charlotte Wells (2022), et la vedette Denzel Washington. Dans ce décor semi-lunaire composé de cailloux ocre et de poussière, pelle-teuses et ouvriers se battent contre la roche afin de construire l'immense arène de carton-pâte qui verra se dérouler d'âpres combats romains. Preuve de l'ambition du réalisateur, une reproduction imposante du Colisée est prévue.

Dans les ruelles du ksar, au-dessus du chantier, les commerçants restent néanmoins circonspects. Combien de jours devront-ils fermer boutique ? Nul ne le sait. Quel sera le montant du dédommagement ? 500 dirhams par jour pour les uns, 1000 ou 1500 dirhams pour d'autres (1). « De toutes les façons, je n'ai pas le choix », explique Aziz, jeune peintre autodidacte qui espère percevoir 1000 dirhams, le prix d'une de ses toiles peintes au thé et au safran, la spécialité locale. Si je refuse de fermer ma boutique, la police va débarquer, et comme je n'ai pas de patente, je vais me retrouver avec un tas de problèmes. Des milliers de figurants vont être recrutés, payés en liquide au tarif fixe de 300 dirhams – à peine 27 euros – pour une journée de onze heures. À titre de comparaison, en France, une convention collective impose un salaire minimum des figurants à 105 euros net pour huit heures, auxquels s'ajoutent, pour le producteur, les cotisations salariales et patronales. « Dès que les gens d'ici vont savoir que c'est moi qui m'occupe du nouveau *Gladiator*, mon téléphone va sonner jour et nuit ! », s'inquiète M. Hamid Aït Timaghit, natif de Ouarzazate, devenu l'un des principaux recruteurs de figurants locaux. Il n'y en aura pas pour tout le monde. D'autant qu'avec le temps je dispose d'une banque de données de plusieurs milliers de personnes, avec photo, adresse, taille et moralité : si la personne est disciplinée, si elle boit de l'alcool ou non, etc. »

La perspective du tournage d'une grande production ne semble guère ravir notre interlocuteur,

* Journaliste.

qui conserve la nostalgie d'une période plus fructueuse. « Si vous aviez connu Ouarzazate dans les années 1990 ou 2000, vous n'en reviendriez pas », explique-t-il. À l'époque, on tournait à tour de bras huit, neuf, dix films en même temps ! Les hôtels affichaient complet. Aujourd'hui, regardez autour de vous : Ouarzazate est une ville morte. À peine un ou deux tournages, c'est tout. On a eu l'épidémie de Covid-19, maintenant c'est la guerre en Ukraine. Il n'y a plus d'argent ! » Et d'énumérer les hôtels fermés de la ville : le Belere, un cinq-étoiles par lequel sont passées « toutes les stars du monde entier », la Palmeraie, le Riad Salam...

Le tournage de *Gladiator II* pourrait-il relancer la machine ? Ce n'est pas l'avis de M. Ahmed Abounouom, dit « Jimmy », le producteur exécutif chargé d'organiser au Maroc le tournage du futur blockbuster. Pour le patron de Dune Films, un des plus gros prestataires de services (ou producteurs exécutifs) du pays, « une telle production va bloquer pendant plusieurs mois tous les hôtels, tous les techniciens, et les autres projets seront tournés ailleurs ». Ailleurs, cela signifie dans des pays concurrents (lire l'encadré page 13).

« Tous les étrangers le disent : au Maroc, on n'a pas peur ! »

Aït Ben Haddou n'en est pas à son premier tournage, loin de là ! Ce village en pisé sorti du fond des âges a servi de décor oriental à David Lean pour *Lawrence d'Arabie* (1962), de camp de moudjahidins afghans dans *Tuer n'est pas jouer* (1987), avec Timothy Dalton dans le rôle de James Bond, d'accès au Graal à Steven Spielberg pour son troisième *Indiana Jones* (1989), ou de village biblique dans un nombre incalculable de grosses productions américaines ou italiennes. Jusqu'à Martin Scorsese, qui en fit un village tibétain dans *Kundun* (1997), avec les sommets enneigés du Haut-Atlas en arrière-plan en guise de chaîne himalayenne ! La fréquentation a été telle qu'aujourd'hui tous les habitants du ksar ont déménagé de l'autre côté de l'oued, abandonnant aux tournages, et aux touristes en mal d'authenticité, leurs anciennes maisons aux façades soigneusement entretenues.

Le village d'Aït Ben Haddou n'a rien d'une exception. Depuis une quarantaine d'années, toute la région de Ouarzazate est devenue une terre d'élection de tournages de films venus du monde entier. *La Dernière Tentation du Christ* (Martin Scorsese, 1988), *Un thé au Sahara* (Bernardo Berto-



HARRY GRUYAERT. – Ouarzazate, Maroc, 1986

lucci, 1990), *La Momie* (Stephen Sommers, 1999), *Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre* (Alain Chabat, 2002), *Alexandre* (Oliver Stone, 2004), *Le Royaume des cieux* (Ridley Scott, 2005), *Mission Impossible 5* (Christopher McQuarrie, 2015)... Ou encore les séries comme *Le Bureau des légendes* (cinq saisons, tournées entre 2014 et 2019), *Game of Thrones* (huit saisons, 2010-2017), *Homeland* (huit saisons, 2010-2019), etc., auxquels s'ajoutent une myriade de docu-fictions bibliques et de spots publicitaires. Les raisons d'un tel succès ? « Aucun endroit au monde ne peut offrir une telle variété de décors naturels ! », répondent en chœur les professionnels que nous avons rencontrés. « Dans un rayon de cent kilomètres autour de Ouarzazate, vous trouvez des oasis, des villages très anciens, la montagne, la neige, les dunes, les déserts de cailloux, les rivières, la mer... Tout ! », énumère M. Abounouom. Le tout baigné d'une lumière exceptionnelle, et à deux heures d'avion de Londres ou de Paris », poursuit-il.

Vous avez besoin d'un riad pour tourner *Les Mille et Une Nuits* ? Vous le trouvez à Marrakech, qui n'est qu'à deux cents kilomètres. Une de vos scènes se passe dans une ville européenne ? Vous pouvez aller la filmer à Casablanca, dont le quartier du marché central, près de l'ancienne médina, offre une variété extraordinaire de façades Arts déco datant de l'époque coloniale. Et puis il y a les figurants ! « Les gens d'ici appartiennent à des tribus très anciennes, ils offrent une variété de visages sémites qui correspondent à ceux du temps de la Bible, ou même de la Rome antique », affirme d'un ton assuré un responsable des studios Atlas et CLA, construits à l'entrée de Ouarzazate (en 1983 pour Atlas, vingt ans plus tard pour CLA) afin d'accompagner le développement de cette industrie. Sans se poser la question de savoir si ces « visages sémites » ou « romains » ne seraient pas une construction que Hollywood a imposée à notre imaginaire – les scientifiques se demandent toujours à quoi ressemblait Jésus.

Autre raison du succès, presque plus essentielle : la sécurité. « En vérité, les plus beaux paysages de désert se trouvent en Algérie ou en Libye », rappelle M. Abdellah Hilal, directeur technique de la très réputée École supérieure des arts visuels (ESAV) de Marrakech. Mais eux, il leur manque la sécurité ! Tous les étrangers le disent : au Maroc, on n'a pas peur ! Et à partir de là, les assurances suivent. Comment avoir peur, en effet, lorsqu'on se fait contrôler par des gendarmes en armes sur toutes les routes du pays, et que l'on sait qu'il existe dans chaque ville des policiers en civil prêts à intervenir dès qu'un touriste est importuné par un Marocain ?

Pour faire face à la concurrence étrangère, le gouvernement intervient massivement afin de rendre encore plus attrayante la destination Maroc. Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des cotisations sociales, remises accordées par la Royal Air Maroc, remboursement de 30 % des sommes dépensées sur place, facilitation des démarches administratives, etc. « En plus, nous sommes parmi les rares pays à mettre nos forces armées, pour un prix symbolique, à la disposition des tournages », insiste M. Khalid Saïdi, secrétaire

général du Centre cinématographique marocain (CCM), organisme chargé à la fois de soutenir le cinéma national et de gérer les tournages étrangers. Nous autorisons même l'entrée de vraies armes de guerre ! Lorsque le producteur de *Mission Impossible 5* a réclamé la fermeture totale, pendant neuf jours, de la bretelle de contournement de Marrakech, il l'a obtenue, au détriment des usagers marocains, très nombreux sur ce tronçon. Cerise sur le gâteau : « Les techniciens marocains ne sont pas syndiqués », indique une brochure du CCM, rédigée en anglais à destination des producteurs occidentaux (2).

Paysages magnifiques et main-d'œuvre bon marché

Le volontarisme du gouvernement marocain se traduit en chiffres. « Pour l'année 2022, nous avons atteint les 100 millions d'euros de dépenses au Maroc pour des tournages étrangers », déclare fièrement M. Saïdi. Nous avons ainsi dépassé notre record de 2019 – 80 millions d'euros – avant les deux années terribles du Covid. Même si ces 100 millions ne constituent finalement qu'un faible pourcentage – autour de 4 % – des investissements directs étrangers (IDE), qui oscillent depuis 2016 entre 1,4 et 3,5 milliards d'euros (3), ils n'en représentent pas moins, à l'échelle de la région de Ouarzazate, une pluie d'euros, ou de dollars, bien utile aux terres arides des villages. Car une autre particularité de cette région du Drâa-Tifilalet, dont Ouarzazate constitue, avec Errachidia, la ville principale, réside dans son extrême pauvreté. Dans les oasis, l'intérieur des habitations sainte la misère. Les écoliers, reconnaissables à leurs blouses blanches, parcourent chaque jour à pied plusieurs kilomètres pour atteindre leur école, mendiant quelques dirhams à tout étranger qui s'arrête pour les prendre en stop. Au bord des routes, le dos des femmes ploie sous des fagots de bois destinés à leur *kanoun*, ce petit foyer posé sur un sol en terre battue où cuira le repas du soir. « Il s'agit d'une région particulièrement enclavée », confirme Mostafa Errahj, chercheur en agronomie sociale à l'École nationale d'agriculture (ENA) de Meknès. À l'époque coloniale, les Français l'appelaient le « Maroc inutile ». Après l'indépendance, le fameux Félix Mora est venu dans cette région misérable recruter des bras musclés pour les mines du nord de la France (4). Certes, les productions de films étrangers apportent un peu de cash aux habitants, mais il s'agit de revenus très irréguliers. Cela ne permet pas d'endiguer le départ des jeunes, qui sont pourtant essentiels à la survie des oasis. Eux seuls peuvent monter en haut des palmiers afin d'effectuer la pollinisation. » Délaiés de leurs habitants, les oasis manquent aussi de

(1) 1000 dirhams = 90 euros.

(2) « A celebration of 100 years of foreign film production in Morocco – 1919-2019 », Centre cinématographique marocain (CCM), www.ccm.ma

(3) « Rapport sur l'investissement dans le monde 2022 », Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), 9 juin 2022, https://unctad.org

(4) Lire Marie Cegarra, « Mora, le négrier », *Le Monde diplomatique*, novembre 2000.



NIKOS ECONOMOPOULOS. – Ouarzazate, Maroc, 2010

DES TOURNAGES INTERNATIONAUX

à Ouarzazate



main-d'œuvre pour ramasser les feuilles sèches, alors que « les incendies constituent la menace principale à leur pérennité », ajoute le chercheur.

Lors de notre passage, un tournage est en cours à Fint, magnifique oasis située à vingt kilomètres au sud de Ouarzazate. Il s'agit d'un remake du *Salairé de la peur* (Henri-Georges Clouzot, 1953), produit par Netflix. Avec, en prime, une scène d'attaque d'un camp djihadiste... Depuis la destruction des tours jumelles à New York en 2001, les figurants marocains sont massivement utilisés pour jouer les méchants islamistes, qu'ils soient afghans, irakiens, pakistanais, syriens ou autres. « Notre oasis est très appréciée des producteurs, explique M. Mohammed Baadi, tandis qu'il nous fait visiter son village. *Babel* [Alejandro González Iñárritu, 2006], *La Reine du désert* [Werner Herzog, 2015], *Jésus de Nazareth* [Franco Zeffirelli 1977]... ils ont tous tourné ici! » Sur les cent familles que compte l'oasis, seules cinq possèdent une voiture. Nombre de maisons tombent en ruine, « mais les

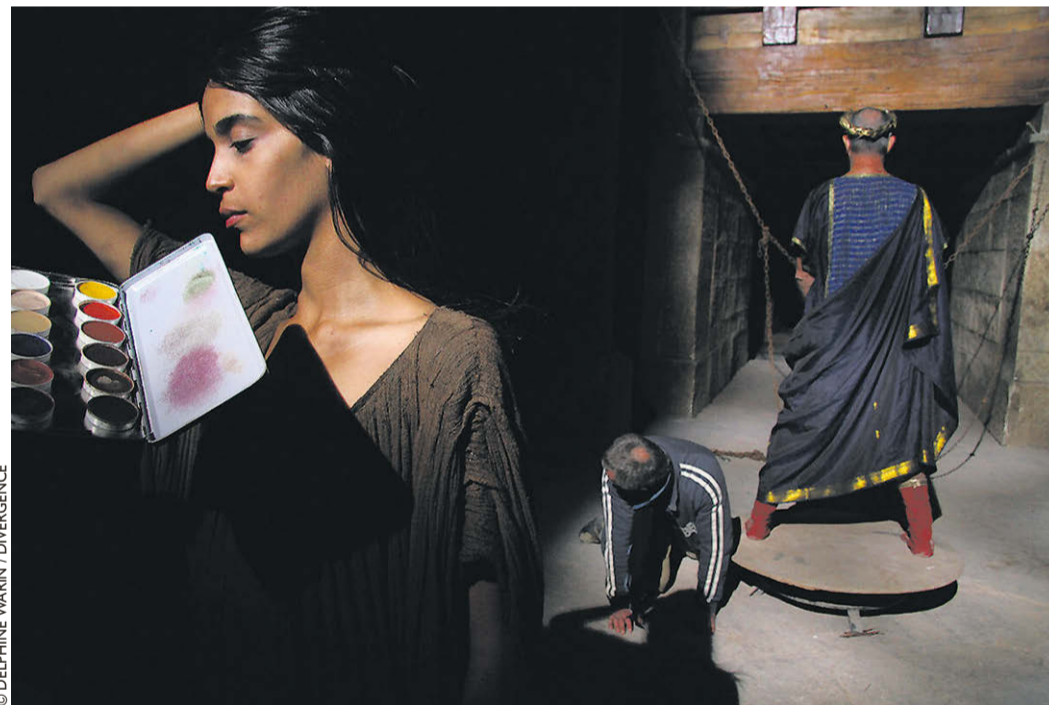
producteurs aiment ça, pour les scènes de guerre! ». La maison de M. Baadi est spacieuse, et très modestement aménagée. Le travail est rude pour réparer les habitations, entretenir les palmiers et maintenir le système d'irrigation. « Quand il y a un tournage, nous organisons un roulement, afin que chaque famille puisse travailler un peu. Soit comme figurant, à 300 dirhams par jour, soit comme manœuvre, à 200 dirhams. » Arrivent-ils à valoriser la beauté du lieu, fruit d'un travail entrepris depuis des siècles par des générations de villageois? « Lorsque notre oasis se trouve en arrière-plan d'une scène, ils donnent 300 dirhams à l'association des femmes. S'ils tournent dans une parcelle, le propriétaire peut recevoir jusqu'à 3 000 dirhams. De toute façon, ici, les villageois ne demandent pas beaucoup d'argent. C'est pour ça que les productions reviennent... »

Depuis plus de quarante ans que cette « pluie de dollars » s'abat sur Ouarzazate, le Drâa-Tifilalet demeure pourtant, avec un produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant de 18 000 dirhams, la plus pauvre des douze régions que compte le Maroc (5). Un PIB juste supérieur à la moitié de la moyenne nationale. « Les étrangers vous disent qu'ils viennent tourner au Maroc pour la lumière et la beauté des décors naturels. Mais ces choses-là existent aux États-Unis », conteste Najib Akesbi, économiste à l'Institut agronomique et vétérinaire (IAV) Hassan-II de Rabat, spécialiste des stratégies de développement du Maroc. En réalité, ils viennent ici pour optimiser les coûts de production,

et en particulier ceux de la main-d'œuvre : figurants, costumiers, menuisiers, plâtriers et techniciens de plateau. L'industrie cinématographique appartient, au même titre que le textile ou les nouvelles technologies de l'information, aux labor-intensives industries [industries à forte intensité de main-d'œuvre]. Pour optimiser les profits, on fabrique les tee-shirts au Bangladesh, les téléphones portables au Vietnam et les films au Maroc. » Et de rappeler que si le salaire minimum est officiellement fixé à 3 000 dirhams par mois, « cela reste très virtuel », puisque 54 % des employés travaillent sans contrat. « Le salaire réel d'un maçon au Maroc, c'est 1 500 à 2 000 dirhams. Quand il a du travail, évidemment. À partir de là, on comprend que les gens se battent pour décrocher un emploi sur les tournages, comme leurs grands-pères se battaient pour être sélectionnés par Mora. »

« Ils arrivent, ils payent et ils exigent d'être servis »

Dans cette exploitation des habitants de « Ouarzawood », tout le monde ne se conduit pas de la même façon. « Les pires, ce sont les Français, tranche M. Karim Debbagh, fondateur de Kasbah Films, une des dix grosses sociétés de production exécutive du pays. Pour les Américains, le cinéma, c'est du business. Ils arrivent, ils sortent leurs liasses d'argent, ils cherchent à grappiller le moindre dirham sur le dos des gens, avec une forme de mépris très colonialiste. »



DELPHINE WARIN. – Tournage d'un documentaire britannique sur la sœur de Cléopâtre, Ouarzazate, Maroc, 2008

La brutalité du traitement des habitants du Drâa-Tifilalet pourrait être corrigée par une politique de développement que mettrait en place le gouvernement marocain. Il n'en est rien. « Au Maroc, on est très fort pour les infrastructures tape-à-l'œil, destinées à en mettre plein la vue aux investisseurs étrangers et aux touristes, poursuit M. Akesbi. Prenez nos superbes autoroutes : sur un réseau de 1 800 kilomètres, 1 000 ne sont pas rentables, et vous roulez parfois une grande partie de l'eau disponible, réduisant de facto celle nécessaire aux oasis traditionnelles », explique l'agronome Ahmed Bouaziz, professeur retraité de l'IAV à Rabat, lui-même originaire de la région du Tafilalet.

À défaut de sortir les populations de « Ouarzawood » de leur misère endémique, ces tournages étrangers ont-ils au moins des retombées positives sur la production de films marocains? D'un point de vue strictement comptable, il n'existe aucun mécanisme pour qu'une partie des 100 millions d'euros investis dans les tournages au royaume soient reversés pour soutenir des films marocains. Le fonds d'aide du CCM n'est d'ailleurs doté que de 60 millions de dirhams (5,4 millions d'euros), répartis chaque année entre une quinzaine de projets. « Par contre, nous n'aurions jamais eu autant de bons techniciens sans les productions

étrangères! », affirme M. Hilal, qui a lui-même travaillé comme assistant ingénieur du son sur le tournage d'*Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre*.

Pendant plusieurs décennies, des chefs de poste marocains, ainsi que des assistants, se sont en effet formés sur le tas à toutes les fonctions présentes sur un plateau de tournage : caméra, cadrage, lumière, son, électricité, mécanique, costume, maquillage, etc. Plus tard, des écoles ont été créées à Marrakech, Rabat et Ouarzazate, dont les élèves peuvent aujourd'hui trouver des stages, puis du travail, sur les tournages étrangers, qui ont d'ailleurs l'obligation légale d'employer au moins 25 % de personnel marocain (hors figurants) lorsqu'ils ont lieu au Maroc. « Le résultat, c'est que nous avons des techniciens exceptionnels », affirme Abdelhaï Laraki, important réalisateur du cinéma marocain, qui vient de terminer le tournage de son dixième long-métrage. Pour vous donner un exemple : mon dernier film parle du mouvement d'indépendance du Maroc. J'ai trouvé à Ouarzazate des techniciens capables de créer tous les effets spéciaux dont j'avais besoin – explosions, tirs de mitrailleuse, impacts de balle – directement sur le plateau, à l'ancienne, sans avoir recours au numérique. »

Des habitants menacent de perturber le tournage

Ce beau tableau mérite tout de même quelques nuances, comme l'explique M. Hamza Benmoussa, 33 ans, assistant opérateur diplômé de l'ESAV en 2011 : « En vérité, les productions étrangères ne te font pas confiance, elles t'embauchent comme technicien de seconde zone, tu n'es là que pour exécuter, ou faire de la traduction. Aujourd'hui, je préfère travailler sur des séries marocaines, où j'occupe un vrai poste de chef opérateur. Je suis payé 1 200 euros par semaine. C'est bien, sauf qu'on n'a pas comme en France le système de l'intermittence. Quand je ne travaille pas, je ne gagne rien. »

Sofia Alaoui, 33 ans, réalisatrice franco-marocaine installée à Rabat, vient de remporter le prix du jury au festival de Sundance avec son premier long-métrage, *Animalia*. Elle confirme le propos de M. Benmoussa, à l'unisson de tous les jeunes réalisateurs que nous avons rencontrés. « Quand les Américains débarquent avec leurs paquets de dollars, ils sont accompagnés par leur équipe. Ils doublent chaque poste avec un technicien marocain. Ce dernier a bien le titre, un bon salaire, mais pas la fonction. Résultat, quand je dois recruter des techniciens, ils ont des exigences élevées, et en plus ils ne savent pas s'adapter à des films à petits budgets. » Autre problème soulevé par nos interlocuteurs : les meilleurs techniciens marocains n'ont jamais de place dans leur agenda, systématiquement rempli par des tournages étrangers. Sans parler du prix de la location de la moindre maison un peu jolie. « Je voulais tourner dans un riad à Fès qui avait été utilisé par une production étrangère, ils m'ont demandé cinq fois la somme que je proposais! », raconte Abdelhaï Laraki. Idem pour les tournages dans les anciennes médinas du pays où, après le passage d'une production hollywoodienne, le moindre habitant du quartier réclame ses 100 dollars par jour, sous peine de perturber le tournage. Des sommes que les productions marocaines ne peuvent pas se permettre de verser.

Les véritables gagnants du système semblent être les producteurs exécutifs marocains. Participent-ils au développement du cinéma national? En principe, ils en ont l'obligation, car le CCM leur impose de produire tous les quatre ans un long-métrage marocain, ou trois courts, pour le renouvellement de leur carte professionnelle. « Mais en vérité, nous sommes assez souples, glisse M. Saïdi. Il ne s'agit pas de mettre des bâtons dans les roues à des sociétés qui drainent tous les ans des dizaines de millions d'euros dans l'économie du pays... » Pour ceux qui se plient à cette obligation, « ils font ça de façon bâclée, en pompant les aides du CCM, sans prendre aucun risque », dénonce Walid Ayoub, réalisateur de 34 ans. « Il existe depuis dix ans un cinéma algérien passionnant, un cinéma tunisien en plein renouvellement. Pourquoi, au Maroc, notre génération n'arrive-t-elle pas à émerger? », se plaint Rim Meïdi, réalisatrice de 33 ans, auteure de trois courts-métrages. Comme si les avantages d'être devenu terre d'élection des tournages étrangers s'étaient transformés en obstacles à l'épanouissement d'une production nationale.

PIERRE DAUM.

Demain, l'Arabie saoudite ?

PENDANT longtemps, le principal adversaire commercial du Maroc en matière de tournages cinématographiques étrangers a été la Tunisie. *Le Patient anglais* (Anthony Minghella, 1996) y fut tourné, de même qu'une partie de *La Guerre des étoiles*, de George Lucas (1977), et bien d'autres films. « Les autorisations sont devenues plus difficiles à obtenir à partir des années 2000, raconte le producteur marocain Sarim Fassi-Fihri. Et, depuis le « printemps arabe » en 2011, le pays est devenu trop chaotique, plus personne ne veut y aller. »

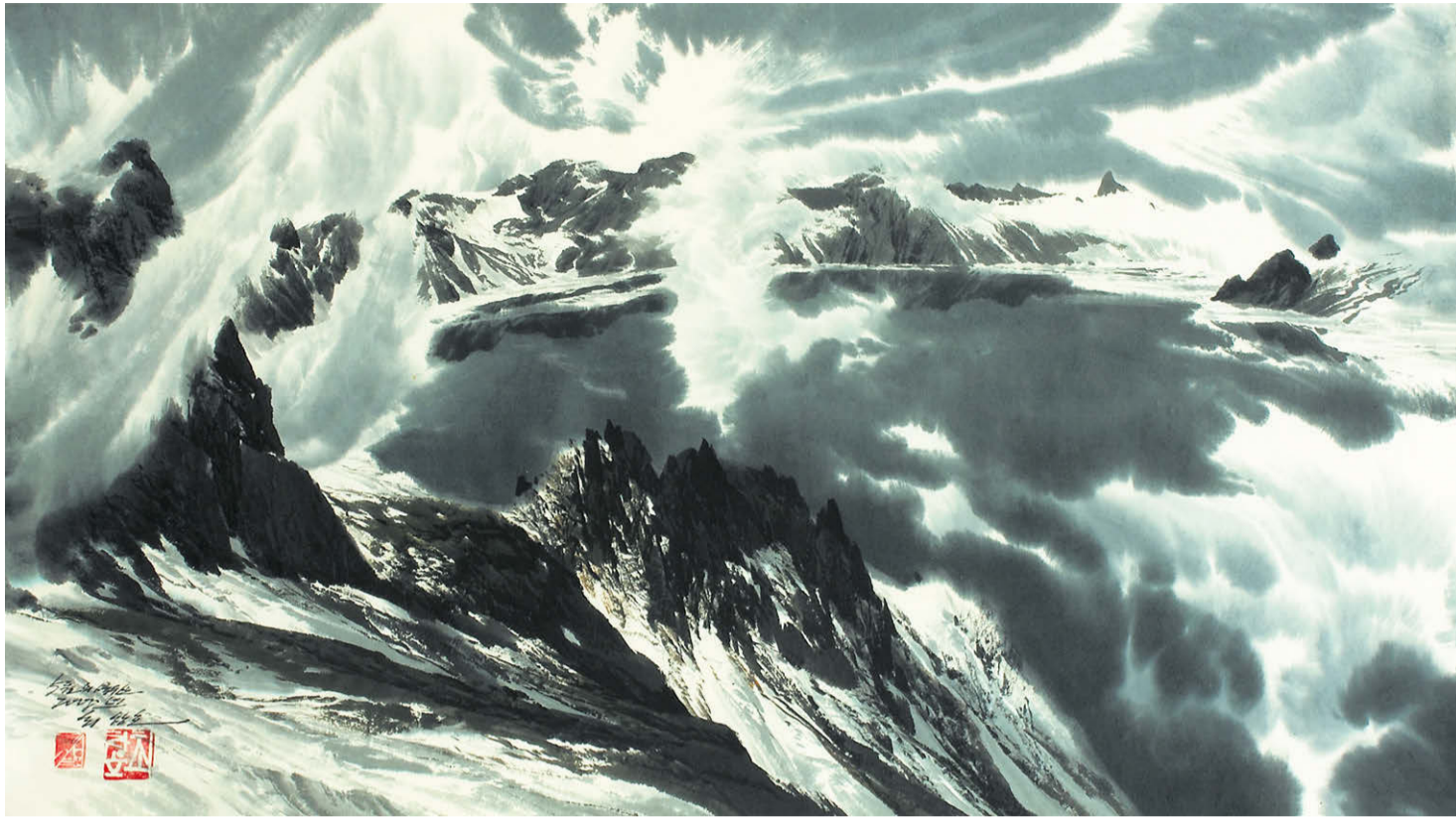
L'autre concurrent historique était l'Afrique du Sud, en retrait du marché depuis une dizaine d'années, en particulier à cause du recul du spot publicitaire télévisuel, dont le pays s'était fait une spécialité. « En termes de décors naturels, avec la mer, les dunes, le désert, etc., nos concurrents directs restent Malte, le Portugal et l'Espagne, notamment avec les îles Canaries, qui se trouvent en face du Maroc, explique M. Khalid Saïdi, secrétaire général du Centre cinématographique marocain (CCM). Mais aujourd'hui nous devons faire face à de nouveaux adversaires très sérieux : Abou Dhabi et l'Arabie saoudite. » Ces deux pays sont le cauchemar des professionnels marocains. « L'Arabie saoudite nous fait beaucoup de mal, confirme M. Fassi-Fihri, qui fut huit ans à la tête du CCM (2014-2022). Ils débauchent nos meilleurs techniciens en leur offrant des salaires mirobolants. D'ici quatre ou cinq ans, cela va nous poser de vrais problèmes. » De gigantesques travaux ont démarré il y a quelques mois dans le nord de l'Arabie saoudite dans le cadre d'un projet de création ex nihilo, en plein désert, d'une ville futuriste qui s'étendra le long d'une ligne de 170 kilomètres – cette « ville », voulue par le prince héritier et premier ministre du royaume Mohammed Ben Salman (MBS), s'appellera d'ailleurs *The Line*. Tout y est prévu, y compris des studios de cinéma. L'un de nos interlocuteurs, qui demande à garder l'anonymat, s'en plaint : « Avec eux, la concurrence est déloyale parce qu'officiellement il s'agit d'un pays ami. Les Saoudiens annoncent un cash rebate, ou remboursement des frais, à hauteur de 40 %, mais en réalité il leur arrive de rembourser 100 % des dépenses des tournages effectués chez eux. Pour eux, l'argent ne compte pas. Tout ce qui compte, c'est l'image du pays à l'international. » En décembre 2022, la fine fleur du cinéma mondial, y compris arabe, s'est ainsi déplacée au festival de Djeddah pour y glaner, entre autres, des financements (1).

Le Maroc a dû mettre en place des incitations financières, comme le font tous les pays à des degrés divers : allègements fiscaux, mise à disposition gratuite de l'armée, jusqu'à ce cash rebate démarré en 2018 à 20 %, augmenté quatre ans plus tard à 30 %. Où s'arrêtera la surenchère? « On doit se poser la question, répond l'économiste Najib Akesbi. À force d'offrir des avantages financiers aux producteurs étrangers, le Maroc pourrait finir par payer de sa poche pour conserver ses parts de marché. En réalité, le gain est au moins aussi symbolique qu'économique. Il s'agit de la promotion du pays dans les milieux économiques internationaux, en utilisant la force médiatique de Hollywood. » Dans cette guerre commerciale mondiale, le cinéma marocain est mis à contribution. « La condition des femmes, l'homosexualité, la lutte contre les intégristes islamistes... Nous montrons aux Occidentaux que le Maroc est un pays ouvert, confirme M. Saïdi, qui préfère ne pas revenir sur l'épisode *Much Loved* (2015), ce film du réalisateur Nabil Ayouch montrant la prostitution à Marrakech, interdit de projection dans son pays sous la pression des réseaux sociaux. Il est même arrivé de tourner des scènes de sexe pendant le ramadan! On demande juste aux techniciens marocains de quitter le plateau. » Et de citer *Le Bleu du caftan*, film franco-marocain de Maryam Touzani qui met en scène l'amour homosexuel d'un artisan de Salé pour son employé, choisi par le Maroc pour représenter le pays aux Oscars 2023. Fort de ces éléments, M. Saïdi écarte toute inquiétude : « Les 100 millions d'euros de dépenses des productions étrangères encaissés en 2022 ne sont qu'un début. Notre objectif est d'atteindre rapidement 300 millions d'euros investis au Maroc grâce aux tournages venus de l'extérieur. » Pourtant, un autre phénomène risque de mettre à mal les ambitions du CCM : le développement technologique. « Le Royaume-Uni est en train d'équiper ses studios en green screen [écran vert], avec une capacité en effets visuels absolument phénoménale, prévient le producteur Karim Debbagh. En quelques clics, ils peuvent reproduire sur ces écrans toutes les dunes, les ksour et les oasis du Maroc... » Ce qui signifierait, à terme, *The End of Ouarzawood*...

P. D.

(1) Lamia Barbot, « Cinéma : les producteurs internationaux viennent chercher des financements à Djeddah », *Les Échos*, Paris, 8 décembre 2022.

(5) La région de Dakhla-Oued El-Dahab (considérée comme la douzième) se situe au Sahara occidental.



CHOI CHANG HO. – «Le Mont Paektu en mai», 2008

BRUSQUEMENT, alors que nous sommes assis ensemble dans son atelier du Mansudae Art Studio, au centre de Pyongyang, Choi Chang Ho se lève d'un bond et court vers un placard pour en extraire un carnet à dessin. Son geste est aussi inopiné que révélateur. Nous ne nous attendions pas à pouvoir rencontrer l'un des plus grands représentants nord-coréens vivants de la peinture au lavis à l'encre, *chosonhwa*. Cela ne faisait pas partie des visites prévues au programme. Mais notre accompagnateur officiel a joué de ses relations et nous a fait la surprise ce matin-là.

Au cours de notre conversation, Choi Chang Ho, né en 1960, évoque les grandioses et intimidants paysages montagneux pour lesquels il est si connu et apprécié dans toute l'Asie de l'Est. Il explique son attachement profond à la rudesse des montagnes du Nord, dont il est originaire, et décrit la façon dont le climat hostile de la région se reflète dans la robustesse et l'obstination de ses habitants. Mais ce qu'il aime peindre par-dessus tout, nous dit-il, ce sont les classes laborieuses auxquelles appartient sa famille. Et il ouvre son carnet pour nous montrer en quoi consiste sa vraie passion.

* Professeur en études coréennes à l'université de Leyde (Pays-Bas).

Le Mansudae Art Studio est l'épicentre de la production artistique en République populaire démocratique de Corée (RPDC). Fondé en 1959, il fait travailler un millier de créateurs, auxquels s'ajoutent quelque trois mille «ouvriers d'art» dont les spécialités vont de la broderie sur peinture à la sculpture en passant par la mosaïque, l'art monumental et toutes les autres techniques imaginables. Implanté dans le centre de la capitale sur un campus en constante expansion, il est placé sous la supervision directe de M. Kim Jong-un et du Parti du travail (PTC), qui lui confie la réalisation des principales œuvres d'art publiques – depuis la décoration du métro de Pyongyang jusqu'à l'érection des statues du leader qui dominent la colline de Mansu.

En tant que salarié du Mansudae Art Studio, Choi Chang Ho exécute des ordres, mais la série de dessins illustrant leurs conditions d'existence dans les camps de guérilla et la camaraderie qui les unissait, rendue plus forte encore par les épreuves – une mémoire qui forme le socle de l'identité nord-coréenne aujourd'hui. Il noircissait les pages de son carnet le soir, s'éclipsant pour rentrer dessiner à l'hôtel pendant que les membres de son équipe sortaient en ville. Tels sont les sujets et les scènes qui lui importent et auxquels il veut se consacrer dans les années à venir.



RI RYUL SON. – «Tigre coréen», 2003

par les Japonais (1). S'efforçant d'imaginer la vie de ces résistants, il a commencé une série de dessins illustrant leurs conditions d'existence dans les camps de guérilla et la camaraderie qui les unissait, rendue plus forte encore par les épreuves – une mémoire qui forme le socle de l'identité nord-coréenne aujourd'hui. Il noircissait les pages de son carnet le soir, s'éclipsant pour rentrer dessiner à l'hôtel pendant que les membres de son équipe sortaient en ville. Tels sont les sujets et les scènes qui lui importent et auxquels il veut se consacrer dans les années à venir.

Cette brève rencontre avec Choi Chang Ho donne un bon aperçu de ce que signifie être un artiste en Corée du Nord, du point de vue de l'artiste. Elle est venue confirmer ce que nous ont appris vingt ans de recherches sur la théorie et la pratique de l'art dans ce pays, couronnées par une étude de terrain à l'été 2018. Accompagné de la photographe néerlandaise Alice Wielinga, nous avons travaillé avec quelques artistes du Mansudae Art Studio et de l'université des beaux-arts de Pyongyang (2).

Si spontané et sincère qu'il soit, le sujet choisi par Choi Chang Ho est aussi largement conditionné, puisqu'il s'inscrit dans le cadre d'une hiérarchie définie par la théorie artistique officielle. Au sommet se trouvent les portraits du chef, un élément central du culte de la personnalité qui fait des héritiers de la famille Kim les leaders de la révolution nord-coréenne, les pères aimants du peuple coréen et les protecteurs invincibles de la patrie. Ces portraits se confondent en partie avec les tableaux historiques, le passé révolutionnaire et la biographie du leader étant étroitement entremêlés. Les scènes historiques, en particulier celles ayant trait à la guérilla antijaponaise et à la «guerre anti-impérialiste de libération de la patrie» (ainsi que l'on désigne ici la guerre de Corée de 1950 à 1953), mais aussi celles qui décrivent l'édification du «paradis des travailleurs», fonctionnent comme des rappels visuels de l'identité fabriquée et promue par le parti et par l'État. Ces «peintures thématiques» (*chujehwa*) correspondent le plus au rôle éducatif que le pouvoir assigne à l'art.

À la recherche

Dans les années 2000, des collectionneurs spéculaient sur l'ouverture du marché de l'art contemporain en Corée du Nord. Des pays africains ou asiatiques passaient commande au Mansudae Art Studio. Mais en Europe, jusqu'à présent, seule la ville de Francfort a confié la réalisation d'une œuvre à cet atelier où travaillent des centaines d'artistes. Leurs productions seraient-elles trop univoques au goût des Occidentaux?

PAR KOEN DE CEUSTER *

rigoureuse. Celle-ci ne se contente pas d'ancrer dans les esprits malléables des jeunes étudiants la notion de «responsabilité sociale» de l'artiste envers le peuple, le parti et le leader, mais inocule aussi la ligne du parti. Pour pouvoir proposer au public une lecture politiquement correcte de la réalité et ainsi accomplir son devoir, il faut avoir parfaitement assimilé cette ligne.

Alors que nous l'invitions à exprimer graphiquement sa conception de l'artiste nord-coréen, O Un Byol a réalisé un dessin au crayon qui la représente comme une sorte de documentaliste commentant en images et en temps réel les événements du pays. Puis elle nous a confié combien il est étrange parfois de se sentir spectatrice pendant que le vrai travail est accompli par les «masses laborieuses».

Comme le confirme le dessin d'O Un Byol, l'art nord-coréen traite de la «réalité objective» et se donne pour mission de faire écho aux sentiments et aux émotions du peuple. Il se tient résolument à distance de l'«art libre», considéré comme autocentré et obnubilé par l'expression de soi. De ce point de vue, il est tout sauf moderne. À sa création, le nouvel État a pleinement fait sienne la tradi-

(1) La Corée a été colonisée par le Japon de 1910 à 1945. Si divers courants ont lutté contre cette occupation, en Corée du Nord le récit national fait la part belle à Kim Il-sung (1912-1994) et à son armée de partisans basée en Mandchourie.

(2) Cf. «Les cadres idéologiques et pratiques d'un terrain en Corée du Nord», dans Valérie Gelézeau et Benjamin Joinau (sous la dir. de), *Faire du terrain en Corée du Nord. Écrire autrement les sciences sociales*, Atelier des cahiers, Paris, 2021.



KIM EUN SUK. – «Vendeuse de fleurs», 2012



SON U YOUNG. – «Les Monts Kumgangsan en automne», 2006

de l'artiste nord-coréen



KIM SANG JIK. – « Martin-pêcheur », 2004

tion réaliste-socialiste de l'Union soviétique, mentor et source d'inspiration d'alors. Chargés de contribuer à révolutionner les cœurs et les esprits – une entreprise assimilée au point culminant de toute révolution socialiste –, l'art et la culture font partie intégrante de l'appareil de propagande. Non seulement le régime ne cherche pas à le cacher, mais il s'en glorifie.

Il peut paraître surprenant qu'une conception aussi étriquée laisse tout de même une place à l'individualité de l'artiste. Mais, pour atteindre le but fixé, une œuvre doit aussi être frappante visuellement. C'est l'apanage des artistes d'exception. Voilà pourquoi l'éducation artistique nord-coréenne repose sur un second pilier : une stricte formation classique qui apprend aux étudiants les fondamentaux du métier – géométrie, perspective, dessin au crayon, dessin d'après modèle vivant, couleurs, composition –, doublée d'un enseignement plus théorique en matière d'esthétique, de philosophie et d'histoire de l'art (coréen et mondial). L'idée est

de faire en sorte que l'artiste maîtrise les styles et techniques établis (et autorisés) afin qu'il puisse ensuite développer son expressivité personnelle – qu'il travaille en peinture à l'huile sur toile ou, plus traditionnellement, à l'encre sur papier. Se former à l'art revient à apprendre une langue, à ceci près que, une fois le langage acquis, l'artiste doit trouver sa propre voie.

Sensibilisé durant sa formation au rôle social et politique de l'art et conscient des devoirs qui lui incombent à l'égard de la société, l'artiste cherche avant tout à ce que son œuvre atteigne et touche le spectateur. Pour ce faire, il se plie à la grammaire visuelle que le public connaît. S'il veut rencontrer le succès, il lui faut respecter les normes établies et ne surtout pas les enfreindre : la créativité doit s'exprimer à l'intérieur de ce cadre. Son apport créatif consistera à présenter au spectateur un point de vue sur son vécu. Qu'il s'agisse de peintures thématiques, de paysages ou de natures mortes, l'objectif ultime est d'égayer l'existence de la population.

Hormis dans les cas où ils se voient confier des commandes spécifiques ou participent à la production d'œuvres collectives – le lot des salariés des studios artistiques de Mansudae –, les artistes sont libres de traiter les sujets de leur choix, dans le cadre impartii, bien sûr. Pour les uns, cela voudra dire peindre les paysans qui travaillent la terre dans des fermes collectives ou se mêler pendant plusieurs mois aux ouvriers embauchés sur de grands chantiers publics. Pour d'autres, ce sera plutôt succomber aux charmes d'un paysage ou reproduire dans toute leur matérialité les

détails d'une nature morte. Certains chercheront à explorer à fond une technique particulière, d'autres attacheront davantage d'importance à l'histoire qu'ils veulent raconter à travers leurs œuvres. Quelle que soit la manière dont ils développent et expriment leur talent, tous le font en tant qu'artistes de la RPDC pleinement conscients du rôle social qui leur est assigné.

Il faut interpréter à cette lumière la décision de Choi Chang Ho de s'intéresser à la lutte des partisans contre l'envahisseur japonais. Au fondement de la légitimité de leader de Kim Il-sung et de l'idéologie nationale d'autonomie absolue (*juche*), l'épisode est fréquemment mobilisé par la propagande pour encourager la population à redoubler d'efforts malgré les difficultés. L'artiste s'emploie à communiquer ce sentiment au public, non par opportunisme politique mais par choix personnel, parce qu'il a identifié chez les partisans la même camaraderie simple et directe, la même sincérité sans mélange que celles qu'il observe chez les mineurs, les fondeurs et l'ensemble de la classe ouvrière aujourd'hui. Sa voix grave et mélodieuse, sa manière de peser soigneusement ses mots, son flegme et son mépris des convenances dans la façon de s'habiller, tout ce qui forge sa personnalité se reflète dans ses tableaux.

Comme il le reconnaît lui-même, peindre un vase rempli de fleurs délicates n'est pas vraiment son style. Non pas que cela soit incongru dans l'art nord-coréen, qui rappelle étrangement l'art académique européen du XIX^e siècle, sur le plan de la hiérarchie des sujets comme sur d'autres aspects. Selon les canons nord-coréens, les peintures thématiques sont les plus prisées, suivies par ordre décroissant des paysages, du folklore et des natures mortes (type « fleurs et oiseaux »). Les premières tiennent une place disproportionnée dans la théorie artistique en raison de leur visée éducative et de leur poids idéologique, mais les peintures décoratives de paysage et de nature morte n'en sont pas moins nombreuses.

Dans une cage dorée

EN effet, l'art se voit aussi fixer un objectif plus trivial, celui d'embellir l'existence et d'assurer l'éducation esthétique du peuple. Ici, le jugement artistique se fonde sur l'aspect à la fois idéologique et esthétique des œuvres, deux dimensions étroitement liées et en constante interaction. Ainsi, les paysages

bucoliques sont censés exalter le sentiment patriotique, tandis que les natures mortes aux couleurs vives chantent l'abondance des produits de la terre. Par ailleurs, folklore, paysages et natures mortes puisent au patrimoine artistique historique du pays.

Tout en feuilletant son carnet, Choi Chang Ho nous fait remarquer qu'il a là suffisamment de matière pour peindre jusqu'à la fin de ses jours. Il faut souvent compter trois ou quatre ans de maturation pour qu'une ébauche de croquis se transforme en une peinture finalisée. Le dessin incarne une idée brute qui demande à être raffinée pour devenir une œuvre soigneusement composée, cohérente et éloquente, capable de saisir avec justesse le sentiment que l'auteur cherche à communiquer. Pour que son tableau soit visuellement séduisant, l'artiste doit également se documenter sur la période représentée, se familiariser avec le cadre géographique, trouver les bons modèles de personnages...

Les impressions et anecdotes qu'il glane le long du chemin contribuent à donner une dimension réaliste à la scène, nourrissent son imagination et l'aident à mieux cerner les contours de l'œuvre qu'il a en tête. Étude après étude, sa composition se précise, jusqu'à ce qu'il se sente mentalement prêt à appliquer la peinture sur le papier. Tout est alors question de concentration, d'attention et d'assurance du geste, car le *chosonhwa* ne pardonne pas. À la différence de la peinture à l'huile sur toile, il ne laisse aucune place à l'erreur ni aux corrections : une fois que le pinceau a touché la feuille, les mouvements doivent être fluides.



RI SOK NAM. – Dessin d'une travailleuse des brigades de choc mobilisée sur un chantier, sans date

Les artistes professionnels nord-coréens évoluent dans une cage dorée semblable à celle que Miklós Haraszti a décrite à propos des artistes hongrois sous le régime socialiste (3). Ils forment une élite qui vit plus confortablement que le reste de la population. M. Kim Jong-un se posant en protecteur ultime des arts, accomplir au mieux son devoir est source non seulement de reconnaissance sociale, mais également d'avantages matériels. Hormis le fait que leur studio peut les réquisitionner à tout moment pour exécuter une commande, ils mènent une existence relativement insouciant et ont tout loisir de cultiver leur créativité... dès lors qu'ils respectent les normes établies.

À l'intérieur de cette cage, les artistes ne sont pas moins investis dans leur art ni moins passionnés que leurs homologues occidentaux. Les rencontrer permet de comprendre que leur tempérament et leur personnalité transparaissent dans leurs œuvres, dans les sujets qu'ils choi-

sissent de traiter et la manière dont ils le font. Leurs productions sont peut-être déconnectées des mouvements artistiques internationaux du moment, mais cela n'enlève rien à leur talent, ni à l'importance de leur art.

Dans un contexte international où la Corée du Nord est souvent réduite à une menace, où les grands médias se focalisent sur les simagrées du leader, où l'on a pu passer sans réel débat d'un régime de sanctions ciblées à un régime de sanctions généralisées (4), il paraît indispensable d'engager le dialogue avec les artistes nord-coréens, en regardant au-delà des barreaux de leur cage.

KOEN DE CEUSTER.
(Traduit de l'anglais par Élise Roy.)

(3) Miklós Haraszti, *L'Artiste d'État. De la censure en pays socialiste*, Fayard, Paris, 1983.

(4) Le Conseil de sécurité des Nations unies a considérablement étendu les sanctions en 2016 après le quatrième essai nucléaire de la Corée du Nord.



PAK HWA SUN. – « La Rue des Bouleaux à Samjiyon », 2004

Une multinationale contre Salvador Allende

Il y a presque cinquante ans, le 11 septembre 1973, un coup d'État militaire appuyé par les États-Unis mettait fin à l'expérience socialiste au Chili – et à la vie du président Salvador Allende. Au cours de cette période, un géant américain des télécommunications, ITT, a joué un rôle trouble dans la déstabilisation du gouvernement. Et pavé la voie aux mastodontes actuels de la Silicon Valley...

PAR EVGENY MOROZOV *

DEUX semaines après l'élimination de Salvador Allende et de la démocratie chilienne par le coup d'État sanglant d'Augusto Pinochet, le *New York Times* reçut tard dans la nuit un appel anonyme. « Notez, recommanda la voix au téléphone, car je ne répéterai pas. » En cette fin septembre 1973, quelque chose d'inouï était sur le point de survenir. « Dans quinze minutes, une bombe explosera dans l'immeuble d'International Telephone & Telegraph. » La cible, connue sous son sigle ITT, n'était pas choisie au hasard : « C'est en représailles des crimes commis par ITT contre le Chili (1). »

À l'époque, ce géant de la technologie devenu un conglomérat tentaculaire compte au nombre des plus grandes multinationales de la planète. À son illustre conseil d'administration siègent un ancien directeur de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) et un ex-président de la Banque mondiale – un casting idéal pour propulser l'un des plus gros contractants de l'armée américaine parmi les principaux profiteurs de la guerre du Vietnam. La compagnie affiche fièrement sa position au sein du complexe militaro-industriel. « Pour voir dans l'obscurité, voyez ITT. La nuit a cessé d'appartenir à la guérilla », proclame une publicité pour ses appareils de vision nocturne diffusée en 1967, l'année même où Ernesto « Che » Guevara est assassiné en Bolivie. La compagnie fait l'objet d'appels au boycott, comme celui dirigé contre le pain industriel produit par une filiale du groupe. « Achetez du pain, achetez des bombes : ITT au Vietnam », titre alors un journal de

gauche. La redéfinition du sigle en Imperialism, Treason and Terror (« impérialisme, trahison, terreur ») se répand dans les milieux militants. Mais de là à déposer une bombe en plein Manhattan...

L'engin explose finalement à 5 heures 40 du matin au 437 de l'avenue Madison, siège de la branche latino-américaine d'ITT. C'est la troisième attaque perpétrée contre la multinationale en moins de deux semaines, après Rome et Zurich. Et la série ne fait que commencer...

À la différence du *teclash* actuel – terme à la mode pour décrire l'hostilité que provoque la Silicon Valley –, les actions menées contre ITT en 1973 occasionnent plus de dégâts que des tweets indignés. Pour ses détracteurs, le groupe incarne non seulement le capitalisme multinational mais également une puissance autonome, dotée de sa propre politique étrangère, de son propre service d'espionnage et même de son propre personnel politique, un attelage d'anciens militaires, de barbouzes, de diplomates et de journalistes lauréats du prix Pulitzer reconvertis en chargés de relations publiques. ITT semble détenir toutes les prérogatives d'une puissance étatique. D'où le titre du livre paru à son sujet en 1973 : *L'État souverain* (2).

Un jeune avocat nommé Fidel Castro

LES accusations de techno-féodalisme qui pleuvent aujourd'hui sur les géants de la Silicon Valley (3) – dépeintes comme des seigneurs médiévaux qui décident du sort de leurs usagers – réactualisent en réalité des griefs vieux d'un demi-siècle : même un ouvrage à la gloire d'ITT, paru au début des années 1980 (4), convoquait l'imagerie seigneuriale en invitant ses lecteurs – dès la première page ! – à remonter jusqu'à « l'Europe médiévale des années 1200 » pour inscrire les opérations de la multinationale dans un « contexte féodal ». La comparaison n'est certes pas infondée. Mais elle souffre d'une erreur d'analyse majeure : tous les États ne se ressemblent pas. Et tous n'entretiennent pas les mêmes relations avec les géants de la technologie. Or il suffit d'examiner l'histoire d'ITT pour comprendre que la métamorphose d'un humble opérateur de lignes téléphoniques en mastodonte planétaire fut la conséquence directe de la domination militaire, financière et technologique exercée par un seul et même pays : jamais ITT – ni la Silicon Valley – n'aurait bénéficié d'une croissance aussi phénoménale sans le soutien inconditionnel des États-Unis.

Les frères Hernán et Sosthenes Behn fondent ITT en 1920 à New York. À l'origine, l'entreprise leur sert de devanture pour gérer les installations téléphoniques qu'ils détiennent à Porto Rico et à Cuba. Nés à Saint-Thomas, dans les actuelles îles Vierges britanniques, les deux frères connaissent bien les Caraïbes et s'emploient à y attirer les capitaux américains. Les Behn possèdent une petite fortune familiale mais surtout une ambition dévorante. Avant de s'installer à Porto Rico, Sosthenes a travaillé quelques années à

diale que les liens entre ITT et Washington commencent à inquiéter certains gouvernements.

Le premier souci concerne la sécurité des communications. L'autre tient à la montée du nationalisme économique. Ses représentants les plus fervents, comme Juan Perón en Argentine ou Francisco Franco en Espagne, congédient ITT, non sans lui verser un dédommagement confortable.

Devenue entre-temps un fournisseur important de la défense américaine, la multinationale sait que ses jours comme opérateur de lignes téléphoniques sont comptés. Mais elle entend bien céder ses actifs au meilleur prix. En attendant une offre intéressante, ITT presse la poule aux œufs d'or, fait grimper ses tarifs et bloque les investissements. De sorte que le service devient à la fois plus médiocre et plus coûteux. Les populations locales enragent, mais ITT paraît intouchable. Qui oserait nationaliser une entreprise américaine aussi puissante ?

Un homme a cette audace. Au début des années 1950, un jeune avocat cubain traîne le groupe devant un tribunal, l'accusant d'avoir trahi ses engagements. Son cabinet gagne le procès, mais le dictateur qui tient alors les rênes de Cuba, Fulgencio Batista, ignore le jugement du tribunal. Le jeune avocat s'appelle Fidel Castro. Il n'oubliera jamais cette humiliation : la filiale cubaine d'ITT sera l'une des premières sociétés étrangères nationalisées



CARLOS AMPUERO. – « Boys » (Garçons), 2022

au lendemain de la révolution castriste de 1959. Le geste sonnera comme une gifle pour ITT – et comme un présage.

Lorsqu'en 1962 le gouverneur d'un État brésilien prend le contrôle d'une de ses filiales locales, la compagnie mobilise ses liens avec Washington contre ce qu'elle présente comme un épisode de la guerre froide – un thème qui referra surface deux ans plus tard à la faveur du coup d'État militaire. Sa campagne de lobbying se révèle fructueuse, puisque le Brésil souffre l'humiliation de devoir payer une compensation exorbitante pour la filiale nationalisée.

À la fin des années 1960, l'empire ITT réinvestit les énormes profits tirés de la vente de ses biens en Amérique latine dans des acquisitions de toutes sortes – compagnies d'assurances, hôtels, et même une société de location de voitures. La plupart sont domiciliées sur place et ne courent aucun risque de nationalisation. Au tournant de 1970, les seuls réseaux téléphoniques encore aux mains d'ITT se situent à Porto Rico, base arrière historique de la compagnie, ainsi qu'au Chili, où elle s'était installée en 1927.

Les engagements d'ITT auprès de l'État chilien brillent par leur imprécision, en vertu d'un contrat exceptionnellement avantageux pour la compagnie (7). Dans les années 1960, le gouvernement d'Eduardo Frei, un chrétien-démocrate élu en 1964, tente de régler le problème

sans faire de vagues, grâce à un plan prévoyant de racheter petit à petit les parts de la filiale locale d'ITT. Mais, pour les opposants de Frei, c'est à la fois trop peu et trop. Le socialiste Allende remporte l'élection présidentielle de 1970 en promettant de nationaliser ITT, d'y remplacer les managers par des ingénieurs et d'étendre le réseau téléphonique dans les zones les plus pauvres du pays.

ITT craignait une présidence Allende bien avant 1970. Six ans plus tôt, déjà, l'un des membres de son conseil d'administration, l'ex-directeur de la CIA John McCone, avait pesé de tout son poids pour empêcher l'élection du socialiste chilien. Quelques mois avant le scrutin de 1970, ITT se met en relation avec la

CIA et lui propose de l'argent pour faire obstacle à une possible victoire de la gauche. La CIA refuse, n'étant jamais à court de liquidités, ce qui ne décourage pas la compagnie d'arrosar copieusement les opposants d'Allende.

Après la victoire-surprise de ce dernier, c'est la CIA qui prend langue avec ITT. La compagnie ne pourrait-elle pas mettre l'État chilien sous pression, en refusant par exemple de fournir des pièces détachées ou du personnel de maintenance ? L'objectif de l'Agence consistait, selon les mots de Richard Nixon, à « faire crier l'économie chilienne » pour inciter les militaires à sortir de leurs casernes avant même qu'Allende ait le temps d'inaugurer son mandat.

Entre espionnage et finance

CETTE stratégie tourne court. Une fois au pouvoir, Allende préfère négocier avec la compagnie plutôt que de la nationaliser sur-le-champ, alors que sa base – dont les syndicats de travailleurs d'ITT – réclame des mesures plus radicales. Comble de l'ingénuité, il demande même à l'entreprise de détecter d'éventuels micros au palais présidentiel... En septembre 1971, Allende se ravise et prend le contrôle de la filiale chilienne d'ITT, dont les dirigeants sont arrêtés pour avoir siphonné des profits indus via des sociétés fictives. En retour, la multinationale lance une viru-

indisposa même Porto Rico, foyer historique de la compagnie : en 1974, le territoire décida de racheter la filiale. La compensation massive qui lui fut accordée ne calma pas les esprits : son siège sauta quelques mois après la transaction.

Au cours de la majeure partie de son existence, ITT fut le laboratoire d'un modèle d'expansion appelé à faire école, fondé sur les liens avec Wall Street et le Pentagone. Elle fut également pionnière de la mondialisation avec sa vision d'embellée globale et sa maîtrise du conglomérat

– même si les synergies entre les filiales les plus hétéroclites relevaient surtout d'astuces comptables. De plus en plus obsédés par les profits à court terme et le cours des actions, ses dirigeants négligèrent les investissements à long terme dans ses services-clés. Là encore, elle fut en avance sur son temps : la plupart des autres compagnies américaines ne succomberaient à pareille tentation qu'à partir des années 1980. ITT, elle, embrassa la financiarisation dès le milieu des années 1960. À l'époque, il pouvait paraître étonnant qu'un manutentionnaire du téléphone travaillant pour la défense préférât racheter des compagnies d'assurances plutôt que d'investir dans la recherche et le développement. Encouragés par leurs amis de la banque Lazard, ses dirigeants réussirent à convaincre Wall Street que leur gloutonnerie s'inscrivait dans une ingénieuse stratégie de diversification.

Mais son désir de croissance exponentielle marqua également le début de la fin : elle ne vit pas l'intérêt des recherches longues et coûteuses qui commençaient à fleurir dans la Silicon Valley. Le coup d'État au Chili abîma son image de manière irréversible pour les décennies à venir. Paradoxalement, la proximité d'ITT avec l'État américain et Wall Street – à laquelle elle dut sa prodigieuse croissance initiale – causa son déclin. De cette erreur, les actuels géants de la Silicon Valley, pareillement pris en étau entre espionnage et finance, ne paraissent pas avoir tiré toutes les leçons.

(Traduit de l'anglais par Olivier Cyran.)

(1) Paul L. Montgomery, « ITT office here damaged by bomb », *The New York Times*, 29 septembre 1973.

(2) Anthony Sampson, *The Sovereign State. The Secret History of ITT*, Hodder and Stoughton, Londres, 1973.

(3) Cf. « Critique of techno-feudal reason », *New Left Review*, n° 133-134, Londres, janvier-avril 2022.

(4) Robert Sobel, *ITT : The Management of Opportunity*, Times Books, New York, 1982.

(5) Daniel R. Headrick, *The Invisible Weapon. Telecommunications and International Politics, 1851-1945*, Oxford University Press, 1991.

(6) Ludwell Denny, *America Conquers Britain : A Record of Economic War*, Alfred A. Knopf, New York, 1930.

(7) Cf. le chapitre consacré au Chili dans Eli M. Noam (sous la dir. de), *Telecommunications in Latin America*, Oxford University Press, 1998.

(8) Cf. les deux volumes du rapport sur les auditions conduites par le Sénat américain : « Multinational corporations and United States foreign policy », Government Printing Office, Washington, DC, 1974.

* Auteur de *The Santiago Boys*, une série de podcasts en neuf épisodes basée sur plus de deux cents entretiens, produite par Chora Media et Post-Utopia, et dont s'inspire cet article.

QUAND ROOSEVELT ET CHURCHILL SCELLAIENT LE SORT DE BERLIN

Un plan pour anéantir l'Allemagne

Des ruines de Berlin au « miracle économique » des années 1950, l'Allemagne d'après-guerre reste associée dans l'imaginaire collectif à un formidable redressement rythmé par l'occupation, le plan Marshall, la naissance de deux pays, vitrines des deux systèmes qui s'affrontent pendant la guerre froide. Mais, à la fin de l'été 1944, les Alliés avaient prévu un tout autre scénario...

PAR PIERRE RIMBERT

BALLET de limousines, citadelle fortifiée, légions de diplomates, essaim de journalistes : les actualités filmées en noir et blanc s'arrêtent un instant sur le gros cigare de Winston Churchill et le chapeau blanc de Franklin Roosevelt. Ce 15 septembre 1944, la seconde conférence militaire de Québec bat son plein, et les deux dirigeants occidentaux abordent un sujet épineux : que faire de l'Allemagne vaincue ? Avec l'avancée triomphale de l'Armée rouge sur le front de l'Est et le débarquement allié en Normandie, la question n'a plus rien d'abstrait. On parle d'un effondrement imminent des armées du Reich – lesquelles résisteront en réalité de longs mois.

À l'issue de la rencontre, Roosevelt et Churchill paraphent en secret un mémorandum inattendu : « un programme d'élimination des industries d'armement dans la Ruhr et la Sarre en vue de transformer l'Allemagne en un pays à caractère essentiellement agricole et pastoral ». Dans les coulisses, un homme exulte : Henry Morgenthau, secrétaire américain au Trésor, ami intime et voisin de Roosevelt. « Ce furent les quarante-huit heures les plus intéressantes et les plus satisfaisantes de ma vie », avouera-t-il à ses collaborateurs (1). À la question « que faire de l'Allemagne ? », cet ancien fermier spécialisé dans la culture des arbres de Noël souffle depuis des semaines à l'oreille du président américain une réponse simple : l'anéantir une bonne fois pour toutes. Le 13 septembre, à l'heure du dîner, Roosevelt demande à Morgenthau de présenter à Churchill et à son ministre des affaires étrangères Anthony Eden les grands axes de son projet. D'abord, la

démilitarisation par la « destruction totale de l'ensemble de l'industrie d'armement et l'élimination ou la destruction d'autres secteurs-clés essentiels à la puissance militaire » comme la chimie, la métallurgie et la production électrique. Ensuite, le démembrement de l'Allemagne, dont la Pologne, l'URSS et la France annexeraient certains territoires, le reste se divisant en deux pays, l'un au nord, l'autre au sud.

Dans la zone allant de la Rhénanie à Kiel et comprenant la Ruhr, « cœur de la puissance industrielle et creuset des guerres », détaille le plan, toutes les usines seraient démantelées et offertes en réparations aux pays ravagés par la guerre, cependant que les mines et équipements résiduels seraient dynamités ou « réduits en ferraille », puis l'ensemble placé sous mandat international. Une opération d'ingénierie sociale ambitieuse complète ce programme de paix : « Tous les techniciens et ouvriers qualifiés ainsi que leurs familles seraient encouragés à quitter définitivement cette zone. » L'aventurisme intellectuel séduirait d'autant moins la population restante que « la réouverture des établissements d'enseignement supérieur pourrait prendre un temps considérable ». Morgenthau prévoit enfin une dénazification énergique : toute personne figurant sur la liste des grands criminels de guerre établie par les Nations unies serait fusillée sur-le-champ ; les tribunaux militaires condamneraient à la peine capitale quiconque aurait causé la mort pour motifs politiques, raciaux ou par crime de guerre. Quant aux anciens membres de la SS, de la Gestapo et autres formations nazies, ils seraient éligibles aux travaux forcés dans les pays voisins (2).

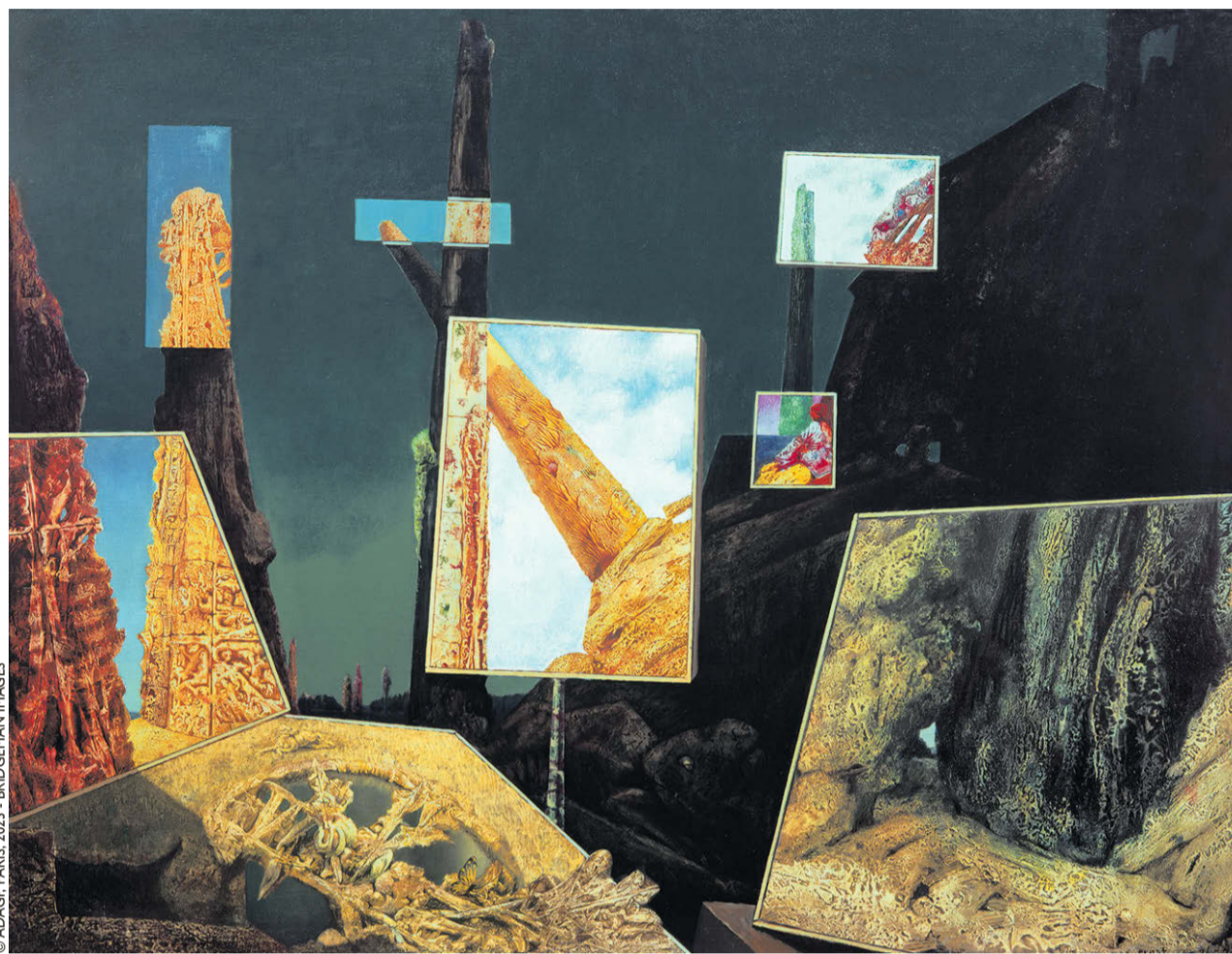
« Ils l'auront bien cherché »

AMESURE que le secrétaire au Trésor débobine son plan, Churchill et Eden cessent de mastiquer. « Des murmures bas et des regards en coin m'indiquent que le premier ministre ne compte pas au nombre de mes auditeurs les plus enthousiastes (3) », se rappelle-t-il. L'homme au cigare vitupère « avec violence et dans le plus grossier des langages ». Ce programme « cruel et anti-chrétien » conduirait à « enchaîner l'Angleterre au cadavre allemand ». « On ne peut pas inculper une nation entière ! », hurle-t-il. Le lendemain, ses scrupules s'évanouissent : Morgenthau vient de promettre au Royaume-Uni un exsangue aide supplémentaire de 6,5 milliards de dollars. Alors que le Foreign Office envisageait un redémarrage rapide de l'économie allemande afin de percevoir des réparations, l'influent conseiller lord Cherwell – Churchill le surnomme « the prof » – suggère opportunément à ce dernier que la Couronne récupérerait les marchés d'un Reich brisé. Le premier ministre cède. « Ils l'auront bien cherché », grommelle-t-il. Et, devant Eden épouvanté, dicte lui-même le mémorandum. Mais les diplomates britanniques s'opposent obstinément à la métamorphose de l'Allemagne en pâturage.

Le maréchal Joseph Staline, lui, n'y voit aucun inconvénient. D'accord depuis la conférence de Téhéran (28 novembre - 1^{er} décembre 1943) avec Churchill et Roosevelt pour démembrer le Reich, il exige néanmoins d'importantes réparations. L'Union soviétique continue à subir les plus importantes pertes matérielles et humaines : pour

chaque Américain ayant perdu la vie, on comptera à la fin du conflit treize Allemands tués et... soixante-dix Soviétiques. En visite au Kremlin mi-octobre 1944, Churchill présente avec enthousiasme le plan Morgenthau à Staline. D'autant plus favorable à la désindustrialisation de l'ennemi vaincu qu'il compte saisir usines et machines-outils, le dirigeant soviétique apprécie en outre la dimension dialectique du plan : « Il faut ôter à l'Allemagne la possibilité de se venger. Sinon, une nouvelle guerre mondiale exterminerait la jeune génération tous les vingt-cinq ou trente ans. De ce point de vue, les mesures les plus dures s'avèreront les plus humaines. » Lors que Staline suggère que « les représailles pourraient toucher plus d'un million et demi d'Allemands », Churchill lui oppose les réticences prévisibles de l'opinion publique britannique et attire l'attention de son hôte sur la « nécessité d'en tuer le plus possible sur le champ de bataille ».

Cet humanisme un peu particulier n'effarouche pas Roosevelt. Brièvement scolarisé en Allemagne, à Bad Nauheim, où son père suit des cures thermales, le jeune Franklin âgé de 9 ans qualifie déjà ses condisciples de « minus », quand il ne juge pas les habitantes « répugnantes ». Au cours de l'été 1944, Morgenthau n'éprouve aucun mal à le convaincre. « Nous devons être durs avec l'Allemagne, et je parle de la population, pas seulement des nazis, tempête le président. Il faut soit castrer le peuple allemand, soit le traiter de manière qu'il ne puisse pas continuer à reproduire des gens qui agiront comme par le passé. »



MAX ERNST. – « Jour et nuit », 1941-1942

Seule une rééducation de masse appliquée sans faiblesse après la capitulation pourrait contrecarrer ces dispositions belliqueuses. « Le fait qu'ils soient une nation vaincue, collectivement et individuellement, doit être si puissamment imprimé en eux qu'ils hésiteront à déclencher une nouvelle guerre », explique-t-il à son secrétaire d'État Cordell Hull.

Morgenthau, lui, juge son propre plan encore trop mou. « Je suis pour la destruction d'abord ; nous nous soucierons de la population ensuite. » Sa radicalité s'ancre dans l'horreur que lui inspire l'extermination des Juifs – il descend d'une famille d'immigrés juifs allemands –, mais aussi dans l'expérience paternelle : ambassadeur des États-Unis en Turquie en 1914-1915, Henry Morgenthau senior dénonça le génocide arménien et la complicité des dirigeants du Reich. Chef du Trésor plutôt orthodoxe et sans relief, Henry Morgenthau junior ne fait pas l'unanimité à Washington. Harry Truman, colistier de Roosevelt pour l'élection de novembre 1944, prétend avec délicatesse qu'il « ne savait pas faire la différence entre de la merde et de la gelée de pommes ». Et Gladys Straus, éminente donatrice démocrate, reproche à Roosevelt d'avoir débusqué « le seul Juif au monde qui ne comprenne rien à l'argent » pour le nommer ministre des finances. Au quotidien, Morgenthau s'appuie sur son principal assistant : Harry Dexter White, un brillant économiste en poste à ses côtés depuis une décennie. En juillet 1944, White a organisé la conférence de Bretton Woods et imposé ses vues sur le futur système monétaire international, contre celles de John Maynard Keynes. C'est lui qui trace les grandes lignes du plan Morgenthau. Son intérêt pour la planification et son désir de voir l'URSS et les États-Unis collaborer au sein d'institutions internationales lui vaudront des accusa-

tions d'espionnage au profit des Soviétiques pendant la guerre froide. En attendant, Henry et Harry savourèrent les résultats obtenus à Québec.

Leur succès met en lumière les clivages au sein du gouvernement américain. Vent debout contre les idées de Morgenthau, le ministre de la guerre Henry Stimson et son homologue des affaires étrangères Hull reçoivent le mémorandum signé par Churchill et Roosevelt comme une paire de claques. « C'est du sémitisme sauvage en quête de vengeance », « un crime contre la civilisation elle-même », s'indigne le premier, tandis que le second dénonce un « plan de famine extrême ». Alors que Hull « a travaillé des centaines d'heures » sur l'avenir de l'Allemagne, un ministre des finances à ses yeux incompetent piétine ses plates-bandes. Les diplomates gardent en mémoire les conditions drastringes du traité de Versailles de 1919 auxquelles Keynes attribua l'essor du nazisme. Pour Hull, Mor-

genthau fait fausse route : « Le meilleur moyen de pacifier l'Allemagne consiste à l'américaniser. » Certes, il convient d'« éliminer définitivement la domination économique de l'Europe par Berlin » mais surtout de dissoudre les dispositions belliqueuses dans le grand bain de la mondialisation. « Il faut remplacer l'autarcie de guerre allemande par une économie intégrée aux marchés mondiaux interdépendants », explique un document du département d'État le 14 août 1944. Contre la partition, Hull prône le fédéralisme ; contre la désindustrialisation, la reconversion et l'internationalisation, de sorte que l'Allemagne paye des réparations. Peu après Québec, il met fermement en garde Roosevelt : non seulement le plan Morgenthau suscitera une résistance désespérée des nazis et appauvrira toute l'Europe, mais il provoquera une hécatombe : « Seuls 60 % des Allemands peuvent subsister à leurs besoins sur les terres disponibles ; les 40 % restants mourront », soit environ vingt-huit millions de personnes...

Hitler s'empare de l'affaire

INQUIET, Roosevelt tempore. Le plan fuite fin septembre dans la presse, et les républicains en campagne électorale instrumentalisent le scandale. Des vents mauvais soufflent contre Morgenthau : le Foreign Office britannique et le nouveau secrétaire d'État multiplient les attaques contre son projet ; Joseph Goebbels l'exploite et Adolf Hitler lui-même l'évoquera dans son message de nouvelle année. À la conférence de Yalta (4-11 février 1945), il n'est plus question de pastoralisation. Le secrétaire au Trésor se consolera d'avoir injecté quelques-unes de ses obsessions dans la directive sur le gouvernement militaire américain de l'Allemagne occupée. Le document, signé par Truman le 10 mai 1945, proclame que « les Allemands ne peuvent pas se soustraire à la responsabilité de ce qu'ils ont eux-mêmes provoqué » et demande aux gouverneurs de « ne prendre aucune mesure visant au redressement économique de l'Allemagne ».

Le plan Morgenthau ne survivra pas au décès de Roosevelt, le 12 avril 1945. Avec lui disparaît la vision esquissée par White d'une coopération russo-américaine appuyée sur des institutions internationales. L'historien Gabriel Kolko interprétera même l'idée d'anéantir l'Allemagne comme un plan destiné à favoriser « la déboulchevisation et la réintégration de la Russie dans une nouvelle économie mondiale capitaliste (4) ». Mais la guerre froide qui s'esquisse substitue la menace soviétique à la menace allemande. « Le plus

grand danger pour la sécurité des États-Unis est la possibilité d'un effondrement économique de l'Europe occidentale et l'accession au pouvoir subséquente d'éléments communistes », s'alarme bientôt l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA). Réindustrialiser et réintégrer l'Allemagne au cœur d'une Europe occidentale bien armée, opposer le bloc du libre-échange international à l'Union soviétique : telle sera l'ambition d'un autre grand projet – le plan Marshall.

(1) « Report on Quebec conference », 19 septembre 1944, *Morgenthau Diaries*, cahier 772, 15-19 septembre 1944, FDR Library's Digital Collection, www.fdrlibrary.marist.edu

(2) Le plan Morgenthau (« Suggested post-surrender program for Germany ») est disponible en ligne : <https://history.state.gov>

(3) Les citations de cet article sont tirées des sources suivantes : John L. Chase, « The development of the Morgenthau plan through the Quebec conference », *The Journal of Politics*, vol. 16, n° 2, Chicago, mai 1954 ; Warren F. Kimball, *Swords or Ploughshares? The Morgenthau Plan for Defeated Nazi Germany, 1943-1946*, J. B. Lippincott Company, Philadelphie, 1976 ; Michael Beschloss, *The Conquerors: Roosevelt, Truman and the Destruction of Hitler's Germany, 1941-1945*, Simon and Schuster, New York, 2002 ; Ted Morgan, *FDR. A Biography*, Simon and Schuster, 1985 ; Cordell Hull, *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. 2, Macmillan Company, New York, 1948 ; John Dietrich, *The Morgenthau Plan. Soviet Influence on American Postwar Policy*, Algora Publishing, New York, 2013 ; Jean Edward Smith, *FDR*, Random House, New York, 2007 ; et Benn Steil, *The Plan Marshall*, Les Belles Lettres, Paris, 2020.

(4) Gabriel Kolko, *The Politics of War: The World and United States Foreign Policy, 1943-1945*, Pantheon Books, New York, 1968.

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290
Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIM'VERT

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 58 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Écolabel européen sous le n° F137/001.
Eutrophisation : Ptot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications
et agences de presse : n° 0524 D 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse
pour modification de service, demandes de réassort
ou autre, notre numéro de téléphone vert :
0 805 050 147.

« L'Autriche est morte,

En septembre 1938, au moment des accords de Munich, comment pouvait-on encore imaginer que l'Allemagne interromprait ses conquêtes et que la paix serait sauvée? L'Autriche était tombée comme un fruit mûr en mars, les nazis tchécoslovaques présentèrent un ultimatum à leur gouvernement dès le mois suivant. Des journalistes français sur place comprirent alors que la guerre avait commencé.

PAR ANNE MATHIEU *

« **A**U moment où nous mettons sous presse, on nous téléphone de Vienne que le chancelier Schuschnigg est parti. (...) Dans la rue, on ne voit plus que des nazis. (...) Les Allemands ont donc la partie belle en Autriche. Celle-ci s'abandonne définitivement. » L'information s'affole en ce mois de mars 1938, et Geneviève Tabouis, chroniqueuse diplomatique du quotidien libéral de gauche *L'Œuvre*, en fait tâter le pouls à son lecteur. Le 11 mars, le national-socialiste Arthur Seyss-Inquart est devenu chancelier, en remplacement de Kurt von Schuschnigg, contraint de démissionner. Le 12 dans l'après-midi, Adolf Hitler entrera à Linz (Haute-Autriche).

L'Anschluss sera proclamé le 14, à Vienne. Des reportrices françaises sont alors en Autriche, envoyées spéciales de leurs organes respectifs. L'une d'elles, Madeleine Jacob, a quitté il y a peu le terrain de la guerre d'Espagne. Elle connaît l'Autriche, pour y avoir couvert en février 1934, dans l'hebdomadaire illustré *Vu*, la destruction de Vienne la Rouge (1). Cette fois-ci, c'est pour *Messidor*, l'hebdomadaire de la Confé-

dération générale du travail (CGT), qu'elle officie. Elle y retrouve l'ancien directeur de *Vu*, Lucien Vogel, maître de la mise en pages et de l'usage de la photographie. L'œil est capté par celle qui orne la « une » de ce premier numéro du 18 mars 1938, et qui renforce le titre du reportage : « J'ai vu mourir l'Autriche ».

Madeleine Jacob montre la rapidité avec laquelle l'empreinte nazie s'est imposée dans certaines villes du pays. Avant l'Anschluss, elle s'était rendue à Graz (Styrie) : « Dès la sortie de la gare, on ne pouvait plus compter les croix gammées qui fleuraient les boutonnières. » La reportrice éprouvait la sensation de pénétrer dans un décor, tant tout y était parfaitement orchestré sous la bannière du chef hitlérien et de ses adeptes : « Dans les boutiques, on vous accueillait par le salut nazi : "Heil Hitler". On vendait des brochures nazies, les cartes postales ou les croix gammées étincelaient dans le ciel au-dessus des "vues générales de la ville". Le portrait de Hitler s'étalait en broches, en épingles de cravate, dans les boîtiers de montres, sur les tramways. »

« Un air de servilité, un sourire d'extase »

SON pied à peine posé sur le tarmac de l'aéroport de Vienne le 13 mars, une autre reportrice se cogne à cette soudaine métamorphose. La célèbre Andrée Viollis ressent un « terrible choc » devant ce qui l'en-

vironne, ces « deux cents avions à croix gammée », ces « généraux en uniforme de parade, insolemment cambrés, monocle à l'œil », ces « troupes en feldgrau, massées à l'entrée, l'arme au pied ». Elle écrit ici dans *Vendredi*, l'hebdomadaire « littéraire et politique » dont elle est codirectrice, le triumvirat à sa tête représentant les trois tendances (communiste, socialiste, radi-

cale) de la coalition du Front populaire – lequel rend son dernier souffle. Mais en fait elle est envoyée en Europe centrale pendant un mois par le quotidien *Ce soir*, créé en mars 1937 par le Parti communiste français (PCF) pour concurrencer le *Paris-Soir* de l'industriel Jean Prouvost, et dirigé par les journalistes-écrivains Louis Aragon et Jean-Richard Bloch.

En quelques heures, Vienne vit au rythme des retraites aux flambeaux, manifestations de force rituelles des nazis déjà observées en 1935 par Madeleine Jacob et ses confrères lors du plébiscite sarrois (2). Dans l'organe de la Ligue contre l'antisémitisme (LICA), *Le Droit de vivre*, l'écrivain autrichien Walter Mehring témoigne de l'ambiance crépusculaire régnant dans Vienne : « Des retraites aux flambeaux interminables, formées par les nazis, mobilisés déjà dès le matin, de toute la province, déferlent sur le Ring (les grands boulevards). »

Les lumières du triomphe hitlérien ne sont que le prélude d'un vil théâtre auquel les reportrices vont assister. Dans *Vendredi*, Andrée Viollis observe, avec une sidération exaspérée, l'« asservissement à plat ventre d'un peuple (...) ; les milliers de pas d'une foule molle et lâche foulant, effaçant sur les trottoirs les inscriptions à la craie qui, l'avant-veille, exaltaient l'Autriche libre ». Dans *Ce soir*, elle décrit, abasourdie : « Il faut voir avec quel air de servilité, quel sourire d'extase certains civils se précipitent au passage des gardes, se mettent au garde-à-vous, exécutent un salut militaire qui est un chef-d'œuvre. »

L'hebdomadaire d'extrême droite antisémite *Je suis partout* s'inquiète, quant à lui, de la « ferveur extraordinaire avec laquelle la jeunesse autrichienne a embrassé l'idéologie hitlérienne », par la voix de son commentateur François Dauture : « Si on laisse plus longtemps à Hitler le monopole – et le bénéfice – de poser et de résoudre la question juive, la jeunesse européenne ne se contentera pas d'être fasciste. Elle deviendra hitlérienne. »

Madeleine Jacob est frappée par cette population qui « hurle », Andrée Viollis par « tant de cris, d'acclamations hystériques ». La première use de la métaphore de la « folie », devenue « maîtresse de la rue ». La seconde s'empare de celle de la



Couverture de l'hebdomadaire « Regards » du 29 septembre 1938

maladie : « Les rues sont infestées de soldats et d'officiers allemands. » Deux métaphores typiques du discours intellectuel pour traduire la métamorphose d'une population qui ne s'appartient plus.

Mais les deux reportrices évoquent aussi des Autrichiens qui ne se soumettent pas à l'« esclavage ». Madeleine Jacob mentionne « les sanglots étouffés derrière les fenêtres des maisons, (...) les larmes de ceux qui se sauvaient sur le passage des cortèges en folie, parce qu'ils ne pouvaient pas voir "ça". Larmes de honteuse douleur ». Andrée Viollis « pense aux véritables patriotes qui, le soir, derrière leurs fenêtres closes, étouffaient leurs vaines révoltes et leur honte ». Chez les journalistes de la gauche française, l'emploi du terme « honte » révèle l'anéantissement des idéaux universels de la France, le bannissement des droits de l'homme. Dans quelques jours, ils le convoqueront pour condamner les décrets-lois Daladier sur les étrangers. Différence entre ceux-ci et leurs homologues autrichiens : les Français peuvent encore dénoncer, protester ; les seconds risquent leur vie. Se terrer, tel est leur seul horizon ; éliminer toute trace les reliant à un hier politique désormais proscrit, leur unique perspective.

Madeleine Jacob sillonne Vienne. « Chez les communistes, on déchire le matériel de

propagande qu'on brûle dans les poêles. (...) Chez des journalistes libéraux, nous brûlons des papiers. (...) Chez des monarchistes, chez des dames chrétiennes, on brûle des papiers. Il n'y a pas une famille viennoise antinazie où l'on ne brûle et ne déchire. » Parfois, la journaliste militante aide à préparer des valises. Pour certains de ces antifascistes, la fuite est la seule voie envisageable. « Plusieurs de mes amis sont déjà arrêtés », précise-t-elle. Le 18 mars, Andrée Viollis conclut son dernier reportage à Vienne par ce constat définitif : « Il est temps de quitter cette ville charmante désormais empoisonnée. »

Direction la Tchécoslovaquie. Pour *Ce soir*, Andrée Viollis parcourt Prague, Carlsbad (Karlov Vary), Elbogen, Eger et Bratislava, en compagnie du photoreporter David Seymour (dit Chim), déjà célèbre pour ses clichés du Front populaire ou de la guerre d'Espagne. Sa série de onze reportages s'intitule « Cœur d'Europe », et paraîtra en différé dans la première quinzaine de mai. En parvenant à Prague, elle use du même procédé narratif de la surprenante découverte à l'arrivée en contrée étrangère. Mais, là, pas de « terrible choc », bien au contraire : « Plus de bariolage d'uniformes comme à Vienne, de bottes aux talons claquant sur l'asphalte, plus de sourires forcés, de rires hystériques, d'attitudes contraintes ou servilement enthousiastes. »

La possibilité d'une guerre

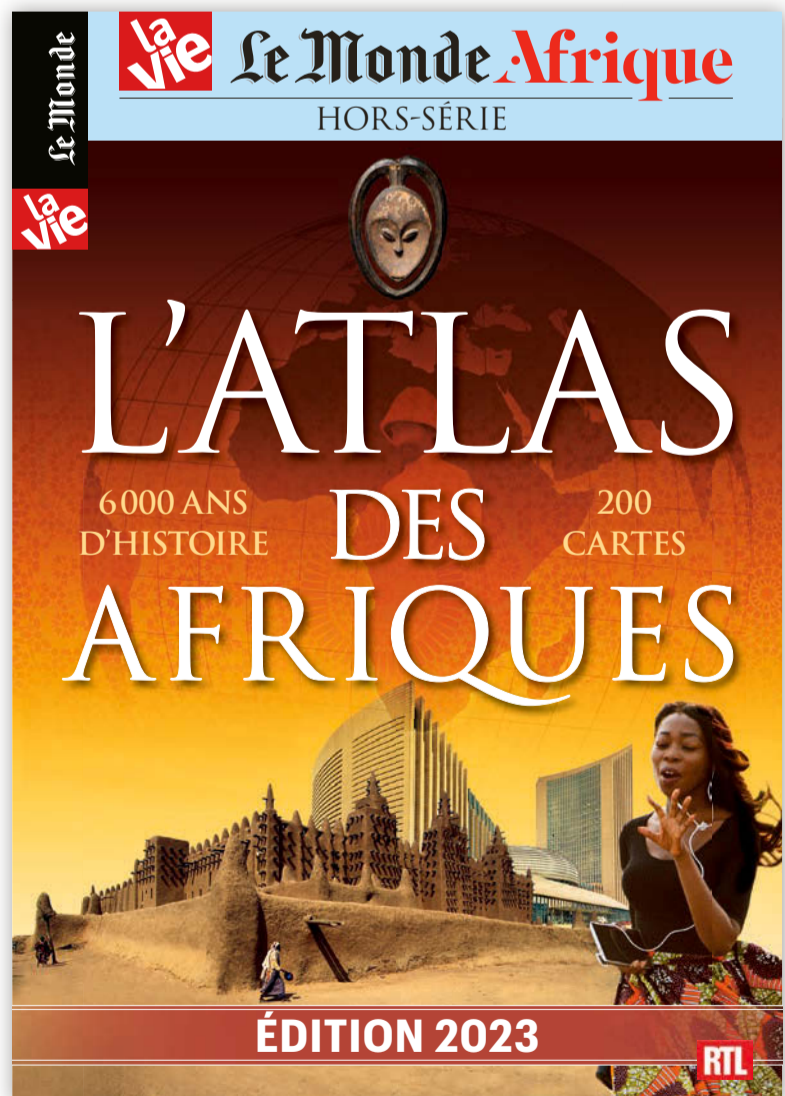
CAR un mot émaille tous les articles des envoyés spéciaux présents à Prague : le « calme ». On avait relevé son usage en Espagne, à l'été 1936, pour la fois marquer l'étonnement du reporter devant celui-ci et arguer de la certitude de la victoire. En avril 1938, l'Espagne est tapissée de bombes, les défaites succèdent aux massacres. Plus loin, le conflit sino-japonais, commencé en juillet 1937, poursuit sa tragédie sanglante. L'espoir résiderait-il donc désormais dans la Tchécoslovaquie ? La couverture journalistique s'y est en tout cas déplacée. Gabriel Péri, responsable de la rubrique de politique étrangère de *L'Humanité*, l'organe quotidien du PCF, est dans la capitale tchécoslovaque entre le 21 et le 28 mai. Dès son premier reportage, il affirme : « Prague n'a pas peur. Le calme dont elle fait montre est plutôt une manière de riposte. Le peuple n'ignore rien du danger. Il est prêt à y faire face. Il ne perd pas la tête. Il oppose son courage tranquille à ceux qui la provoquent et qui gesticulent. » Chez lui, le calme connaît une déclinaison synonymique, celle du « courage tranquille » : des Espagnols antifascistes aux antinazis tchèques, la thématique du courage appartient unilatéralement à un camp.

Une figure incarne ce « calme », ce « courage » : le président Edvard Beneš. Conscient de la nécessité de sa parole, il multiplie les interviews. Le reporter Philippe Lamour, qui s'appête à retourner en Espagne, est en Tchécoslovaquie en septembre, pour *Messidor* ; il le rencontre : « Parmi l'agitation angoissée de l'Europe, un homme calme conduit, au centre de l'Europe, la défense de la civilisation humaine contre le déchaînement de la force. » La dichotomie convoquée inscrit la stature exceptionnelle de Beneš dans le sillage de l'Éthiopien Haïlé Sélassié et de l'Espagnol Manuel Azaña. L'emphase cache le sort dramatique à venir.

Le peuple de Prague et son président sont calmes, répètent les reporters. Pourtant, la possibilité de la guerre s'est immiscée sur le territoire dès le mois d'avril, avec les exercices de défense passive, auxquels Andrée Viollis a assisté. « Il suffit d'examiner une

(1) Lire Jean-Numa Ducange, « Vienne la Rouge », *Le Monde diplomatique*, mai 2022.

(2) Alors que la Sarre s'était retrouvée sous administration de la Société des nations (SDN) après la première guerre mondiale, sa population se prononça en 1935 à plus de 90 % pour le rattachement à l'Allemagne.



Une histoire enfin réhabilitée

Elle a porté les premiers pas de l'humanité, a vu naître la civilisation pharaonique, de riches royaumes médiévaux... Pourtant, la longue et brillante histoire de l'Afrique est souvent réduite aux temps tragiques de l'esclavage et de la colonisation, ou à ses fléaux : la faim, la guerre, le sous-développement... Balayant les préjugés, cette édition actualisée de *L'Atlas des Afriques* en offre une lecture originale. Ce récit révèle le dynamisme d'un continent d'avenir, sans ignorer les défis politiques, économiques, sanitaires, climatiques, démographiques... auxquels il est confronté.

L'ATLAS DES AFRIQUES

Un hors-série *Le Monde Afrique* 180 pages - 14,90 € chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique

DE LA PRESSE FRANÇAISE

et l'Europe la regarde »

carte pour juger quel péril encourt la Tchécoslovaquie, ce bastion qui, dressé en plein cœur de l'Europe, se trouve désormais assailli sur presque toutes ses frontières par le flot allemand», remarque-t-elle.

Surtout, le «calme» n'habite pas toute la Tchécoslovaquie. En 1935, le Parti allemand des Sudètes (Sudetendeutsche Partei), dirigé par le zélé nazi Konrad Henlein, a remporté la victoire aux législatives dans cette région. En mai 1938, les élections municipales ont confirmé son emprise idéologique.

Auparavant, le 24 avril 1938, Henlein a soumis au gouvernement tchécoslovaque le programme dit «de Carlsbad», revendication autonomiste en huit points de la région des Sudètes. Les 28-29 avril, lors de la conférence de Londres, les dirigeants anglais et français ont demandé au gouvernement Beneš de négocier avec Henlein. «Il est déjà perceptible à cette date que la France, qui s'emploie, mais sans succès, à arracher une garantie britannique, n'interviendra qu'avec le soutien anglais. Par-

doxalement, le sort de la Tchécoslovaquie est donc entre les mains de l'Angleterre, alors que celle-ci n'est liée avec elle par aucun traité (3)». La France, elle, est engagée par les accords de Locarno (16 octobre 1925) à assister militairement la Tchécoslovaquie. Le 16 mai 1935, un traité avait été signé entre Prague et Moscou, à la suite du pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle du 2 mai de la même année. Mais, trois ans plus tard, rien de ce qui se joue politiquement en France n'est favorable à la Tchécoslovaquie : le chef du gouvernement, Édouard Daladier, a pour ministre des affaires étrangères Georges Bonnet, partisan de l'apaisement avec l'Allemagne, une orientation que prône déjà le premier ministre britannique Neville Chamberlain. Ajoutons la mention par l'historien René Girault d'une note du 29 mars 1938, conservée dans les archives de Daladier et émanant des services juridiques du Quai d'Orsay. Elle «envisage les cas de soulèvements des Sudètes avec appui de volontaires allemands pour conclure dans ce cas à la possibilité d'une abstention française (4)».

Des agents nazis en Alsace

REPORTER du quotidien socialiste *Le Populaire*, Louis Lévy réalise une «enquête en Tchécoslovaquie» à partir de la fin juin. Il met lui aussi en avant le caractère imperturbable du peuple pragois : «Le soir, dans les cafés, on s'interroge. (...) On discute, on lit les communiqués succincts de la journée. Mais on demeure calme.» Louis Lévy, qui avait déjà enquêté dans le pays en 1937, est également un bon connaisseur de la diplomatie internationale du fait de son accréditation à la Société des nations (SDN). Il ajoute, persifleur : «M. Neville Chamberlain ferait bien de faire un petit voyage à Prague. Il s'apercevrait que les Tchèques n'ont pas besoin qu'on les exhorte au sang-froid.»

De son périple dans les Sudètes en avril, Andrée Viollis retient un son : «J'entends encore le terrible bruit de bottes d'Elboggen. Je vois ces hommes en uniforme gris, ces Walkyries»; «Je me souviens (...) d'avoir été réveillée cette nuit même, à Carlsbad, par un long piétinement de soldats en marche». En Autriche en 1934, dans la Sarre l'année suivante, Madeleine Jacob avait déjà été glacée par les mêmes «bruits» caractéristiques. La nazification de la Mitteleuropa s'étend, méthodiquement.

Un mot sec et rugueux surgit sous les plumes qui entreprennent le voyage vers les Sudètes : la terreur. À Carlsbad et dans ses environs, Andrée Viollis la détaille : «Boycottage des magasins, quarantaine, chantage, menaces, tous les odieux procédés que j'avais constatés dans la Sarre avant le plébiscite sont ici en honneur.» En juin 1937, Louis Lévy avait retracé le «véritable réseau d'espionnage» qui était «tissé» dans les Sudètes. En juillet 1938, il insiste particulièrement sur le caractère caché de cette terreur, laquelle «fait son œuvre, mais de façon occulte», «s'exerce sourdement, sournoisement». Elle «sévit dans toutes les industries dirigées par les Allemands»; elle engendre de la violence, dont ses camarades du parti l'ont entretenu : «Dans les écoles, des fils et des filles de candidats ont été malmenés. Et l'injure la plus bénigne qui leur est quotidiennement lancée est celle de "cochon rouge"».

Prague offre un visage de calme dont les reporters se font les porte-parole voire les propagandistes, mais l'anxiété se lit dans leurs relations des Sudètes comme dans leurs appels au soutien de la France. En mai, Gabriel Péri certifie : «Il convient que la République tchèque soit appuyée sans réserve par le gouvernement français. Le salut de la paix l'exige.» En juillet, Louis Lévy s'exclame : «Aussi, de quelle façon amis et ennemis ont les yeux fixés sur la France!» Quelques jours plus tard, dans *Vendredi*, le reporter Philippe Diolé est catégorique : «L'indépendance de la Tchécoslovaquie garantit la paix du monde, la sécurité de la France et le droit qu'ont les peuples de vivre librement.» Afin d'ébranler le lecteur français, C. F. Weiskopf, «correspondant particulier» de l'hebdomadaire illustré communiste *Regards*, conclut ainsi son papier en avril 1938 : «Qu'on songe en France que les Sudètes sont l'Alsace tchécoslovaque. Et qu'il faut tout faire pour défendre cette Alsace. Sinon, Strasbourg se trouvera bientôt dans les Sudètes françaises.»

Cette comparaison s'inscrit dans la doxa journalistique du moment. L'Anschluss, puis la préoccupation tchécoslovaque, a conduit à l'apparition de la question frontalière dans les journaux. Les articles publiés par le quotidien *Ce soir* illustrent ce traitement nouveau et intense. En février-mars, le reporter Élie Richard livre une série au surtitre significatif : «Frontières gammées». C'est la Belgique et ses environs allemands qu'il scrute, et, à Malmedy, il consigne : «Il n'est pas douteux que les Allemands travaillent en profondeur ici.» En avril, Jean-Richard Bloch explique comment et pourquoi la Suisse est «en danger». À Constance, il signale qu'«il arrive qu'un trottoir soit allemand et le trottoir vis-à-vis, suisse. Ce qui se marquait, dans les jours qui suivirent l'occupation de l'Autriche, à ce que les façades de ce côté-là étaient richement pavoisées, et celles qui leur faisaient face, veuves de drapeaux, sévères et froides».

«À l'Est, rien de nouveau?», s'intitule une série publiée à la fin septembre. Stéphane Manier, reporter réputé, ancien de *Paris-Soir*, se déplace en Alsace. Il émet le diagnostic suivant : «Certes, c'est la Tchécoslovaquie que le poison atteint. Mais cependant, c'est à Strasbourg, en Alsace, par interférence, que l'observateur impartial aperçoit les symptômes de la première crise de fièvre et peut mesurer à son juste degré la température de la paix.» La maladie se transplante, d'est en ouest (5).

Pour tous ces journalistes, la question frontalière est cruciale, car elle révèle la fragilité des habitants face aux espions hitlériens, faux serveurs, faux voyageurs de commerce..., propagandistes divers dont les succès prosélytes vont grandissant. Stéphane Manier allègue : «La propagande nazie ne modifie pas sa tactique où que ce soit. En Alsace comme en Autriche ou en Bohême, elle agit en utilisant les haines locales, les superstitions, les rancunes.»

Le 1^{er} septembre 1938, Hitler reçoit Henlein à Berchtesgaden. Le 7, dans *Ce soir*, le commentateur de politique étrangère Paul



Couverture du magazine «Vu» du 23 mai 1934. Photographie de François Kollar et montage d'Alexandre Liberman

Nizan note que «le drame tchécoslovaque en arrive à ses dernières scènes». Il en tirera, l'année suivante, un essai, *Chronique de septembre* (6). Le 15, le «Führer des Sudètes» demande officiellement l'annexion de «sa» région au Reich. «L'attitude de la presse allemande devient plus inquiétante d'heure en heure», signale Georges Thébaud, correspondant de *Ce soir* à Berlin : «Toutes les dix minutes, les postes de TSF du Reich annoncent, contre toute vraisemblance, que la situation s'aggrave dans le pays sudète et dénoncent les préparatifs militaires fébriles du gouvernement de Prague.»

Chamberlain rencontre Hitler à Berchtesgaden et admet la légitimité de la revendication de Henlein, position à laquelle se rallie Daladier. Dans *Le Droit de vivre*, le reporter Saint-Bradu, environné des manifestations nazies à Carlsbad, songe : «Voilà le paradoxe, comique ou plutôt tragique : on se trouve devant un fou furieux qui menace le pauvre monde paisible. Et loin d'accourir pour arrêter net l'action du fou, on envoie un arbitre des élégances diplomatiques pour (sans le vouloir, naturellement), faciliter la tâche du fou.»

Le 21 septembre, le gouvernement tchécoslovaque doit se résigner. Le 22 septembre, F. C. Weiskopf informe dans *Ce soir* : «Des gens pleuraient dans la rue en apprenant que la France avait définitivement trahi la Tchécoslovaquie.» Les appels au soutien de la France remplacent chez les reporters les accusations de sa trahison, scandée par les manifestants à Prague. «La foule criait : "À bas Daladier l'hitlérien! Nous voulons résister! Nous voulons une République forte! Nous aimons mieux mourir que vivre dans l'esclavage!"», rapporte F. C. Weiskopf. Quant au «calme», il a fait place à la «stupeur». Vincent Sabeau est à Prague depuis la mi-août, pour l'«hebdomadaire [radical-socialiste] d'éducation civique et d'action républicaine» *La Lumière*. Il débute ainsi son reportage du 23 septembre : «La décision de Londres a plongé le peuple tchécoslovaque dans la stupeur. La réaction a été la même dans tous les milieux, aussi bien dans les masses populaires que dans les milieux intellectuels. Les gens ne comprennent pas, ne veulent pas croire. "La France nous trahira-t-elle? Ce n'est pas possible. Il y a là une erreur, un malentendu qui sera bientôt dissipé"».

Une autre presse encense les démarches franco-britanniques : «Dans cette phase extrême du différend germano-tchèque, l'Angleterre et la France se tiennent plus que jamais étroitement unies», écrit un commentateur du quotidien populaire conformiste *Le Petit Parisien*. «La paix de l'Europe peut encore être sauvée», rassure le journal de droite *Le Temps*, alors proche du Quai d'Orsay. Une prise de position qui provoquera la démission d'Hubert Beuve-Méry, alors correspondant du quotidien à Prague. Certains de ces titres s'emparent du mot de «paix» pour justifier la méthode, les pourparlers et les futurs accords. Un mot qu'on conditionne à une attitude responsable des Français. Tel est le discours de l'éditorialiste du quotidien radical *L'Ère nouvelle* le 24 septembre : «Nous sommes à un moment où tous les Français doivent se serrer les coudes autour du gouvernement du pays, être chacun à leur poste et accomplir la tâche qui leur est assignée. La résolution calme d'un grand pays comme la France restant en accord quotidien de tous les instants avec la Grande-Bretagne est en de telles heures une garantie de paix.» Dans *L'Intransigeant*, Louis Latzarus, dit Gallus, écume : «Méfions-nous, ces jours-ci plus que jamais, des agitateurs! Nous ignorons qui les envoie et quel but ils poursuivent. (...) Voyons si ce ne sont pas les mêmes qui dépeignaient comme une offense au patriotisme la non-intervention en Espagne.»

La suite directe, logique, est connue : le 29 septembre 1938, les accords de Munich sont signés. Quelques mois plus tôt, le 18 mars, Madeleine Jacob constatait, amère et révoltée : «Aujourd'hui, l'Autriche est morte, et l'Europe la regarde.» Le 30 septembre, dans l'organe du Secours populaire, *La Défense*, Andrée Viollis s'emporte, alliant les accents de la colère et du blâme : «À quoi donc ont conduit tant de capitulations et de lâchetés? Après les Éthiopiens, les Chinois, les Espagnols sauvagement massacrés, après l'Autriche asservie, voici le tour de la Tchécoslovaquie. Et ensuite? Pourquoi les fascismes triomphants s'arrêteraient-ils en si beau chemin?»

ANNE MATHIEU.

(3) Bernard Droz et Anthony Rowley, *Histoire générale du XX^e siècle*, Seuil, coll. «Points histoire», Paris, 1986.

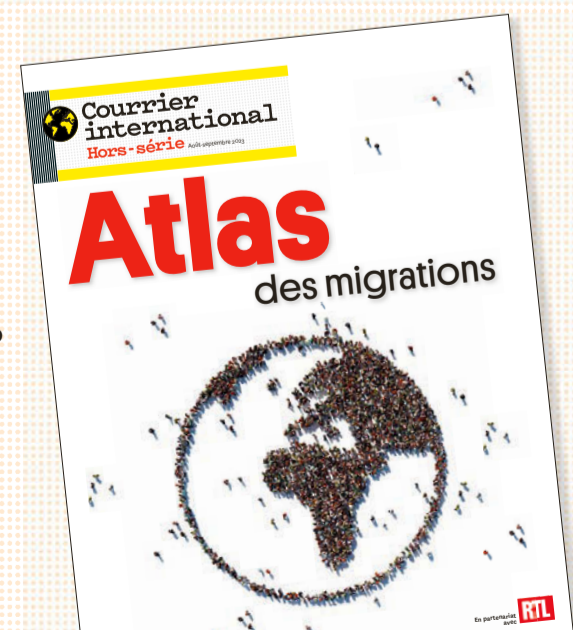
(4) René Girault, «La décision gouvernementale en politique extérieure», dans René Rémond et Janine Bourdin (sous la dir. de), *Édouard Daladier, chef de gouvernement. Avril 1938 - septembre 1939*, Presses de Sciences Po, Paris, 1977.

(5) Lire Gunter Holzmann, «J'ai assisté à la montée du nazisme», *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(6) Paul Nizan, *Chronique de septembre*, Gallimard, Paris, 1978.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Climat, guerre, travail, études...
Toute la planète migre.
Vers quels pays? Par quels moyens?
Les réponses en cartes
et en infographies.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international



Couverture de l'hebdomadaire «Messidor» du 18 mars 1938

Traversée d'un désert médical

Pour la droite et l'extrême droite, le soulèvement des quartiers populaires témoignerait d'une forme d'ingratitude : les émeutiers détruisent ce que l'État fait pour eux alors même qu'il abandonne les zones rurales ; les uns incendient leur médiathèque pendant que les autres survivent dans des déserts médicaux... Mais, en Ardèche, d'autres raisons expliquent que les habitants sans médecin traitant soient si nombreux.

PAR PIERRE SOUCHON *

« **M**A santé ? » Croisée à l'ombre d'un platane de Privas, préfecture de l'Ardèche, Émilie (1) fond en larmes.

« C'est simple. Ça fait longtemps que les rares dentistes qui restent dans la ville ne prennent plus de nouveaux patients. Je les ai suppliés... Rien à faire. Ils ont fini par m'envoyer aux urgences, qui ont refusé de me prendre en charge, et m'ont conseillé d'appeler le 15. Au 15, ils m'ont dit qu'ils n'étaient pas dentistes... »

Toujours émue, elle poursuit : « Alors depuis des années, matin, midi et soir, je remets moi-même mon bridge après chaque repas avec de la colle. Parce qu'il tombe dès que je mange. J'ai la bouche qui pourrit. »

Les médecins généralistes de la ville, dont au moins trois viennent de partir récemment à la retraite, l'ont eux aussi refusée à cause d'une surcharge de clientèle : « Heureusement, un ami m'a pistonnée, et il m'a trouvée une place dans la vallée du Rhône, à vingt kilomètres. C'est lui qui m'emmène en voiture. Le médecin est sympa : il fait passer la consultation sur la carte de mon ami, sinon je devrais payer, et je ne peux pas... »

Émilie est femme de ménage. Elle a 36 ans. Récemment licenciée, au chômage, elle élève seule trois jeunes enfants et n'a pas le permis de conduire. Elle ne vote plus depuis très longtemps et ne se souvient pas pour quelle formation elle votait jadis : « De toute façon, qui que ce soit là-haut, on trinque à tous les coups. »

La quasi-totalité des communes ardéchoises (88 %) disposent d'un accès aux soins inférieur à la moyenne nationale, et plus de 10 % des Ardéchois se retrouvent sans médecin traitant (2). La totalité de l'échiquier politique déplore depuis longtemps la pénurie de soignants dans les territoires ruraux et les banlieues des grandes agglomérations. Consécutifs à l'assassinat d'un jeune homme par un policier, les soulèvements de juin-juillet 2023 (lire l'article page 21) ont toutefois conduit la droite et l'extrême droite à chercher à opposer les émeutiers urbains, qui auraient détruit leurs services publics, aux ruraux, qui n'en auraient jamais disposé. L'originalité ardéchoise réside dans le fait que M. Fabrice Brun, député Les Républicains du cru, vient d'appeler l'armée à l'aide pour soigner ses concitoyens (3)...



THIERRY MANDON. – « Tableau vivant », 2007-2008

isolé dans le département. C'est Albert, retraité du bâtiment « à 850 euros par mois », diabétique, sans téléphone ni ordinateur, qui a perdu son médecin car celui-ci a informatisé ses consultations. Il n'en retrouve plus depuis. C'est Carole, mère seule et aide à domicile qui a abandonné son poste pour s'occuper de ses deux jeunes enfants atteints de plusieurs pathologies : en l'absence de pédiatres, les deux derniers de la ville étant partis à la retraite sans être remplacés, elle en est réduite à faire des téléconsultations proposées par une pharmacie voisine, « qui ne résout rien ». C'est Magali, qui sans rendez-vous possible avec un gynécologue ou une sage-femme porte un stérilet périmé depuis trois ans : bénéficiaire du revenu de solidarité active (RSA), mère célibataire, elle ne peut pas se déplacer dans une grande ville pour le faire remplacer. C'est Marie, à qui un médecin uragiste a conseillé de se faire opérer rapidement d'une tumeur au colon, qui lui a déjà coûté son emploi d'aide à domicile pour cause d'arrêts-maladie jugés trop fréquents. Elle n'a ni les moyens financiers pour se rendre jusqu'à l'hôpital d'une agglomération,

ni mutuelle pour les frais non remboursés, pas plus que le permis de conduire. Par ailleurs, son mari travaillant de nuit dans une usine locale, elle ne pourrait de

toute façon pas laisser ses enfants sans surveillance – à 30 ans, elle marche courbée par une douleur permanente...

Réunis par leur classe sociale, qui semble déterminer l'impossibilité d'accéder aux soins, ces gens le sont aussi par la gravité de leurs multiples problèmes de santé, induits par des conditions de vie difficiles – notamment le travail manuel et ses conséquences physiques, pointées par tous. Et la plupart d'entre eux expriment un rejet absolu de la politique, citant tel responsable pour mieux condamner tel autre, au motif qu'ils ont « toujours eu une vie de merde » malgré les alternances, promesses et autres discours politiques.

On pourrait objecter que c'est précisément parce qu'ils ne votent pas qu'ils ne sont pas entendus. Mais les personnes interrogées qui, elles, se rendent aux urnes font souvent des choix électoraux favorables aux services publics que leurs pratiques concrètes contredisent, souvent contre leur gré. Marie-Claude, conservatrice de musée à la retraite, vote à gauche ou au centre « depuis toujours », mais doit se faire soigner à cinquante kilomètres par des spécialistes pratiquant le dépassement d'honoraires. Roland, ancien professeur d'histoire qui vote socialiste, prend lui aussi sa voiture pour consulter loin de Privas. Yoann, cadre en activité, « fidèlement de gauche », a acheté une maison en Ardèche mais a conservé son appartement sur la côte méditerranéenne, notamment « pour y faire tous [ses] soins ». Pauline, intendante dans l'éducation nationale, électricienne assidue de M. Jean-Luc Mélenchon, soigne une maladie grave à deux cents kilomètres de l'Ardèche chez des spécialistes absents de son département, en profitant que sa fille l'héberge sur les lieux de son traitement. Ainsi, ceux qui en ont les moyens recourent à des stratégies de remplacement afin que les carences du système de soin local ne les pénalisent pas.

Téléconsultations en pharmacie

SEn remettre à l'armée ? Attablées dans un restaurant, ces deux amies n'y songent pas. Françoise était psychologue ; elle vient de partir à la retraite, « dégoûtée par l'agence régionale de santé, qui a massacré la prise en charge des malades mentaux ». Voilà longtemps que Françoise n'a plus de médecin traitant à Privas. « Donc j'en ai trouvé un à Valence, à quarante kilomètres. Et je vais voir des spécialistes à Montélimar, à trente-cinq kilomètres. Je me déplace avec ma voiture, l'Ardèche n'a pas de gare... Il y a peu, j'ai dû subir une grosse opération. Je suis allée en clinique plusieurs semaines, dans une grande ville. On a beau avoir des principes... Vous savez, j'ai travaillé dans le public toute ma vie, je vote toujours à

gauche... Mais quand on n'a pas le choix, on va dans le privé.

– Moi le privé, j'aimerais bien, mais je n'ai pas les moyens !, rigole Natacha devant sa salade de tomates. Je suis assistante maternelle, j'ai un petit salaire... Impossible de me faire soigner loin d'ici, il faut payer l'essence, la voiture... Donc je n'ai pas de médecin, et je serre les fesses pour ne pas tomber malade. Les politiques me dégoûtent tous. »

En l'absence de l'armée plébiscitée par M. Brun, une guerre de positions est menée en Ardèche – à ceci près qu'il s'agit de positions sociales. Si une simple table de bistrot sépare Françoise et Natacha, un gouffre les sépare dans la gestion de leur santé. Et Natacha n'est pas un cas

Quatorze mille morts prématurées

NOUS avons sollicité M. Hervé Saulignac, le député socialiste local, qui n'a pas souhaité nous répondre. M. Saulignac a pourtant récemment fait partie d'un groupe transpartisan de parlementaires qui a porté une proposition de loi soutenant la régulation de l'installation des médecins libéraux, dans l'optique d'atténuer la désertification médicale (4). Cette proposition n'a pas abouti. Contactés également, les responsables locaux du Rassemblement national, des Républicains et de La France insoumise ainsi que les conseillers municipaux de l'Assemblée citoyenne de Privas ne nous ont pas répondu non plus. Seule M^{me} Souhila Boudali-Khedim, élue socialiste d'opposition à la municipalité et conseillère régionale, nous a expliqué d'une part « avoir alerté depuis longtemps sur le sujet », comme la lecture de ses communications l'atteste, et d'autre part « bénéficière elle-même d'un médecin traitant ». Ce dernier point explique peut-être le mutisme auquel nous avons été confronté : il peut s'avérer périlleux pour les élus locaux d'un désert médical d'expliquer qu'ils se font soigner sans trop de difficultés, éventuellement hors d'Ardèche... Même l'Assemblée citoyenne, qui revendique « porter les préoccupations des Privadoises et Privadois », ne signale pas ce fait social majeur dans son bilan de mi-mandat récemment publié. Mais il est vrai que pas plus Albert que Natacha, Carole, Magali ou Marie ne peuplent les rangs de cette organisation. Dès lors, les priorités politiques qu'elle se fixe épousent sa sociologie – mise en place de vélos électriques, transition énergétique, réduction de l'éclairage public, soutien aux activités culturelles...

moins en moins de moyens... La boucle est bouclée. » Effectivement. Mais le terme de « désert », qu'on oppose à des zones densément peuplées de médecins, masque que les inégalités spatiales sont couplées à des inégalités sociales, et que les unes multiplient les autres : sur un même territoire, en fonction de ses revenus, on n'est pas déserté de la même façon...

Le résultat de ces décennies d'abandon politique et social a très récemment été mis en évidence : on compte quatorze mille décès par an en plus dans les zones rurales que le chiffre auquel on arriverait si l'espérance de vie y était identique à celle des villes. Ce sont quatorze mille morts prématurées. En l'espace de trente ans, l'espérance de vie des ruraux a chuté pour être désormais inférieure de deux ans à celle des urbains (5). Les auteurs de cette recherche scientifique rigoureuse, qui va jusqu'à chiffrer les décès prématurés par bassin d'habitation, n'ont pas encore effectué d'analyse sociale des populations concernées par cette chute d'espérance de vie. On peut néanmoins se faire une idée grâce à une autre étude, publiée par le ministère de la santé (6). En France, les personnes pauvres renoncent trois fois plus aux soins que les autres ; dans un désert médical comme l'Ardèche, huit fois...

(1) Les personnes identifiées par leurs prénoms ont réclamé l'anonymat.

(2) Mylène Coste, « Les députés à l'offensive sur les déserts médicaux », L'Avenir agricole de l'Ardèche, 5 avril 2023, www.avenir-agricole-ardeche.fr

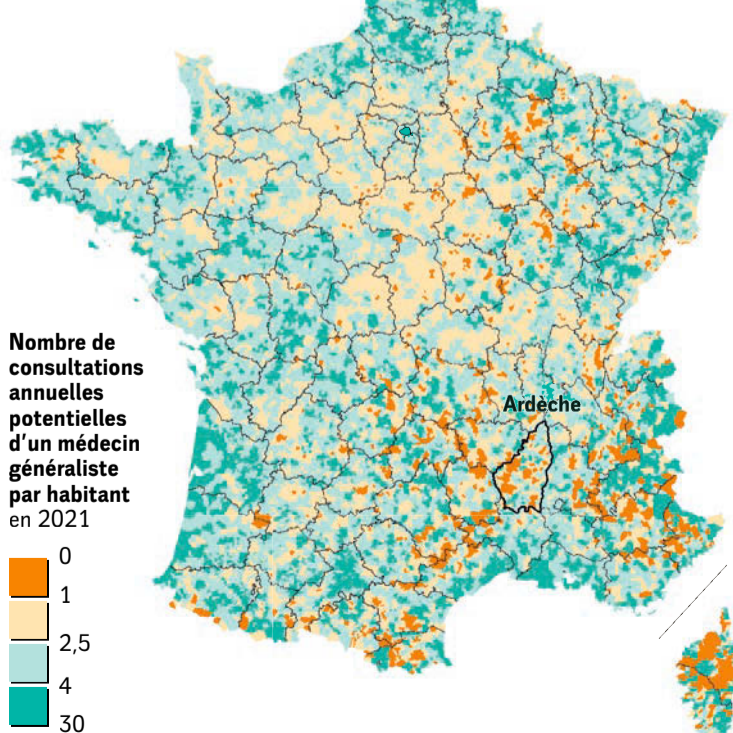
(3) Pierre-Jean Pluvy, « Service des urgences à l'hôpital d'Aubenas : le député Brun en appelle à l'armée », France Bleu Drôme Ardèche, 12 mai 2023, www.francebleu.fr

(4) « Déserts médicaux : l'Assemblée nationale rejette la régulation de l'installation des médecins défendue par un groupe transpartisan de députés », 14 juin 2023, www.lemonde.fr

(5) Association des maires ruraux de France, « Études sur la santé en milieu rural », avril 2023. Cf. aussi Emmanuel Vignerot, « Inégalités de santé, inégalités de soin dans les territoires français », Les Tribunes de la santé, n° 38, Puteaux, 2013.

(6) Aude Lapinte et Blandine Legendre, « Renoncement aux soins : la faible densité médicale est un facteur aggravant pour les personnes pauvres », direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), Études et résultats, n° 1200, Paris, 28 juillet 2021.

Inégalités d'accès aux soins



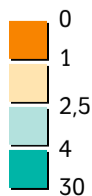
Nombre de consultations annuelles potentielles d'un médecin généraliste par habitant en 2021

	Part de la population	Part des communes
Entre 0 et 2,5	13,3 %	32,8 %
Entre 2,5 et 4	43,7 %	46,7 %
Plus de 4	42,9 %	20,3 %

L'expression « désert médical » est souvent employée de manière approximative. Il existe pourtant depuis 2012 un indicateur statistique d'« accessibilité potentielle localisée » (APL) qui mesure le volume de consultations possibles par an et par habitant d'une localité donnée. Le seuil défini comme « acceptable » par le ministère de la santé est de 2,5 consultations. En deçà seulement, une commune est qualifiée de désert médical.

En 2021, on comptait en moyenne 3 consultations possibles chez un médecin généraliste par an et par habitant. Un tiers des communes françaises sont des déserts médicaux, elles abritent 13 % de la population. En Ardèche, ce sont 52 % des communes et 23 % de la population qui sont concernées.

Nombre de consultations annuelles potentielles d'un médecin généraliste par habitant en 2021



Source : ministère des solidarités et de la santé, direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees).

SUZY GAIDOZ ET CÉCILE MARIN

EN FRANCE COMME AU ROYAUME-UNI IL Y A DOUZE ANS

Banlieues, sermonner et punir

Des condamnations dans 95 % des affaires, de la prison ferme dans 60 % des cas, une peine moyenne supérieure à huit mois. Le 19 juillet dernier, le ministre de la justice a dressé un premier bilan de la réponse pénale aux nuits de violence du début de l'été, alors que six cents personnes étaient déjà incarcérées. Que deviendront-elles? La répression des émeutes de 2011 au Royaume-Uni en donne une idée.

PAR TRISTAN DE BOURBON-PARME *

L'AVOCAT se lance : « Il est étudiant en ingénierie, ses examens ont lieu dans dix jours. Il n'a jamais été condamné, il est prêt à porter un bracelet électronique, à subir n'importe quelle condition tant qu'il pourra se rendre à ses examens. » Un de ses collègues prend le relais quand la cour appelle l'affaire suivante : « Avec ses amis, mon client a voulu aller voir ce qu'il était advenu du magasin, il a voulu enquêter, comme les journalistes. » Dans le box réservé à la presse, on se gausse. « Il a honte. Il veut réparer le mal qui a été fait par des travaux d'aide à la communauté. Il travaille dans un grand magasin, il est en deuxième année à l'université, il veut poursuivre. » Mais le juge écarte ces demandes. Maintiens en détention préventive. L'un des deux hommes baisse la tête, le regard vide. Sa mère se passe les mains sur le visage pour ne pas pleurer. « Ils veulent faire des exemples, s'insurge le père de l'autre, ils chargent tout le monde très durement. »

« Il s'agit de cupidité et de criminalité »

ROYAUME-UNI 2011, France 2023 : les similitudes ne manquent pas. Quand le président français a dénoncé le 30 juin dernier l'« instrumentalisation de la mort d'un adolescent (...) pour essayer de créer le désordre et attaquer nos institutions » et appelé les parents à la « responsabilité », quand le ministre de l'intérieur Gérard Darmanin a indiqué le 3 juillet qu'« il faut être ferme avec les voyous et ne pas voir d'excuse sociale là où il n'y en a pas », leurs mots faisaient écho à ceux prononcés douze ans auparavant par le premier ministre britannique de l'époque. Le 15 août 2011, le conservateur David Cameron avait déploré un « effondrement moral » qui aurait engendré « l'irresponsabilité, l'égoïsme, l'inconséquence, des enfants sans père, des écoles sans discipline, des récompenses sans effort, le crime sans punition, des droits sans responsabilités, des communautés sans contrôle ».

Début octobre, la ministre de l'intérieur et future première ministre, M^{me} Theresa May, avait enfoncé le clou : « Les troubles de cet été n'étaient pas liés à la pauvreté ou à la politique. Il s'agissait de cupidité et de criminalité, alimentées par une culture de l'irresponsabilité et de l'assistanat. » Pour y mettre fin, le vice-premier ministre, le libéral-démocrate Nicholas Clegg, aujourd'hui super lobbyiste de la société mère de Facebook, avait proposé que les

* Journaliste, auteur de *Boris Johnson. Un Européen contrarié*, Les Pérégrines, Paris, 2021.

On pourrait croire la scène vécue dans un tribunal français. Une comparution d'émeutiers, au début de cet été. Or c'était au Royaume-Uni, il y a plus de dix ans, en 2011 exactement : lors des procès organisés en urgence du fait – selon l'expression du gouvernement – de « troubles à l'ordre public ». Le 4 août, Mark Duggan, 29 ans, est tué par un policier d'une balle dans la poitrine après l'interception du taxi dans lequel il circule à Tottenham, dans le nord de Londres. Les autorités le surveillaient. Il aurait détenu une arme au moment de sa mort. Des proches défilent le surlendemain jusqu'au principal commissariat du quartier. En début de soirée, des policiers matraquent une fille de 16 ans qui aurait lancé un caillou. La situation dégénère. Deux voitures de police brûlent avant la propagation des violences au quartier puis, les jours suivants, aux périphéries de la capitale et des grandes villes anglaises, Birmingham, Liverpool, Manchester...

condamnés réalisent leurs travaux communautaires en combinaison orange, sans doute pour qu'on les considère à jamais comme des pestiférés au sein même de leur propre quartier. Une sur-enchère dans l'humiliation à laquelle renvoie l'initiative prise récemment au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis). « Ces gamins-là n'ont pas de cerveaux, ils paieront, les familles devront payer », avait affirmé dans un premier temps le maire de la commune, avant de faire apposer partout dans la ville un bandeau jaune sur les affiches de promotion de la plage éphémère de Beach Mesnil : « Annulé – Les économies réalisées permettront de réparer les dégâts commis par les émeutiers ».

« C'est injuste, ce ne sont pas ceux qui emmènent leurs enfants au parc qui ont tout cramé, tout le monde paie pour quelques coupables », ont réagi des habitants, autant en colère contre le maire que contre les émeutiers (1). Dans la durée, ces affrontements entre jeunes et forces de l'ordre, et les discours qu'ils inspirent, contribuent à modifier le regard porté sur les classes populaires, y compris en leur propre sein. BritainThinks publie depuis de nombreuses années des études sur l'identification aux classes sociales au Royaume-Uni. En 2011, M^{me} Deborah Mattinson, chargée des investigations au sein de ce cabinet de conseil, constatait déjà : « Je pose la même question, concernant l'identité sociale, depuis la fin des années 1980. Or, depuis peu, la case "classes

populaires" semble représenter une insulte (2). » Et, en l'espace de dix ans, la tendance s'est sensiblement accentuée. Selon la livraison 2021 de l'enquête, 54 % des personnes interrogées se percevaient elles-mêmes comme appartenant aux classes populaires (*working class*), soit huit points de moins qu'en 2011.

Des pauvres contre d'autres pauvres : les commentaires des autorités ou des experts sur les embrasements des quartiers déshérités encouragent cette lecture. « La réponse politique habituelle aux émeutes est de chercher à identifier les personnes impliquées comme étant en quelque sorte "autres", expliquaient des chercheurs en 2018. Les rassemblements séditieux sont présentés comme des foules irrationnelles ou simplement comme des groupes n'ayant rien d'autre que des intentions criminelles (3). » En France, le renvoi des émeutiers dans l'inquiétante étrangeté à bien sûr procédé de la dénonciation de leurs origines. En juillet

peines de prison. Le député travailliste Gerald Kaufman avait ainsi simplement dû rembourser le téléviseur Bang & Olufsen qu'il avait acquis aux frais du contribuable (8 750 livres sterling, environ 10 000 euros). En 2011, M. Nicolas Robinson, un homme de 23 ans sans casier judiciaire, aura, lui, passé six mois en prison pour avoir ramassé par terre une bouteille d'eau minérale d'une valeur de 3,50 livres quelques heures après le pillage d'un magasin.

The Guardian et la London School of Economics ont, de leur côté, réalisé une étude fondée sur 270 entretiens avec des émeutiers (6). Le rapport publié en décembre 2011 mettait en évidence la « colère largement répandue vis-à-vis de la police et la frustration causée par le comportement quotidien des agents de police à leur égard ». 73 % des personnes interrogées avaient été fouillées au cours des douze mois précédents. Seulement 7 % d'entre elles estimaient que la police fait un « bon » ou un « très

auraient justifié des perquisitions à l'aube aux domiciles familiaux. Une stratégie de la peur, dans la continuité des réquisitions et des peines d'ores et déjà infligées au terme de comparutions immédiates particulièrement humiliantes pour les prévenus. « Vous pensez que vos parents sont fiers de vous ? Peut-être qu'ils ont honte ? », leur ont demandé les juges du tribunal de Bobigny, « on est quand même dans une société où on peut tout se faire livrer, pourquoi vous êtes allés manger un grec dehors en période de violences urbaines ? », « votre faiblesse intellectuelle rend nécessaire une peine ferme », etc. À Lyon, de la prison ferme, jusqu'à quatre mois, a été infligée à quatre jeunes de 18 à 19 ans pour le vol de bonbons, de jus de fruits et de céréales. À Nanterre, Ilyes, 20 ans, a écopé de douze mois d'emprisonnement assorti d'un sursis probatoire pour avoir proféré, lors d'un live TikTok, à propos des forces de l'ordre : « On va les éteindre, les manger comme du mafé, les boire comme du bissap » (9).

Au Royaume-Uni aussi, une justice expéditive a prononcé des peines d'une sévérité qu'elle voulait exemplaire. « Le Service des poursuites de la Couronne – dirigé à l'époque par l'actuel chef du Parti travailliste, M. Keir Starmer – a immédiatement assoupli le seuil utilisé pour déterminer s'il fallait ou non engager des poursuites, rappelle M. Matteo Tiratelli, maître de conférences en sociologie à l'University College de Londres. La recommandation selon laquelle les suspects âgés de moins de 18 ans ne devraient pas être jugés pour des délits mineurs a été suspendue. Des actes normalement considérés comme des vols ont été traités comme des cambriolages afin de garantir une peine d'emprisonnement maximale. » Les statistiques officielles le confirment : 86 % des condamnés pour cambriolage pendant les troubles ont été immédiatement incarcérés, contre 68 % des condamnés pour le même motif au cours de toute l'année 2010 ; 86 % des condamnés pour vol, contre 41 % en 2010. Au total, mille huit cents années de prison ont été attribuées par la justice pour une condamnation moyenne de dix-sept mois, résume Danny Dorling, géographe à l'université d'Oxford. Et, en février 2015, 1 593 des 3 914 personnes inculpées ou averties par la police métropolitaine de Londres (Met) à la suite des troubles d'août 2011 avaient à nouveau été condamnées (10) – confirmant le principe bien établi selon lequel la prison coproduit les délinquants. Ce taux de récidive aurait pu faire réfléchir les autorités françaises dans leur choix de la répression.



BERNARD AUBERTIN. – « Dessin de feu », 2010

let dernier, dans le sillage de MM. François-Xavier Bellamy (Les Républicains) ou Eric Zemmour (Reconquête), des médias comme BFM TV ou L'Opinion ont publié des listes ou des classements des prénoms les plus fréquents parmi les personnes interpellées : dans l'ordre, Mohammed, Yanis, Enzo, Maxime (4)...

Très vite, cependant, des divergences d'analyse ont affleuré au Royaume-Uni, y compris dans un titre conservateur comme le *Telegraph*. Dès le 12 août 2011, son éditorialiste Peter Osborne estimait que les émeutiers suivaient « tout simplement l'exemple montré par les figures plus âgées et respectées de la société ». Le journaliste accusait le « déclin terrifiant de l'élite gouvernante britannique, au sein de laquelle il est devenu acceptable de mentir et de tricher » (5). En 2009, de fait, le « scandale des notes de frais », qui avait mis au jour le détournement de l'argent public par les parlementaires, n'avait abouti qu'à trois condamnations à des

bon » travail, contre 56 % de la population britannique. La situation sociale se révélait également déterminante : 51 % des participants se considéraient comme intégrés à la société, contre 92 % des Britanniques. Et, alors que M. Cameron avait indiqué dans un discours le 11 août que les gangs étaient « au cœur de la violence » et avaient « coordonné les attaques contre la police et le pillage qui a suivi », les enquêtes de journalistes et des chercheurs montraient que les bandes avaient eu un rôle marginal.

Une autre analyse rédigée en octobre 2011 à l'intention du gouvernement par le National Centre for Social Research, un centre de réflexion indépendant, établissait que les participants avaient vu dans ces émeutes « quelque chose d'excitant à faire », la « possibilité d'obtenir des choses gratuites » et l'« occasion de prendre sa revanche sur la police » (7). Selon un rapport de mars 2012 du Panel sur les émeutes, les communautés et les victimes constituées par le gouvernement et l'opposition, « la grande majorité de ces jeunes n'étaient pas considérés comme présentant un risque de délinquance. Cela suggère que nombre d'entre eux ont pris de mauvaises décisions après s'être laissés entraîner (8) ». Pareille supposition pourrait être faite en France. Le 5 juillet dernier, devant la commission des lois du Sénat, M. Darmanin a indiqué que 60 % des personnes interpellées lors des nuits de violence n'avaient pas de casier judiciaire.

À la mi-juillet, l'avocate Elsa Marcel, membre du Collectif d'action judiciaire, redoutait une seconde phase d'interpellations en France, du même ordre, avec l'exploitation non pas seulement de la vidéosurveillance mais aussi des publications sur les réseaux sociaux. Elle rapporte qu'à Sarcelles ou à Saint-Denis de tels éléments réunis à charge contre de très jeunes gens

(1) Éloi Passot, « Le Blanc-Mesnil : les sanctions contre les émeutiers et leurs familles approuvées, l'annulation de "Beach Mesnil" critiquée », *Le Figaro*, Paris, 14 juillet 2023.

(2) *The Independent*, Londres, 20 mars 2011. Lire Owen Jones, « L'ordre moral britannique contre la "racaille" », *Le Monde diplomatique*, septembre 2011. BritainThinks a pris le nom de Thinkers Insight & Strategy en février 2023.

(3) Tim Newburn, Trevor Jones et Jarrett Blaustein, « Framing the 2011 England riots : Understanding the political and policy response », *The Howard Journal of Crime and Justice*, n° 57, Hoboken (New Jersey), septembre 2018.

(4) « Émeutes : les prénoms les plus fréquents parmi les individus interpellés », BFM TV, 7 juillet 2023, www.bfmtv.com ; Corinne Lhaïk, « Émeutes : la répartition chiffrée des prénoms des 2 300 interpellés en zone police », 12 juillet 2023, www.lopinion.fr

(5) Peter Osborne, « The moral decay of British society is as bad as the top as the bottom », *The Daily Telegraph*, Londres, 12 août 2011.

(6) « Reading the Riots : Investigating England's summer of disorder – full report », 14 décembre 2011, www.theguardian.com

(7) Gareth Morrell, Sara Scott, Di McNeish et Stephen Webster, « The August riots in England. Understanding the involvement of young people », National Centre for Social Research, octobre 2011, disponible sur le site de DMSS Research, www.dmsr.co.uk

(8) « After the riots. The final report of the Riots Communities and Victims Panel », 1^{er} mars 2012, disponible sur le site de la British Library, www.bl.uk

(9) Cf. Louisa Eshgham, « Récits. Les juges humilient et condamnent par centaines des jeunes interpellés pendant les révoltes », *Révolution permanente*, 5 juillet 2023, www.revolutionpermanente.fr ; Nathan Chaize, « Émeutes à Lyon : en comparation immédiate, une justice "d'exception", rendue sous pression », *Lyon Capitale*, 5 juillet 2023, www.lyoncapitale.fr ; Juliette Delage, « Un "appel à la haine" contre la police sur TikTok jugé à Nanterre : "J'étais bloqué, j'étais plus dans la réalité" », 5 juillet 2023, www.libération.fr

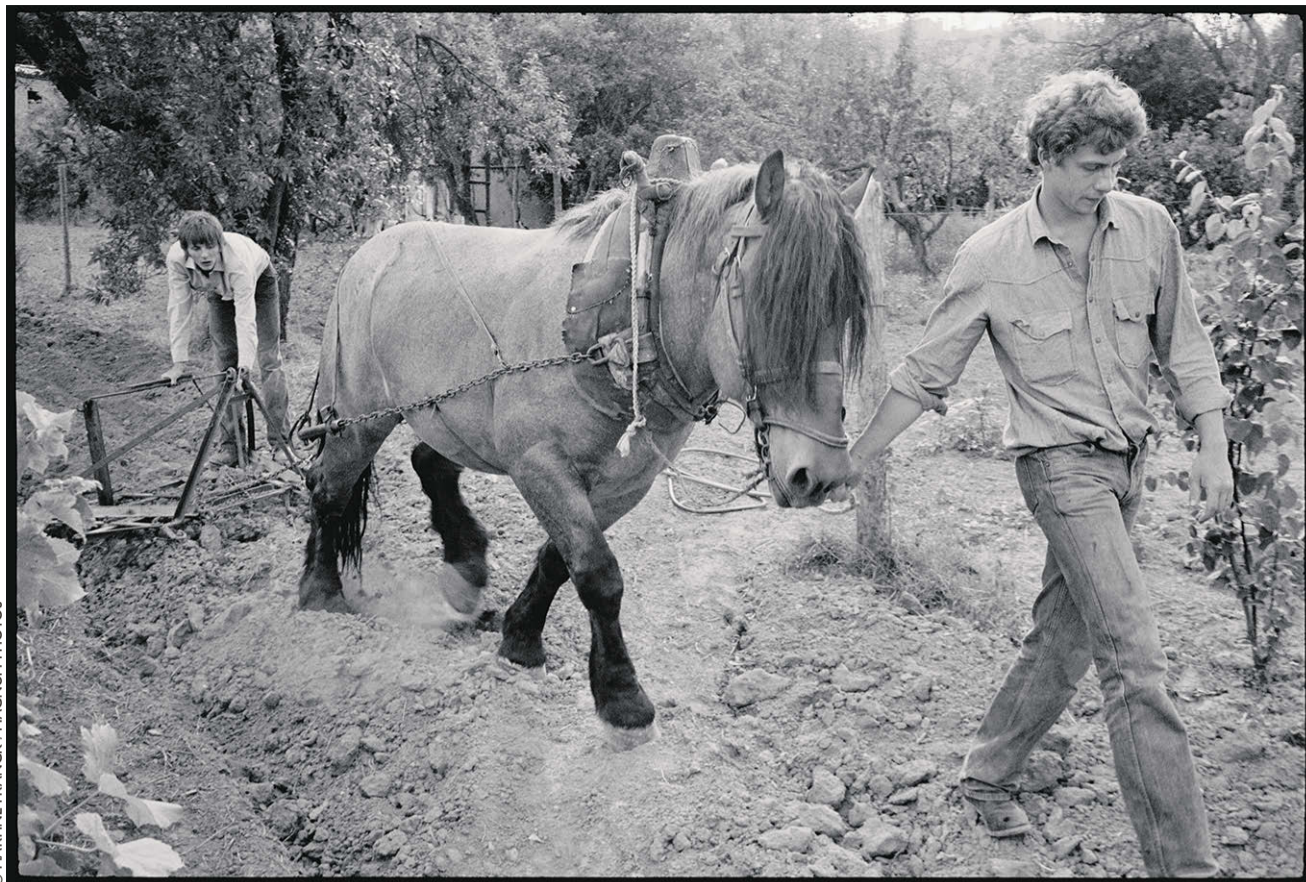
(10) Kate Ferguson, « London rioters have committed nearly 6,000 new crimes including murder and rape since 2011 violence », *The Daily Mirror*, Londres, 10 février 2015.

TOUT LE « DIPLO »
POUR 5 EUROS

- Édition imprimée
- Version numérique
- Archives depuis 1954
- Journal audio
- Atlas, manuels, ebooks

Offre valable jusqu'au 31 août
On s'abonne, on s'arrête et on réfléchit.

www.monde-diplomatique.fr/ete



© MARTINE FRANCK / MAGNUM PHOTOS

Toutes les photographies de cette double page sont tirées d'un reportage de Martine Franck dans la communauté de Longo Mai, coopérative agricole et artisanale autogérée, à Limans, Alpes-de-Haute-Provence, 1981



© MARTINE FRANCK / MAGNUM PHOTOS

(Suite de la première page.)

Amnistié en 1962, un temps professeur, Rémi rencontra à Vienne les jeunes antifascistes autrichiens de Spartakus. Ils cheminèrent ensemble jusqu'en Suisse et rejoignirent le groupe Hydra. À Bâle, la répression s'exerçait moins féroce qu'ailleurs. Des soupçons d'accointances avec la Fraction armée rouge allemande imposèrent néanmoins aux activistes pacifiques de plier bagage.

La moyenne montagne provençale était alors en déprise, la terre stérile et peu chère. Rémi y vit le bon endroit pour éprouver les aspirations à l'autogestion de ses jeunes compagnons. Les aspirations, aussi, à défaire des institutions comme le salariat, la famille ou l'école. L'insubordination populaire avait mis en suspens l'adhésion à l'ordre établi. Et, tandis qu'au début des années 1970 pointaient déjà les premiers signes d'une reprise en main, marquée par la normalisation du jeu politique et la récupération des mots d'ordre de la critique, à commencer par celui de l'autonomie, les pionniers d'un contre-exode utopique partaient dans les Cévennes, l'Ariège ou les Alpes-de-Haute-Provence. Ils comptaient faire la démonstration, après d'autres, qu'il était possible de vivre authentiquement libre. On dénombrait ainsi près de cinq cents communautés en 1972 : cinq mille personnes l'hiver et presque quarante mille l'été (4). Éloignées des centres urbains où s'accumule le capital, où l'existence est produite en série, ces campagnes, moins surveillées, devenaient le champ de tous les possibles. Ceux de Limans édictèrent une règle austère. Ils toléraient le vin, pas les psychotropes. Et se méfiaient des envolées théoriques. À Longo Mai, disait le slogan, on allait « défricher plutôt que parler » (5).

Moutarde, vin naturel et vêtements en laine de mouton

Tous gardent en mémoire le travail harassant et les conditions de vie très dures des premiers temps. Chevrier ou sourcier, ça ne s'improvise pas. « Ayant constaté quelques regrettables lacunes dans notre culture générale, tout particulièrement dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du commerce, de la petite industrie, du bâtiment, de la mécanique, de la médecine, de la comptabilité, de la jurisprudence, des eaux et forêts, et de la paléontologie, il nous est apparu soudain fort politique de devenir aimables avec les quelques centaines de milliers d'Européens moyens susceptibles d'en savoir, là-dessus, un peu plus que nous, et dont les bons conseils techniques et professionnels ne tomberaient pas dans des oreilles ingrates », lit-on dans le premier numéro de *Messages de Longo Mai* à l'automne 1974. L'aventure était mal emmanchée, mais la modestie de mise, le pragmatisme aussi. On alla chercher de l'argent là où il y en avait : en Suisse. Les campagnes de financement de ce qu'on présentait alors comme un projet de villages pionniers se succédèrent. Tant pis s'il fallait s'en remettre à l'ennemi de classe, l'utopie en valait la chandelle. Au triptyque polyculture-polyélevage-polyartisanat venait de s'ajouter la collecte de fonds auprès de prospères sympathisants.

Cet argent représente encore 50 % du budget de Longo Mai. Pour centraliser les dons, l'association Pro Longo Mai est créée en 1974 ;

elle dispose d'un fichier de dix mille bienfaiteurs. La manne, méthodiquement entretenue, a préservé la coopérative des impératifs de rentabilité et permis l'achat de nouveaux lieux où développer d'autres activités. Les « Longos » fabriquent des charpentes, mitonnent des confitures et des gourmandises salées en transformant leurs productions maraîchères. Ils boulangent leur pain, font leur propre fromage, se lancent dans la moutarde de qualité. Les vêtements qu'ils tissent avec la laine de leurs moutons s'arrachent sur Internet avant Noël, et leurs vins naturels trouvent une place de choix chez les cavistes branchés.

Aujourd'hui, Longo Mai est un réseau de dix coopératives situées dans le sud de la France, mais aussi le Mecklembourg allemand, le Jura suisse, la moyenne montagne autrichienne ou l'ouest de l'Ukraine. Les équipements des fermes ne manquent pas d'impressionner. Le joyau de la communauté ? La filature de laine du XIX^e siècle acquise par le réseau en 1976, à Chantemerle, dans le Briançonnais. Ce village se situe sur le domaine skiable de Serre Chevalier. Les résidences de tourisme, les parkings et les commerces saisonniers disputent l'espace aux maisons et aux ruelles du vieux bourg. Au pied des pistes, en contrebans du télésiège, coule la Guisane. Un canal dérive ses eaux sous un édifice. Là, du sous-sol au grenier, on lave de la laine, on la sèche, trie, carde, file, tisse, peigne. On coupe, on coud. Électrifiée tardivement, la chaîne de lavage date du début du XX^e siècle ; certains métiers remontent à bien avant. La grosse fileuse arbore une marque belge, et les bobineuses des années 1970 viennent d'Italie. Pour la turbine dernier cri qui alimente toute la filature en électricité, on s'en est remis à la qualité suisse. Chaque poste à sa particularité : au filage il faut du doigté, de la patience pour dompter la tricoteuse allemande au logiciel périmé. Dans la plus grande salle, le gigantesque aspirateur accolé à la cardeuse n'a pas fonctionné. Des nuages de laine, comme une écume, moutonnent sur le sol. Un incident sans gravité, comme il s'en produit souvent. Toute l'année, des équipes venues des coopératives se relaient à la filature, transformant près de quinze tonnes de laine en vêtements et en couvertures.

CINQUANTE ANS D'ESPOIR

Longo Mai, sur les sentiers de l'utopie

À Chantemerle comme ailleurs, l'histoire s'est écrite sans trop d'entorses à la règle d'origine. La propriété privée y est toujours abolie et une fondation suisse, le Fonds de terres européen, possède les moyens de production, foncier compris. Abolis aussi, le salariat et la division du travail. Autant que faire se peut, la polyvalence prévaut. Abolie, enfin, la délégation de pouvoir. On décide au consensus, après délibération. L'organisation du travail est fixée lors d'une réunion hebdomadaire à laquelle tous les membres participent, les anciens comme ceux de passage (avec entre les deux une hiérarchie, aussi informelle que marquée). On y passe en revue la constitution des équipes affectées au ménage ou à la préparation des repas, la répartition de la main-d'œuvre entre la construction d'une nouvelle maison et la plantation de pois (6). Deux fois par an, des délégués viennent de toutes les fermes et s'assemblent en « intercoop ». À cette occasion, chaque coopérative fait part de ses besoins aux autres et soumet ses projets. Une fois les propositions de la « commission budget » arbitrées, charge à Pro Longo Mai de ventiler les subsides.

Les Longos sont plus de deux cents à se répartir entre les dix coopératives. Ils vont, ils viennent d'un lieu à l'autre. Pour donner des

coups de main au gré des besoins des chantiers. À Limans, surtout, on bâtit. Il n'est plus honteux maintenant d'aspirer à un minimum de confort, d'avoir une chambre à soi. Dans l'un des trois hameaux de la communauté, « la Passerelle » est enfin achevée. Cette gigantesque construction en terre-paille jouxte les maisons collectives en pierre de taille. La charpente, les parquets, la terrasse en bois, l'escalier..., tout a été fabriqué dans les coopératives. Les communs se composent d'une grande cuisine, de salles de bains et d'une salle de yoga. Pour le reste, enfants, couples ou personnes seules, chacun dispose d'un peu d'intimité. Trois générations cohabitent désormais, mais les natifs se font rares parmi les jeunes adultes. Les quadragénaires d'aujourd'hui ont rejoint les coopératives après une première socialisation politique et à un âge plus avancé que leurs prédécesseurs. Baptisé le « futur ancien », leur groupe informel fait le lien entre les générations, unies dans une même détestation de la « prison techno-marchande ».

Une veine dont témoignent leurs publications. *L'Ire des chênaies*, *Nouvelles de Longo Mai* ou bien *Archipel*, autant de feuilles destinées aux « amis ». Les campagnes de presse contre les coopératives dans les années 1980, et les descentes de police qui s'étaient ensuivies, avaient convaincu les Longos de maîtriser leur communication. Quitte à devenir les chroniqueurs de leur histoire. Pour fêter leurs quarante ans d'existence, ils ont organisé à Bâle une exposition – archives, photos, objets et « portraits filmés » – proche de l'autocélébration. L'époque où Longo Mai était en butte à la calomnie, et devait engager des actions en justice pour se dédouaner de « dérives sectaires », semble révolue. La geste autogestionnaire associée au retour à la terre et aux savoirs vivriers semble même aujourd'hui fasciner un certain public.

(4) Bernard Lacroix, *L'Utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Presses universitaires de France, Paris, 1981.

(5) Slogan cité par Beatriz Graf, *Longo Mai, révolte et utopie après 68*, Thesis, Egg (Suisse), 2006.

(6) Lire Ingrid Carlander, « Les irréductibles de Longo Mai », *Le Monde diplomatique*, mars 1996.



© MARTINE FRANCK / MAGNUM PHOTOS



© MARTINE FRANCK / MAGNUM PHOTOS

Car les événements de ces trente-cinq dernières années ont donné crédit à ce type de projet politique. L'effondrement du communisme soviétique, l'échec de la social-démocratie, la litanie des alternances sans alternatives ont pu décourager de conquérir l'État. Ou même de s'en remettre à des organisations de masse. C'est le temps des collectifs. Le temps du Chiapas, d'abord, et de sa contre-société rurale : l'altermondialisme encourage à agir local, à penser global et, pour une frange de ses militants au moins, à changer le monde sans prendre le pouvoir. Car si l'ordre néolibéral reste dominant, la période de restauration ouverte au début des années 1980 montre au début du siècle ses premiers signes d'essoufflement. L'écrasement des travailleurs, la destruction du vivant ou la multiplication des catastrophes industrielles et des scandales sanitaires, de la chimie à l'agro-alimentaire, suscitent de sérieux doutes sur le sens du progrès humain (7). Certes, le malheur public demeure le sentiment le mieux partagé. Mais le moment semble revenu où le bonheur peut s'envisager autrement que comme une affaire privée.

Un terrain d'enquête pour doctorants en sociologie

On oppose de nouveau la coopération à la compétition, la subsistance aux mirages de la marchandise. Et, parfois en donnant Longo Mai en exemple, l'autonomie à la liberté des modernes (8). Lewis Mumford ou Ivan Illich, Jacques Ellul et Bernard Charbonneau : des penseurs retrouvent droit de cité. Face à la technocratie, on se persuade que la réappropriation des savoir-faire préindustriels et les efforts qu'elle requiert « ne manqueront pas d'apparaître plus séduisants que la misère marchande, la frénésie salariale et l'atomisation sociale technologiquement suréquipée (9) ». À Longo Mai comme dans d'autres lieux, l'utilisation de la traction animale, la réintroduction de semences anciennes, l'autoconstruction en terre-paille doivent se comprendre dans cette perspective émancipatrice. L'apprentissage de la mécanique, de la menuiserie, du filage ou du tissage aussi. Ce qui s'expérimente là attire cependant un public qui excède les seuls cercles militants. Les coopératives voient passer des étudiants en sciences sociales ou en agronomie, venus dans le cadre d'un « terrain ». Articles et émissions de radio ont aussi piqué la curiosité, toute versatile, d'un establishment urbain cultivé (10). Au grand dam des coopérateurs, qui voient débouler à leurs portes ces demi-sachants intrigués.

Les auditeurs de France Culture seraient bien avisés de s'annoncer avant de passer. Et de se brancher sur une radio qui connaît elle aussi une petite notoriété. Radio Zinzine, du nom de la colline depuis laquelle elle émet, a été fondée à Longo Mai en 1981, quelques mois après la légalisation des radios libres. Elle propose à ses auditeurs des émissions variées ainsi qu'un journal quotidien. Pendant une heure, on traite l'actualité sous l'angle Longo. En vision routier, M. Alex Robin mène son émission tambour battant. Au programme ce matin-là : revue de presse, reportage sur l'ouverture d'un magasin Biocoop dans la

commune voisine, micro-trottoir au marché de Forcalquier sur la réforme des retraites. Il appelle ensuite en direct une sociologue qui vient de publier un article dans *Alternatives économiques*. Quelques morceaux de musique tzigane, une plaisanterie et le tour est joué. On éteint les micros, le studio encombré du sol au plafond de vinyles et de CD retombe alors dans l'obscurité.

Par un chemin cahoteux qui descend à travers une chânaie, M. Robin regagne la salle commune de la coopérative. C'est l'heure du dîner. L'émission est déjà loin, il a d'autres projets en tête, de l'animation de l'antenne locale de la Ligue des droits de l'homme (LDH) à la poursuite de ses recherches sur les violences intercommunautaires pendant le génocide rwandais. Et ses tours de cuisine à prendre. Pour nourrir la centaine d'habitants, il a son secret : « *Je suis le roi de la tarte!* » Arrivé en 1974, à 16 ans, après avoir fugué, il fait partie de cette première génération qui a dû tout défricher et ferrailer contre les gens du coin. En 1985 sous l'étiquette du Parti socialiste unifié (PSU), puis en 1992 sous celle des Verts, il se présente aux élections cantonales. En témoignent encore quelques affiches écornées : « Pour changer de refrain, votez Alex Robin! »

Les Longos ont pris leurs distances avec les organisations de gauche à mesure qu'elles s'effondraient. Tout au plus ont-ils maintenu des liens empreints de vigilance avec la Confédération paysanne. Mais, parmi les anciens, la volonté d'investir la politique locale a perduré. En mars 2020, c'est un autre membre de la coopérative, M. Nicolas Furet, qui remporte les élections municipales de Limans. Un café a rouvert depuis peu sur la place du village. Une affiche propose aux habitants de souscrire collectivement à une mutuelle pour bénéficier de tarifs négociés. Quelques mètres plus loin se trouve le fournil du boulanger. Ses pains bio, concoctés avec les farines anciennes d'un meunier voisin, connaissent un succès certain. Contrairement à d'autres, l'école, coquette, n'est pas menacée de fermeture. D'ailleurs, depuis 1985, tous les enfants de Longo Mai y sont scolarisés.

Jusqu'à ce que la fatigue ait raison de la haute estime dans laquelle M. Furet tenait sa fonction, l'édile ne ménageait pas sa peine, et utilisait Radio Zinzine pour rendre compte à ses concitoyens des délibérations byzantines de la communauté de communes. Mais son mandat aura été de courte durée. Le 21 septembre 2022, par une lettre placardée sur les murs du village, il informe ses administrés de sa démission mais aussi de son souhait de quitter la coopérative. « *Les raisons de mon départ sont croisées, entre celle de mon incompatibilité chronique à cette fonction bien trop corsetée institutionnellement, et celle de ma fatigue, ma lassitude de continuer à vivre en collectif à Longo Mai où je suis installé depuis quarante-sept ans.* » Et de préciser : « *Que ce soit clair, ce n'est [pas...] la faute de Longo Mai qui ne m'a fait aucune mauvaise manière, mais bien celle de mon caractère peu compatible avec l'air du temps. La bête est trop vieille, on n'y peut rien changer.* »

D'ordinaire, les membres de Longo Mai hésitent à faire étalage des dysfonctionnements internes. Surtout que la question posée renvoie à un autre problème : la possibilité matérielle de mettre les voiles. On peut avoir passé sa vie à

se soustraire à l'accumulation, et en bénéficier par héritage. Mais tout le monde ne dispose pas du pécule nécessaire pour envisager une alternative à la vie collective. À moins de se soumettre à l'approbation des autres pour obtenir une « aide au départ ». « *Les portes sont ouvertes* », dit-on. Il faudra seulement que M. Furet et sa compagne attendent qu'une « intercoop » décide de la somme à leur allouer. Cela prendra peut-être un peu de temps d'autant que les raisons du divorce ont été exposées. « *Mon engagement de vie à Longo Mai est depuis une décennie toujours plus problématique pour moi. J'en partage toujours beaucoup d'aspirations sociales, philosophiques, politiques, mais je me sens de moins en moins en phase avec beaucoup de ses membres.* » Chaque génération refaçonne l'utopie à son image. Et si les jeunes prolongent l'œuvre de leurs aînés, ils regardent le passé sans nostalgie.

« Aujourd'hui, on dirait que c'est un "mascu" toxique »

« *Rémi? Si on devait le définir avec les critères d'aujourd'hui, on dirait que c'est un "mascu" toxique.* » Malgré l'iconoclasme, le bon mot fait rire la tablée. À l'entrée du parc naturel régional du Luberon, Longo Mai a acheté en 1996 une belle bâtisse entourée de vignes et de quelques oliviers. La Cabrery est la coopérative viticole du réseau. Seuls trente kilomètres la séparent de Limans, mais la déférence envers les mythes fondateurs y est nettement estompée. Après une journée à repiquer des oignons, sortir les chèvres



© MARTINE FRANCK / MAGNUM PHOTOS

ou préparer les commandes de vin à livrer, on partage quelques bières. En dévalant la pente d'une des collines de la propriété, on parvient à un étang qui fait la joie des habitants l'été. Ils sont une trentaine à vivre là à l'année, de jeunes adultes pour la plupart, parents d'enfants en bas âge pour certains, blancs, très majoritairement diplômés. Ici, on est « déconstruit ». Entre deux discussions sur l'acidité du vin et la prochaine mise en bouteille, on cause volontiers féminisme radical et pensée décoloniale. La suprématie blanche à l'œuvre dans la société ou l'absence de mixité à Longo Mai posent question. Pas sûr qu'avec les anciens toutes ces interrogations soient partagées.

pour fonctionner. Or, dans le même temps, on envisage de se passer des donations suisses. Une des pistes consisterait à créer une parqueterie dans la coopérative de Treynas en Ardèche, où une filière bois, de la sylviculture à la production de charpentes, existe déjà. Il y aurait aussi le développement des locations touristiques aux Magnans. Face à la montagne de Lure, Longo Mai possède ici un hameau entier, dont chacune des maisons a été rénovée et transformée en gîte rural. Le site Booking.com offre déjà la possibilité d'y réserver son séjour, « à quarante kilomètres du golf le plus proche, et moins d'une centaine de l'aéroport d'Avignon-Provence ». Depuis peu, les visiteurs peuvent aussi s'inscrire pour une semaine « jeune, yoga et détox », ou un stage d'« écologie intérieure ». La frugalité à portée d'un saut de puce en avion privé, le projet semble un peu dérailler. Mais Giono reste dans les cœurs, et dans les têtes : « *Qui saurait orienter son foyer en plein air et faire du feu? (...) Qui saurait tisser l'étoffe? (...) Qui saurait écorcher un chevreau? (...) Qui saurait vivre (12)?* » À Longo Mai, on sait.

ANNE JOURDAIN.

(7) Lire Benjamin Fernandez, « Au risque de la catastrophe industrielle », *Le Monde diplomatique*, juillet 2023.

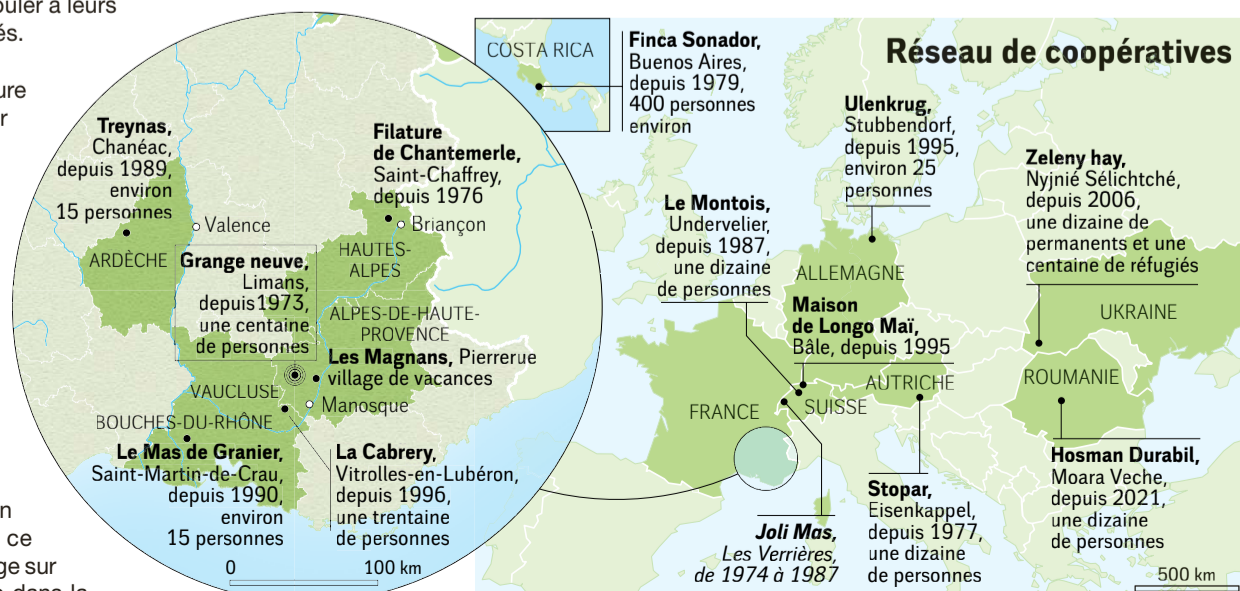
(8) Cf. Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantôme de délivrance*, La Lenteur, Saint-Michel-de-Vax, 2021.

(9) Bertrand Louart, *Réappropriation. Jalons pour sortir de l'impasse industrielle*, La Lenteur, 2022. Bertrand Louart vit à Longo Mai dans la coopérative de Limans, où il est, entre autres activités, menuisier.

(10) Par exemple, « Longo Mai, l'utopie dure longtemp », France Culture, 23 avril 2020, ou Jade Lindgaard, « La ferme des radicaux », Mediapart, 26 février 2015, www.mediapart.fr

(11) Lire Rachel Knaebel et Pierre Rimbart, « Allemagne de l'Est, histoire d'une annexion », *Le Monde diplomatique*, novembre 2019.

(12) Jean Giono, *Les Vraies Richesses*, Grasset, 1936.





LITTÉRATURES

BIOGRAPHIES

LE FILM D'UNE VIE. Entretiens avec Benjamin Stora. – Marc Ferro

Éditions de l'EHESJ, Paris, 2023, 146 pages, 9,80 euros.

Auteur de travaux majeurs sur la révolution russe et l'URSS, pionnier de l'utilisation du film dans la recherche, biographe rigoureux de Philippe Pétain, animateur pendant douze ans de l'émission de télévision « Histoire parallèle », observateur et analyste des sociétés coloniales, critique des historiographies nationales : Marc Ferro (1924-2021) ne bridait pas sa curiosité. Prolifique et inclassable, il était un adepte des questionnements originaux, un fin pédagogue et un grand défaiseur de mythes. S'il occupa au cours de sa vie quelques positions enviées (à la tête des *Annales*, ou à l'École des hautes études en sciences sociales [EHESJ]), il n'est pas certain qu'il ait aujourd'hui, au panthéon des historiens, la place qu'il mérite.

Deux ans après sa disparition, la publication de ces entretiens – menés par son confrère Benjamin Stora, et diffusés en 2006 sur France Culture – vient rappeler les grandes lignes de son parcours personnel, en s'arrêtant sur quelques expériences fondatrices (le maquis du Vercors, l'Algérie des années 1950) et sur plusieurs facettes d'une œuvre riche, protéiforme et souvent réfractaire aux vérités officielles.

ANTONY BURLAUD

CITOYEN DU MONDE. Mémoires. – Amartya Sen

Odile Jacob, Paris, 2022, 480 pages, 26,90 euros.

Dans cette autobiographie, l'économiste, né en 1933, « Prix Nobel d'économie » 1998, relate son parcours d'Indien bengali, diplômé de Cambridge en Angleterre puis enseignant au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Ce cosmopolitisme l'a amené à concevoir une « civilisation mondiale » qui se déclinerait en plusieurs variations, par opposition à « choc des civilisations » de l'Américain Samuel Huntington. Témoin des violences entre hindous et musulmans en 1947, il est favorable à un Bangladesh laïque et démocratique.

En 1951, à Calcutta, il étudie les causes de la famine qui a frappé le Bengale en 1943. Il s'oriente alors vers l'économie sociale et cherche à mesurer le bien-être collectif des individus qui composent une société. Sen a joué un rôle important aux Nations unies en imaginant l'indice de développement humain (IDH), instrument de mesure du niveau de développement d'un pays qui prend en compte des facteurs multiples : éducation, santé, droits des enfants et des femmes. Il suscite l'idée d'un « Rapport sur le développement humain », publié chaque année depuis 1990 par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

CHLOË MAUREL

DAG HAMMARSKJÖLD. Une vie au service du monde. – Henrik Berggren

Éditions du Félin, Paris, 2022, 224 pages, 22 euros.

Celui qui a obtenu à titre posthume le prix Nobel de la paix en 1961 était un homme discret et reste mal connu. La biographie que lui consacre Henrik Berggren, journaliste et historien suédois, est donc bienvenue : issu d'une grande lignée suédoise, fils de premier ministre, étudiant spiritueliste, Dag Hammarskjöld souscrit à l'éthique du « respect de la vie », développée par le médecin français Albert Schweitzer. À peine nommé secrétaire général des Nations unies, « Monsieur H. » fait face à une campagne d'appels à la démission de la part de Nikita Khrouchchev, à laquelle il résiste vaillamment. Pour qualifier son style, on a employé l'expression de « diplomatie tranquille ». Réélu en 1957, il sillonne la planète, d'un point chaud à l'autre, afin d'éteindre les braises des conflits qui la minent. Le mystère continue d'entourer les circonstances de sa mort. Les enquêtes sur l'accident d'avion dans lequel il périt en septembre 1961 en Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) alors qu'il tentait de résoudre la crise congolaise n'ont pas encore permis d'en déterminer avec certitude les causes.

C. M.

BOUBAKER ADJALI, L'AFRICAIN. Un regard tricontinental. – Collectif

Otium, Ivry-sur-Seine, 2023, 280 pages, 49 euros.

Né en 1939 en Algérie et mort à New York en 2007, le révolutionnaire anticolonialiste Boubaker Adjali a mis, sa vie, durant sa caméra au service de la cause indépendantiste. Exfiltré en Tchécoslovaquie à la suite d'une action commando ratée contre un commissariat de police à Paris en 1958, il y intègre l'académie du film de Prague, où le jeune Milan Kundera donne alors des cours de littérature mondiale. Il retrouve en 1962 une Algérie indépendante et forme « les futurs commissaires politiques aux méthodes audiovisuelles », participant à la « guerre des images » pour contrer la machine médiatique française.

Son séjour prend fin peu de temps après le coup d'État du colonel Houari Boumédiène, en 1965. S'ensuit de nouveau l'exil, à New York cette fois, où il devient le correspondant du bimensuel *AfricaAsia*. Il poursuivra pendant près de quarante ans ses reportages photographiques aux côtés des peuples qui luttent pour leur souveraineté et participera aux réunions du mouvement des non-alignés à New York. L'ouvrage contient 162 photos, pour la plupart inédites, d'une personnalité qui méritait de sortir de l'oubli.

SONIA COMBE

PROCHE-ORIENT

LE GRAND SATAN, LE SHAH ET L'IMAM. Les relations Iran/États-Unis jusqu'à la révolution de 1979. – Yann Richard

CNRS Éditions, Paris, 2022, 456 pages, 26 euros.

Yann Richard, spécialiste de l'Iran contemporain, clôt une enquête « commencée il y a quarante ans pour comprendre la révolution de 1979 » dont il avait été « un témoin direct et un participant », défiant dans les « grands courants révolutionnaires à Téhéran ». Il analyse, en croisant des sources américaines et iraniennes, la « mésalliance irano-américaine » de l'implication des États-Unis dans le coup d'État du chah de 1953, consécutive à la nationalisation du pétrole, jusqu'à l'assaut contre leur ambassade à Téhéran le 4 novembre 1979. En « grande partie improvisée », la « prise en otage des diplomates américains (...) a été l'acte fondateur de la nouvelle indépendance de l'Iran », tant les Américains avaient poussé loin la « confusion des intérêts iraniens et des leurs ». Enfermés dans leur soutien indéfectible au chah, les États-Unis ont nourri, à leur encontre, un anti-impérialisme repris par le clergé chiite, dont ils ont sous-estimé l'influence politique.

NICOLAS APPELT

ASIE

OKINAWA, UNE ÎLE AU CŒUR DE LA GÉOPOLITIQUE ASIATIQUE. – Émilie Guyonnet

Géorama, Porspoder, 2023, 123 pages, 12,90 euros.

L'archipel d'Okinawa, six fois plus petit que la Corse, royaume indépendant avant son annexion par le Japon en 1879, accueillie aujourd'hui le plus grand complexe militaire américain à l'étranger : 23 000 militaires et 21 000 membres de leurs familles cohabitent avec une population insulaire de 1,3 million d'habitants. Une activité économique s'est développée grâce à – et autour de – ces bases, construites dans les années 1950 et 1960, peu après la sanglante bataille d'Okinawa (avril-juin 1945). Toutefois, les déménagements de la base de Futenma (réalisés ou annoncés), qui conduisent à une restitution des terres, ont conforté les habitants dans l'idée qu'un développement sans l'armée américaine était possible. Enseignant, agriculteur, militante féministe, etc. : de longs et sensibles témoignages d'acteurs représentatifs de la société permettent de comprendre pourquoi la présence militaire américaine suscite, encore aujourd'hui, un mélange contradictoire de rejet et de sympathie. Cartes, chronologie, analyse des enjeux stratégiques régionaux et bibliographie détaillée viennent parfaire la richesse de l'ouvrage.

JORDAN POUILLE

CIELS AU-DELÀ DU CIEL. La Chine et les Chinois : croiser nos regards. – Norbert Rouland

Pacifica, Paris, 2022, 418 pages, 24,70 euros.

Il y a la Chine et puis il y a les Chinois, dans toute leur diversité, ethnique, géographique, culturelle, sociétale. Des Chinois que Norbert Rouland, spécialiste d'anthropologie juridique, invite à mieux connaître grâce à un immense tour d'horizon visant à lever œillères et préjugés. Crédit social, droits humains, justice, mais aussi transformation des campagnes, réalités des migrants et des « urbains », plongée dans la littérature, dans le cinéma : toute une société est passée à la loupe. Si l'ensemble est extrêmement documenté, on regrettera éventuellement une certaine retenue sur quelques thèmes sensibles du moment. Mais l'auteur cherche surtout à permettre au lecteur de prendre de la hauteur et travaille à « croiser les regards », tel un anthropologue de la vie quotidienne. Un ouvrage singulier qui a le mérite de proposer une vision décentrée appelant au dialogue.

GENEVIÈVE CLASTRES

EUROPE

PENSÉE ET CULTURE STRATÉGIQUES RUSSES. – Dimitri Minic

Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2023, 632 pages, 29 euros.

Travail fastidieux mais utile, Dimitri Minic a dépouillé les revues de stratégie militaire russes depuis le début des années 1990. L'analyse qu'il en tire éclaire la guerre en Ukraine. Tout commence par l'effondrement de l'URSS, que certains généraux attribuent au travail de sape américain. La guerre se mêlerait désormais au temps de paix ; l'ennemi use de moyens non militaires (pressions économiques, campagnes d'information, cooptation de l'opposition ou de groupes armés) pour arriver à des résultats aussi dévastateurs que les bombes, comme la destruction de l'État de l'adversaire. Les « révolutions colorées » et le « printemps arabe » confortent le jugement des stratèges russes. Ils forgent une théorie du contournement de la lutte armée directe, appliquée en Crimée et dans le Donbass en 2014. Mais chaque coup de force éloigne davantage Kiev de la Russie, appelant des actions toujours plus volontaristes... jusqu'à l'« opération militaire spéciale » de février 2022. Conclusion : les guerres hybrides, aussi, finissent mal.

H. R.

GENÈSE D'UN AUTORITARISME NUMÉRIQUE. Répression et résistance sur Internet en Russie, 2012-2022. – Sous la direction de Françoise Dauce, Benjamin Loveluck et Francesca Musiani

Presse des Mines, Paris, 2023, 218 pages, 29 euros.

Au tournant du millénaire, Internet cristallisait les espoirs d'une utopie démocratique et horizontale dans la Russie postsoviétique. Aujourd'hui, cet espace virtuel a été domestié par un État autoritaire qui mobilise une panoplie d'armes juridiques et techniques. C'est ce qu'explore cet ouvrage collectif à travers huit contributions. Une approche interdisciplinaire permet de comprendre, notamment, la faiblesse du mouvement contre la guerre en Ukraine. Le système de filtrage des données, outil centralisé de cyber-surveillance introduit au cœur des infrastructures numériques, permet de marginaliser voire d'ostraciser les voix pour la paix. Cependant, des poches de résistance collective subsistent. Spécialistes en technologies numériques comme hackers parviennent à se dégager des marges de manœuvre en jouant des confrontations entre les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et le pouvoir russe.

YOUNESS MACHICHI BOUHLALI

ÉCOLOGIE

UN AUTRE VIN. Comment penser la vigne face à la crise écologique. – Valentin Morel

Flammarion, Paris, 2023, 288 pages, 21 euros.

En 2014, Valentin Morel quitte la fonction publique pour revenir au vignoble familial dans le Jura et y produire des vins naturels, c'est-à-dire dont les raisins, cultivés avec le minimum de soutien chimique, sont l'unique ingrédient. Le travail manuel dans les vignes devient une nécessité structurelle. Le métier est difficile, soumis aux aléas météorologiques et environnementaux : gel, grêle, attaques d'insectes, maladies. Constatant que ces risques sont souvent liés au réchauffement climatique, il entreprend de penser l'avenir de son activité. Il remet d'abord en question les contraintes et habitudes propres à la profession, puis explore diverses solutions pour imaginer la vigne du futur. Il s'intéresse particulièrement aux cépages hybrides, rejetés par le label appellation d'origine contrôlée (AOC), bien que plus résistants que les autres, moins exigeants et largement cultivés au-delà de nos frontières. Cette réflexion sur l'évolution possible de ce métier, et les préoccupations environnementales, sanitaires, économiques et sociales qu'il implique, rappelle que cultiver est aussi un engagement intellectuel et politique.

PATRICK PUECH-WILHEM

En touriste à Auschwitz

Nein Nein Nein ! La dépression, les tourments de l'âme et la Shoah en autocar de Jerry Stahl

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Morgane SAYSANA, Rivages, Paris, 2023, 352 pages, 22 euros.

« LES petits soucis de Blanc (d'ordre financier, nuptial, psycho-émotionnel et physique) ternissent ma vie de pacha. » Pour Jerry, le narrateur, c'est le constat d'une vie, bien proche de celle de Jerry, l'auteur (1) : bientôt septuagénaire, très déprimé, trois mariages ratés et les enfants qui vont avec, une consommation excessive de denrées et substances à fort potentiel pathogène et les maladies qui vont avec. Vaguement scénariste à vague succès. Et Juif. Affligé d'un post-traumatisme indirect, relié à l'Histoire avec une grande hache. Alors, quand il repère, sur le Web, une scène croustillante montrant un groupe en train de se livrer à « une partie de chat, à poil, dans un camp de la mort », c'est comme un déclic. Il éprouve le désir irrésistible d'accomplir un « pèlerinage ». Ce n'est pas bien difficile, pour peu qu'on taffe Auschwitz, Buchenwald et Dachau dans un moteur de recherche, les offres alléchantes abondent. Des visites minutieusement balisées – all inclusive, tout compris – avec guide professionnel, chauffeurs de car dévoués et frissons garantis.

C'est ce que propose la compagnie Globule. Voilà Jerry parti en excursion pour deux semaines, avec une dizaine d'autres touristes, chacun venu « glisser dans ses bagages ses propres chagrins ». Il y a là Pam et Trudy, les meilleures amies du monde, Bob la Bulldozer, ancien rugbyman, Tad et Madge, couple cent pour cent texan, Douglas et Tito. Surtout, comme un vieux double du narrateur, il y a un Schlomo, qui a connu l'endroit autrefois, mais pas en touriste. Et qui n'en finit pas de psalmodier la mémoire collective. Car si chacun a ses propres raisons d'effectuer le voyage, chacun a également son propre sentiment face à ce « Shoah Show » permanent, agrémenté de formules faussement compatissantes, de gorgorhées complaisantes et de buvettes plus ou moins accueillantes – le snack d'Auschwitz est médiocre, alors qu'il pourrait proposer « le Primo Levi pain de seigle et pastrami », celui de Buchenwald est « meilleur mais nous sommes en Allemagne ! », et à Dachau, le restaurant est bien trop ropoliné. Les compléments historico-culturels ne font pas défaut, visites et commentaires : le ghetto de Varsovie avec en guise de souvenir le « Juif porte-bonheur », une statuette tenant à la main une pièce de simili or ; un fier château germano-médiéval où, dit-on, officiait un bourreau ; la fête de la bière à Munich, avec passage obligé par la « fameuse » taverne dans laquelle les vociférations d'Adolph Hitler trouveront d'amicales oreilles... C'est un voyage de rêve, magistralement orchestré par Suzannah, guide diplômée ès camps. Jerry oscille entre gaffes masochistes et lucidité intermittente. Il montre dans ce carnet de voyage épouvantablement drôle que, sous les oripeaux marchands, la réalité demeure : « La Shoah n'était guère une exception. L'exception, ce sont les laps de temps entre chaque holocauste. » Avec Jerry Stahl, qui ne se ménage pas davantage, le tourisme mémoriel est décliné en road-movie à l'humour noir provocant, formidablement dessillant.

ARNAUD DE MONTJOYE.

(1) D'autres romans de Jerry Stahl sont publiés chez Rivages, dont *Thérapie de choc pour bébé mutant* (2014), et chez 13° Note Éditions, dont *Speed Fiction* (2013).

LITTÉRATURE

De la zone à la banlieue

« JE ne crois pas qu'il y ait au monde une seule ville où la flânerie puisse devenir aussi aisément un art véritable », écrit André Warnod (1885-1960) à propos de Paris dans *Les Plaisirs des rues* (1). Ce Vosgien, tombé amoureux de la capitale dès l'enfance, l'a arpentée de long en large. Passionné de dessin et de peinture, il est adopté par les rapins de Montmartre, un quartier qu'il ne quittera pour ainsi dire jamais. Au Lapin Agile, il se lie d'amitié avec Roland Dorgèlès, avec qui il signera un fameux canular au Salon des indépendants en 1910 (2), tout comme avec Francis Carco et Pierre Mac Orlan. S'essayant dans un premier temps à la création d'affiches publicitaires, il devient rapidement chroniqueur et illustrateur de la vie à Paris. Au long de ce recueil, publié initialement en 1920, on se promène entre le marché aux puces de Clignancourt, dont Warnod présente la fin lors de la disparition des fortifications, la foire à la ferraille du boulevard Richard-Lenoir, et les fêtes où vous et prostituées côtoient le bourgeois qui s'encanaïlle. Un mélange qu'on ne retrouvera plus après-guerre, lorsque la ville blessée tentera de renouer avec ses traditions.

Les éditions de L'Échappée proposent de retrouver un « Paris perdu » – le nom de leur nouvelle collection,

où paraît également la réédition du dernier roman d'Eugène Dabit (1898-1936), *La Zone verte* (3), publié quelques mois avant sa mort soudaine. À la fin des années 1920, quand s'achèvent les Années folles, quand prend fin un temps de revanche sur « quatre années de servitude et de misère », Leguen, peintre industriel au chômage et ancien poilu, tente de fuir, ne serait-ce qu'une journée, l'atmosphère pesante de la capitale, son sordide petit meublé et la lutte quotidienne pour « gagner sa croûte ». La veille du 1^{er}-Mai, il quitte Barbès pour se rendre, à pied, du côté de Mantes-la-Jolie, où il espère trouver du muguet qu'il revendra à son retour. Sur la route, il est porté par l'illusion de pouvoir en liberté « vivre au jour la journée ». Prenant une mauvaise direction, il finit à Boismont, dans les environs de Pontoise, dont l'herbe ne se révélera pas plus verte qu'ailleurs. Ici aussi, ses semblables, mobilisés par la construction d'un lotissement censé attirer les Parisiens, luttent pour leurs droits. Non sans ambiguïté, Leguen observe en silence la rivalité opposant les ouvriers locaux et leurs collègues venus de Paris, soupçonnés d'être des agitateurs en cette veille de Fête du travail. En revanche, il s'élève contre la tyrannie qu'exerce un

aubergiste sur son épouse. « Partout, des manœuvres sournaises, des questions d'argent, des querelles de mâles, des haines. De quoi vous dégoûter de ce monde tout autant que des Parisiens... » Enclin dans un premier temps à se moquer de ces hommes du cru qui placent tous leurs espoirs dans la capitale et son marché du travail, Leguen songe finalement à rentrer chez lui pour échapper cette fois à « la mort qu'on sent rôder par la campagne, le soir venu », convaincu que l'agitation permanente de Paris l'emportera sur sa solitude. Mais il sait qu'« une nouvelle guerre avait commencé, silencieuse et blanche, pour gagner sa croûte, dénicher une place, et que cette fois on trouvait des ennemis dans tous les camps ».

CARLOS PARDO.

(1) André Warnod, *Les Plaisirs des rues*, L'Échappée, Paris, 2023, 300 pages, 20 euros.

(2) Dans sa préface, Jeanine Warnod rappelle comment, après avoir accroché un pinceau à la queue d'un âne, les deux compères obtiennent un tableau qu'ils signent Boronali et intitulent *Coucher de soleil sur l'Adriatique*. La toile est présentée au Salon et y fait scandale, avant d'être vendue.

(3) *La Zone verte*, L'Échappée, 2023, 234 pages, 17 euros.



DU MONDE

Des épaves et des saints

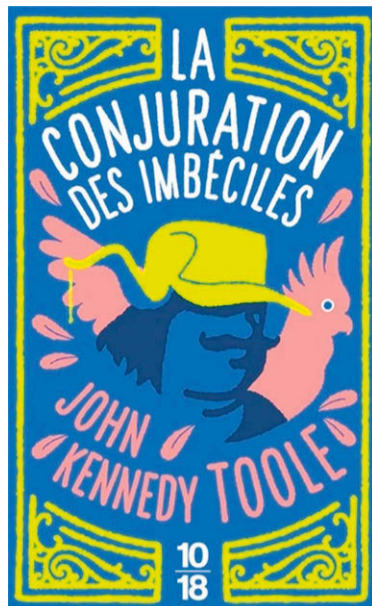
La Conjuración des imbéciles
de John Kennedy Toole

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Pierre Carasso, 10/18, Paris, 2023
(reprise de l'édition Robert Laffont, Paris, 1981),
480 pages, 10,10 euros.

À SA sortie aux États-Unis, en 1980, *La Conjuración des imbéciles* connut d'autant plus de retentissement qu'il avait échappé de peu au destin des manuscrits dont la vie s'arrête dans une benne à ordures. L'auteur, John Kennedy Toole, qui avait surtout exercé le métier de professeur, s'est donné la mort en 1969, à 32 ans, découragé par le refus de son texte par une foule d'éditeurs américains. Persuadé du talent de son fils, sa mère frappa ensuite obstinément à de nombreuses portes. Ses efforts combinés à ceux de l'écrivain et enseignant Walker Percy permirent la publication de *La Conjuración* par Louisiana University Press. Succès immédiat : le prix Pulitzer 1981 fut attribué à l'auteur défunt, le livre traduit à travers le monde. Une récente réimpression nous donne l'occasion de reconsidérer aujourd'hui le travail de cet écrivain.

Le personnage principal est un double grotesque, physiquement monstrueux, de l'auteur. Ignatius J. Reilly est « éléphantique », obèse, difforme, et il est affligé d'un problème de pyllore qui lui provoque de désagréables problèmes stomacaux. Si le nombre de pages est copieux, la geste de ce Bibendum déambulant à La Nouvelle-Orléans se limite à peu d'événements. Contraint par une mère acariâtre à gagner sa vie, Ignatius est d'abord petit employé dans une fabrique de pantalons (où il essaie de fomenter une révolte du personnel) puis vendeur de saucisses chaudes dans un garage et dans la rue. Sa vie amoureuse se limite à des désaccords épistolaires avec une ex-camarade de fac passionaria de la « liberté érotique comme arme contre les réactionnaires ». Elle finira par faire coffrer cet éternel inadapte dans un hôpital.

Le découvreur-préfacier, Percy, n'y va pas de main morte. Ignatius serait « Oliver Hardy délirant, Don Quichotte



adipeux, saint Thomas d'Aquin pervers, tout cela en un seul homme ». Sans doute Percy gonfle-t-il un peu l'image d'un personnage lui-même de nature gonflable, qui fera également penser à Ubu, ou Falstaff, mais dont les tribulations sont contées dans un mouvement lent et répétitif. Ce qui avait séduit en 1981 reste incisé : la moquerie des puissants et des classes moyennes qui s'agenouillent devant eux, un regard personnel sur les révoltes des années 1960, la fraternité exprimée à l'égard des Noirs vus comme des exilés dans leur propre pays, un tableau inattendu de La Nouvelle-Orléans où s'entrecroisent nantis et misérables. Quant à la traduction, elle a peu vieilli : Jean-Pierre Carasso transpose, comme en riant, une langue faite de contrastes entre l'argotique et le culturel.

« Ces épaves défaits, qui nous dit qu'elles ne sont pas les véritables saints de notre triste époque ? », se demande Toole à propos des Noirs et des laissés-pour-compte, alternant entre détachement bouffon et diatribe sociale. Drôle et vengeur, le roman s'encombre de personnages secondaires saisis avec une ironie qui s'endort. La structure de l'ouvrage reflète la nature même d'Ignatius et du romancier : une pesanteur existentielle dominée d'une manière saccadée, sautant d'instant de torpeur à des éveils éblouissants.

GILLES COSTAZ.

SOCIÉTÉ

À BORD DES GÉANTS DES MERS.
Ethnographie embarquée de la logistique globalisée. – Claire Flécher

La Découverte, Paris, 2023, 240 pages, 22 euros.

En 2020, en pleine crise du Covid-19, le monde entier, privé de marchandises, a soudain pris conscience de leur sort : 400 000 marins restaient bloqués à bord de leurs navires, les ports étant confinés. Pourtant, une telle situation n'a rien d'exceptionnel. C'est même le lot quotidien de ces damnés de la mer, ce que montre la sociologue Claire Flécher au travers d'enquêtes à bord de navires de commerce français. Depuis cinquante ans, ces derniers ont en effet servi de laboratoire à la dérégulation du travail. Sous la pression des grandes compagnies, les pays européens, d'où proviennent ces amateurs, ont accepté de mettre un terme aux monopoles nationaux sur le recrutement de « natifs ». Résultat : un navire battant pavillon français peut enrôler quantité de prolétaires philippins, ukrainiens, vietnamiens... en tant que freelances payés aux salaires de leur pays d'origine. Malgré tout, selon Claire Flécher, les mobilisations syndicales de ce secteur permettront peut-être qu'il devienne pionnier en matière de réglementation internationale du travail.

MAXIME LEROLLE

POÉSIE

BLUES EN NOIR ET BLANC. – May Ayim
Ypsilon éditeur, Paris, 2022, 256 pages, 22 euros.

Présentée dans une édition bilingue, c'est là la première traduction en français, par Lucie Lamy et Jean-Philippe Rossignol, des poèmes de May Ayim publiés en Allemagne en 1995. Elle mettra fin à ses jours l'année suivante, à 36 ans. Enfant abandonnée, née de père ghanéen et de mère allemande, élevée dans une famille d'accueil blanche, elle dut faire face à la xénophobie avant de devenir l'un des visages marquants du mouvement féministe et antiraciste afro-allemand. Elle fonde, en 1986 à Berlin, le groupe Initiatives pour les personnes noires en Allemagne, avec notamment la poétesse afro-américaine Audre Lorde, et travaille sur les dynamiques d'oppression dans l'histoire allemande. Elle écrit et dit ses poèmes en s'inspirant du *spoken word* et en en faisant cingler le souffle : « Je serai tout de même africaine même si vous me préférez allemande et serai tout de même allemande même si ma noirceur ne vous convient pas. » Des poèmes qui rappellent : « Où il y a de l'oppression, il y a de la résistance. »

M. DA S.

IDÉES

WHATEVER HAPPENED TO ANTISEMITISM? Redefinition and the Myth of the « Collective Jew ». – Antony Lerman

Pluto Press, Londres, 2022, 336 pages,
17,99 livres sterling (21 euros).

Ancien directeur de l'Institute for Jewish Policy Research de Londres, Antony Lerman a consacré l'essentiel de sa carrière à l'étude de l'antisémitisme. Dans ce livre courageux, parfaitement informé et argumenté, il met en lumière la genèse et les conséquences politiquement désastreuses de la nouvelle définition de l'antisémitisme, assimilée à la critique d'Israël et du sionisme. L'État d'Israël se trouve ainsi identifié à un « Juif collectif », sans particularités et sans histoire, nécessairement pur et innocent, parce que victime. Toute proposition de transformation – faire d'Israël, en le dotant d'une Constitution véritablement démocratique, l'État de tous ses citoyens, garantir aux Palestiniens leurs droits nationaux et leur droit au retour – ou bien tout soutien à la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) se voit désigné comme une menace existentielle pour l'ensemble des Juifs. Or ce qui constitue une menace, c'est cette nouvelle définition qui interdit la liberté d'expression sans protéger les Juifs du racisme.

SONIA DAYAN-HERZBRUN

AUTRICES, CES GRANDES EFFACÉES QUI ONT FAIT LA LITTÉRATURE. Tome 1 : du Moyen Âge au XVII^e siècle. – Daphné Ticerizis

Hors d'atteinte, Marseille,
2022, 304 pages, 26 euros.

Elles ont connu le succès puis l'oubli. Marie de France, Marguerite de Navarre, Catherine Bernard, Marie-Catherine d'Aulnoy... Comme le rappelle l'écrivaine Titou Lecoq dans sa préface, « certaines ont été victimes de calomnie, on les a soupçonnées de ne pas être les véritables autrices de leurs livres, d'autres ont été purement effacées des anthologies ». Celle que Daphné Ticerizis consacre aux femmes de lettres retrace en trois cents pages l'histoire de la littérature par le prisme féminin. Le changement d'optique se révèle éblouissant. *Le Malade imaginaire* (1673) de Molière serait selon elle une réécriture du *Malade* (1535-1540) de Marguerite de Navarre, le *Brutus* (1730) de Voltaire un plagiat du *Brutus* (1690) de Catherine Bernard. Hélas, de Crenne au XVI^e siècle puis M^{me} de La Fayette au XVII^e inventent le roman psychologique ; la comtesse d'Aulnoy donne naissance au conte de fées... Mais l'*Histoire de la littérature française* (1895) de Gustave Lanson oubliera la plupart de ces femmes.

CHLOÉ MAZE

SUR LES ROIS. – David Graeber et Marshall Sahlins

La Tempête, Bordeaux,
2023, 620 pages, 35 euros.

Les anthropologues américains David Graeber et Marshall Sahlins, tous deux récemment disparus, proposent une archéologie de la souveraineté. Au fil d'un recueil où alternent leurs articles – seule l'introduction est conjointement signée –, ils interrogent la figure du roi, le sens et le fonctionnement de la royauté, des Bakongos aux Aztèques et aux Shilluks... Elle est d'après leurs travaux la forme la plus persistante de gouvernement puisque même les sociétés dites « égalitaires » sont « prises dans un régime cosmique hiérarchisé ». Souvent née d'une « usurpation du régime antérieur » sans contrainte sur la population, une dynastie est fondée par un roi étranger, réel ou factice, qui assoit son autorité sur la violence transgressive et un contrat originel avec les autochtones gouvernés. Les auteurs mettent aussi en lumière le « scandale théorique majeur » de l'anthropologie selon eux : supposer que les cultures s'autofaçonnent alors qu'elles se forment dans leurs relations aux autres, et traiter les récits fondateurs comme mythiques alors qu'ils organisent réellement l'action historique des peuples concernés.

ERNEST LONDON

ARTS

QUAND LA MUSIQUE FAIT L'HISTOIRE. – Hélène Daccord

Passés composés, Paris,
2023, 256 pages, 22 euros.

Le sacre de Napoléon I^{er} en 1804 marque-t-il une rupture définitive entre Ludwig van Beethoven et le Bonaparte de la Révolution française qu'admirait tant le compositeur allemand ? En quoi a-t-il contribué à développer le patriotisme des ennemis de l'empereur ? La fréquence de la note « la » est-elle de 435 ou de 452 hertz ? De quelles controverses scientifiques, nationales et diplomatiques résulte la définition d'un standard international ? Comment, au début des années 1930 à Hollywood, l'intégration d'une bande-son musicale dans un film s'est-elle développée jusqu'à participer du déploiement d'« une politique d'influence américaine à l'international » ? Hélène Daccord, chercheuse et musicienne, compile, sur plus de six siècles, une quinzaine d'événements. Replacés dans leur contexte historique, réinscrites dans le mouvement des idées, des conflits et des enjeux géostratégiques, sont détaillées ici les conséquences politiques et sociales de ces épisodes d'allure parfois anodine mais souvent déterminants.

GILLES LUCAS

HISTOIRE

Une essence russe ?

BIEN des projets éditoriaux ont été percutés par l'invasion de l'Ukraine, qui a constitué un choc pour la communauté des spécialistes français de la Russie : l'événement s'intègre, avec plus ou moins de bonheur, dans la trame de leurs recherches. L'historien Claudio Sergio Ingerflom est connu, notamment, pour ses travaux sur le phénomène des « faux tsars », personnages récurrents dans l'histoire russe dont certains ont pris la tête d'insurrections paysannes au XVII^e et XVIII^e siècles en prétendant rétablir leurs droits d'héritier du trône. Ce qui, selon l'historien, trahira une réticence, toute russe, aux Lumières. Comme si, jusque dans la contestation du

pouvoir, les révoltés en ce pays invoquaient la légitimité de l'autocratie. Dans son nouvel essai (1), s'appuyant sur les sources les plus diverses – de la correspondance d'Ivan le Terrible (1530-1584) aux serments de soldats sur le front russe en 1917 –, l'auteur enquête sur le mot *Gossouidarstvo*, traduit en français par « État ». À tort, selon lui, qui en revient à la traduction littérale : le domaine (personnel) du maître. Survolant les expériences soviétique et contemporaine à travers une série d'anecdotes, Ingerflom suggère que la Russie méconnaît, encore aujourd'hui, l'État au sens moderne du terme, du fait de la présence à sa tête d'un chef investi par Dieu d'une mission mondiale.

L'ouvrage ne tient qu'imparfaitement sa promesse de « retrouver l'historicité sans rien céder à l'essentialisme et à la téléologie ». Et forge l'impression d'une autocratie si profondément enracinée que tout autre destin semble impossible...

Le livre de Gilles Favarel-Garrigues, commencé avant l'invasion, s'interdit de hasardeuses montées en généralité. Son titre – *La Verticale de la peur* – comme sa couverture noire évoquent le polar, avec lequel il partage un certain souci de l'enquête et de l'écriture (2). À quoi et comment tient le pouvoir en Russie ? Pour répondre, Favarel-Garrigues choisit une porte d'entrée : l'arrestation d'un obscur maire d'une petite ville de la banlieue de Moscou en juin 2018. L'homme a trempé dans les affaires interlopes des années 1990, fait une modeste carrière politique à la faveur d'utiles protections. Un beau jour, il se met en tête d'affronter plus fort que lui (le gouverneur de la région de Moscou). L'administration présidentielle, dont l'ouvrage éclaire le rôle central, cherche à l'en dissuader, le menaçant de l'« écraser au rouleau compresseur ». L'édile persiste : une machine judiciaire et médiatique s'abat alors sur lui. En tirant les fils de cette histoire, Favarel-Garrigues s'intéresse particulièrement à cette zone grise investie par des supplétifs loyaux de l'exécutif et autres redresseurs de torts : juges, présentateurs télé, journalistes de tabloïds, activistes youtubeurs traquant alcooliques, toxicomanes, prostituées, migrants et même policiers corrompus. Eux aussi participent à créer ce climat d'arbitraire qui oblige les élites à l'allégeance et constitue paradoxalement le ressort de cette « dictature de la loi » promise par M. Vladimir Poutine dès les premières semaines de sa présidence en 1999. À la faveur de la guerre en Ukraine, leur activisme a déçu, en ciblant désormais les « traîtres » à la patrie. Pour Favarel-Garrigues, ces configurations de pouvoir se retrouvent en Turquie, au Brésil ou en Inde. « De telles perspectives [comparatistes] constituent l'antidote le plus sûr aux visions qui associent l'exercice du pouvoir sous Poutine à une culture russe spécifique ou à une fatalité historique », conclut-il, à l'opposé de la réflexion d'Ingerflom.

HÉLÈNE RICHARD.



(1) *La Mohawk Warrior Society. Manuel pour la souveraineté et la résistance, comprenant des œuvres choisies de Louis Karoniaktajeh Hall*, édité et traduit de l'anglais (Canada) par Philippe Blouin (sous la dir. de), Éditions de l'Éclat-Éditions de la rue Dorion, Paris-Montréal, 2022, 320 pages, 29 euros.

LIVRE ILLUSTRÉ

Les porteurs de la Terre

TANDIS que nombre de nations amérindiennes ont été décimées, les Mohawks, qui font partie de la Confédération iroquoise et dont la population compte aujourd'hui quelque trente mille personnes, sont parvenus à conserver leur langue, leurs modes de vie et leurs valeurs. Ils le doivent en partie à la Mohawk Warrior Society, une fraternité fondée en 1971, quand s'observe un peu partout en Amérique un renouveau des luttes autochtones. L'histoire de ces « guerriers » – surtout tenus de pratiquer au quotidien le courage, la responsabilité (« de sa famille et de la Terre ») et l'autodiscipline – est inédite et passionnante (1). Constituée des textes et des œuvres graphiques de son fondateur, Louis Karoniaktajeh Hall (1918-1993), d'un « glossaire conceptuel », de témoignages de militants ainsi que d'un énorme dossier documentaire et chronologique couvrant l'ensemble de leurs combats, elle permet de comprendre leur éthique. Tout y est discuté collectivement. Les femmes, en particulier les « mères de clan », y détiennent un fort pouvoir décisionnaire. La « Grande Loi qui lie » est un de leurs principes fondateurs, affirmant le préalable du consensus. Orchestrée par l'anthropologue québécois Philippe Blouin, cette somme a mis plus de six ans à aboutir, au terme notamment d'une concertation sur la traduction.

MARINA DA SILVA.



HISTOIRE

MAÎTRES D'ÉCOLE. Journal d'une famille d'instituteurs, 1768-1885. Document. – Sous la direction de Jacques Lecugy

Encre de nuit, Paris, 2023, 123 pages, 12,95 euros.

Quatre instituteurs de campagne d'une même famille tiennent la chronique de leur quotidien, de l'Ancien Régime finissant à la jeune III^e République. Rassemblés par les arrière-petits-enfants, ces textes, préfacés par Jean-Louis Bianco, contextualisés par Jacques Lecugy, sont un témoignage saisissant de la longue marche vers l'école gratuite, laïque, mixte et obligatoire.

Premier fil rouge, l'immense pauvreté des premiers instituteurs, privés de salaire, de formation, de matériel, de chauffage et de livres, dans des écoles surchargées. Pour survivre, ils exercent des petits boulots – pour porter l'eau bénite, rédiger des actes... – et mendient auprès de chaque parent un quartier de blé et du vin.

Second fil rouge, la présence en dents de scie de l'Église dans l'éducation : si les premiers instituteurs sont choisis par le seigneur et le curé, les suivants passeront des concours. En 1791, le curé, « malgré ses cris », doit prêter serment à la Constitution ; à partir de 1801, c'est le retour en grâce de l'Église... À ce jour, 17 % des écoles de France sont privées, dont 95 % de catholiques.

HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD

UNE BELLE GRÈVE DE FEMMES. Les Penn Sardin, Douarnenez, 1924. – Anne Crignon

Libertalia, Montreal, 2023, 168 pages, 10 euros.

Hiver 1924. Pendant plus de six semaines, deux mille ouvrières des conserveries de sardines de Douarnenez vont battre le pavé en sabots, pour réclamer une augmentation de salaire et l'application des réglementations en vigueur. La journaliste Anne Crignon raconte « cette épopée sociale et victorieuse », rapportant les paroles de nombre d'entre elles, retrouvées dans les archives, la presse de l'époque et quelques ouvrages épuisés, leur donnant noms et visages. Daniel Le Flanchec, maire communiste, avait alors ouvert la salle de conseil à leurs réunions quotidiennes et le Parti envoyé ses cadres (le jeune Charles Tillon, Lucie Coillard), contribuant à la médiatisation du conflit au niveau national.

Anne Crignon souligne le caractère féministe de cette grève, reléguée entre oubli et folklore, d'où elle contribue à la sortir. Car la transmission des expériences sociales d'hier nourrit les combats d'aujourd'hui. D'ailleurs, la chanson *Penn Sardin*, composée par l'accordéoniste Claude Michel, appartient au répertoire des chants de lutte et est réactualisée régulièrement – on l'a entendue pendant le mouvement des « gilets jaunes ».

ERNEST LONDON

LE CHANT DES ASTURIES, TOME 1. – Alfonso Zapico

Futuropolis, 2023, Paris, 224 pages, 25 euros.

Une mine du côté d'Oviedo en Espagne, où dépérissent des paysans enfermés sous terre. Entre mourir d'un coup de grisou ou d'un tir d'escopette, ils ont choisi : ce sera la révolution totale. Les dirigeants de la Confédération nationale du travail (CNT) et les socialistes s'entendent dans un café. Seule l'union des travailleurs peut renverser le marquis propriétaire. Celui-ci commande au juge de fermer le journal du syndicat ouvrier de l'industrie. Apolnio, qui connaît chacun, décore les mineurs épris de boisson. Il leur intime de s'occuper de leurs familles. Lui a perdu deux fils : l'un est mort de phthisie à 6 ans, l'autre écrasé par un wagon dans la mine.

Ce premier tome d'une série de quatre albums traduits de l'espagnol plante le décor de la révolution sociale de 1934 dans les Asturies. La commune des Asturies va commencer.

CHRISTOPHE GOBY

GRACCHUS BABEUF. – Jean-Marc Schiappa

Fayard, Paris, 2023, 384 pages, 23 euros.

La vie de Gracchus Babeuf (1760-1797) est obscurcie par les légendes qui le dépeignent, au choix, comme un dangereux anarchiste, comme un esprit fumeux entraîné dans une naïve surenchère, ou comme un prodigieux précurseur, annonçant la pensée de Karl Marx et le parti révolutionnaire moderne.

Au terme de plusieurs décennies de recherche sur le babouvisme, Jean-Marc Schiappa s'efforce de dissiper ces mythes, et de retracer, en historien, minutieusement, une existence qui, de ses débuts comme feudiste (spécialiste du droit féodal) dans la Picardie d'Ancien Régime au procès de Vendôme (1797) où Babeuf est condamné à mort, a suivi quelques grandes lignes directrices, mais comporte aussi maints tâtonnements et zones d'ombre.

Polygraphe, théoricien, militant, agitateur et organisateur : Babeuf fut tout cela, avant même la conjuration des Égards. Envisageant ces facettes et replaçant ses prises de position dans des contextes politiques précis qui en éclairaient le sens, Schiappa livre un attachant portrait de celui qui se voulait *Le Tribun du peuple* – le titre de son journal – et refusait que la Révolution, « guerre déclarée entre patriotes et plébéiens », se conclue par la défaite de ces derniers.

ANTONY BURLAUD

CINÉMA

La Tunisie saisie par ses réalisatrices

DES films tunisiens, notamment tournés par des réalisatrices, tendent à s'imposer sur les écrans : en juin 2020, pour la première fois, Netflix a ajouté quatre d'entre eux à son catalogue, dont *Noura rêve* (2019), de Hinde Boujemaa ; autre première en 2021, *L'Homme qui a vendu sa peau*, de Kaouther Ben Hania, a concouru aux Oscars ; et plusieurs autres longs-métrages tunisiens ont été présentés cette année au Festival de Cannes, quand celui de La Rochelle rendait hommage à Ben Hania et programmait des films de sept autres cinéastes appartenant pour la plupart à la génération apparue après le « printemps arabe ».

Alors que ce « printemps », né fin 2010, se nécrise aussi en Tunisie (le présidente Kaïs Saïed s'est arrogé les pleins pouvoirs), le cinéma permet d'appréhender les enjeux du moment, à commencer par les droits des femmes – « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour qu'ils soient remis en question », rappelle l'universitaire Henda Haoula en citant Simone de Beauvoir (1). Les films de Boujemaa et de Ben Hania sont assurément féministes. Dans *Noura rêve*, la première dépeint la pénalisation de l'adultère en violence faite aux femmes. Dans *La Belle et la Meute* (2017), la seconde montre pourquoi un viol peut encore être passé sous silence. Avant elles, de manière moins frontale, Raja Amari racontait comment une mère au foyer brise ses chaînes en allant danser au cabaret dans *Satin rouge* (2002). « J'aime montrer des femmes qui dépassent les limites qu'elles se sont elles-mêmes imposées », explique-t-elle. Nadia El Fani, elle, a franchi ces limites dans le réal : *Même pas mal* (2012) raconte la fatwa dont elle a été victime après la diffusion en Tunisie de *Ni Allah ni maître* (2011), où elle assume son athéisme.

Ce cinéma, qui peut faire l'objet de productions internationales – l'Arabie saoudite, qui n'est pas le pays le plus avancé pour l'émancipation des femmes, coproduit *Les Filles*

d'Olfa (2) –, voit les jeunes réalisatrices reformuler avec subtilité les interrogations de leurs contemporains. Dans *Sous les figues* (2021), l'autodidacte Erige Sehiri met en scène un huis clos champêtre, les émois de jeunes ouvrières et de leurs homologues masculins. *Une histoire d'amour et de désir* (2021), de Leyla Bouzid – formée à la Fémis (comme Ben Hania et Raja Amari) –, évoque une Tunisienne étudiante à Paris et son désir pour un fils d'immigré algérien. Ces films ont touché la jeunesse tunisienne, comme *À peine j'ouvre les yeux* (2015), de Bouzid, l'avait déjà fait, à travers l'histoire d'une jeune chanteuse aux prises avec l'État policier, à la veille de sa chute.

Un divan à Tunis (2019), de Manele Labidi, a été apprécié pour son humour et sa succulente galerie de portraits de ce côté-ci de la Méditerranée. Moins de l'autre. Labidi a grandi en France, et c'est une Iranienne (Golshifteh Farahani) qui interprète la psychanalyste revenue à Tunis. Sonia Ben Slama a aussi grandi dans l'Hexagone, mais est retournée sur les terres de ses origines pour filmer les *machtat*, ces femmes qui célèbrent les mariages en chantant puis rentrent vivre leurs vies conjugales compliquées. Ben Slama a mis cinq ans pour mettre ses sujets en confiance... Son documentaire, avec nombre d'autres films (3), laisse augurer du bel avenir du cinéma tunisien.

PASCAL CORAZZA.

(1) Henda Haoula, *Les Tunisiennes font leur cinéma*, Nirvana Éditions, Ariana (Tunisie), 2023, 160 pages, 80 dinars (24 euros).

(2) *Les Filles d'Olfa*, de Kaouther Ben Hania, est sorti en salles le 5 juillet 2023.

(3) En DVD, *La Belle et la Meute* (2018, Jour2Fête) et *L'Homme qui a vendu sa peau* (2020, Trigon-film), de Kaouther Ben Hania ; *Noura rêve* (2019, Blaq Out), de Hinde Boujemaa ; *Même pas mal* (2012, Jour2Fête), de Nadia El Fani ; *Sous les figues* (2021, Jour2Fête), d'Erige Sehiri ; *À peine j'ouvre les yeux* (2016, Shellshock) et *Une histoire d'amour et de désir* (2021, Pyramide), de Leyla Bouzid ; *Un divan à Tunis* (2020, Diaphana), de Manele Labidi.

BIOGRAPHIE

Cassures d'idéal à Belgrade

QUELQUES semaines avant que ne tombe le mur de Berlin, deux ans avant que la Yougoslavie socialiste et fédérale ne se disloque dans le sang, Danilo Kiš est mort en 1989. Né en 1935 à Subotica, dans le nord de la Voïvodine, près des frontières hongroises, d'un père juif et d'une mère monténégrine, il a vécu à Cetinje, au Monténégro, à Belgrade puis en France, où il fut lecteur de serbo-croate dans plusieurs universités. Kiš était « passionné anticommuniste et antinationaliste », assure Mark Thompson, son biographe. Il n'a, en tout cas, jamais fait mystère de son attachement à la Yougoslavie et à la langue serbo-croate, elle aussi emportée dans la bourrasque de l'éclatement (1).

Dans le monumental ouvrage qu'il consacre à la vie ce grand auteur classique de la seconde moitié du XX^e siècle (2), l'historien britannique prend le parti de suivre *Extrait de naissance*, une courte autobiographie rédigée par Kiš à l'intention d'un éditeur américain, tout en croisant le fil biographique avec les œuvres, notamment la trilogie du *Cirque de famille* (3), qui revient sur la disparition du père, assassiné à Auschwitz – un père qui fut, pour Kiš, « ce que Dublin fut pour Joyce, le courage pour Hemingway ou l'exil pour Nabokov : une incitation à la création ».

Kiš n'a pas cessé de s'intéresser aux victimes des expériences concentrationnaires du XX^e siècle – qu'il s'agisse des camps nazis, du goulag, mais aussi des victimes de Goli Otok, « l'île nue », tout au nord de l'Adriatique, qui accueillit les « staliniens » yougoslaves, opposés à Josip Broz, dit Tito, après la rupture avec l'Union soviétique en 1948. La publication d'*Un tombeau pour Boris Davidovitch* (4), en 1976, donna lieu à l'un des plus retentissants scandales littéraires de la Yougoslavie socialiste : ce qu'écrivait Kiš déplaisait autant sur le fond que sur la forme aux tenants du conformisme littéraire et politique. La polémique, analysée par Kiš lui-même dans *La Leçon d'anatomie* (5), fit apparaître des lignes de fracture que le basculement de nombreux intellectuels serbes dans le nationalisme et la guerre allait mettre en évidence, une décennie plus tard.

En 1989, Kiš se rendit en Israël afin de rencontrer et de filmer l'une des survivantes du camp de femmes de l'îlot de Sveti Grgur, voisin de Goli Otok. Veuve d'un partisan serbe héros de la résistance, Eva Panić Nahir (1918-2015) – née dans une famille juive du Medjmurje hongrois, la région dont venait le père de Kiš – a quitté la Yougoslavie pour Israël en 1966, s'installant dans le kibboutz de Shaar Haamakim (6). L'idéal communiste et ceux qui ont payé au prix fort la constance de leurs convictions ont toujours fasciné Kiš, même s'il ne le confiait pas.

Le réalisateur serbe Goran Marković s'est lui aussi fait le chroniqueur de la disparition de cette Yougoslavie tant aimée, tout en en critiquant les travers, à commencer par le culte de la personnalité, épinglé dans la comédie douce-amère *Tito et moi* (1992). Également romancier, il aborde le thème de Goli Otok dans son *Trio de Belgrade* (7). Un roman épistolaire « à la Kiš », mettant en scène l'écrivain Lawrence Durrell, qui fut attaché de presse à l'ambassade britannique à Belgrade de 1949 à 1952, et mêlant écriture fictionnelle, citations et traces d'archives, dans une tentative jamais épuisée d'atteindre l'inconcevable violence du réel.

JEAN-ARNAULT DÉRENS.

(1) Lire Jean-Arnauld Dérens et Simon Rico, « La langue sans nom des Balkans ? », *Le Monde diplomatique*, juillet 2017.

(2) Mark Thompson, *Extrait de naissance. L'histoire de Danilo Kiš*, traduit de l'anglais par Pascale Delpèch, Noir sur Blanc, Paris, 2023, 608 pages, 26 euros.

(3) Publiée dans la collection « L'imaginaire » (Gallimard, Paris, 1989), cette trilogie regroupe *Chagrins précoces*, *Jardin, cendre et Sablier*.

(4) *Un tombeau pour Boris Davidovitch. Sept chapitres d'une même histoire*, traduit par Pascale Delpèch, Gallimard, 1979.

(5) *La Leçon d'anatomie*, traduit par Pascale Delpèch, Fayard, Paris, 1993.

(6) Son parcours a inspiré l'écrivain israélien David Grossman ; cf. *La vie joue avec moi*, Seuil, Paris, 2020.

(7) Goran Marković, *Le Trio de Belgrade*, traduit du serbe par Muriel Chrétien, Plan B, Paris, 2023, 276 pages, 18 euros.

DANS LES REVUES

❑ **FOREIGN AFFAIRS.** « Comment ça va finir ? » Plusieurs experts s'interrogent sur la fin des combats en Ukraine. La guerre paraissant ingérable, un cessez-le-feu permanent constituerait l'issue la plus probable, à l'instar de ce qui s'est joué en Corée en 1953. (Vol. 10, n° 3, juillet-août, bimestriel, 80,95 dollars par an. – New York, États-Unis.)

❑ **HARPER'S.** Tout comme le protestantisme aurait, selon Max Weber, favorisé le capitalisme, contribue-t-il aujourd'hui à la tonalité moralisatrice et donneuse de leçons du progressisme américain ? (Vol. 347, n° 378, juillet, mensuel, 7,99 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **NEW LEFT REVIEW.** Comment l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) assure-t-elle « l'interopérabilité mentale » de ses membres « en tant que mécanisme de discipline des alliés, de médiation de leurs différends et de gestion des problèmes impériaux ». (N° 140-141, mars-juin, bimestriel, 15 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Après avoir décidé de n'exister que dans l'ombre de M. Donald Trump, pourquoi son ancien vice-président, M. Michael Pence, a-t-il choisi de affronter lors des primaires républicaines ? Le mouvement des droits civiques américain et la liberté de la presse. (Vol. LXX, n° 12, 20 juillet, bimensuel, 9,95 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **THE TIMES LITERARY SUPPLEMENT.** Rival de M. Donald Trump à l'investiture républicaine, M. Ron DeSantis stagnerait dans les sondages car il « donne l'impression (...) de pouvoir débrancher votre respirateur artificiel pour recharger son téléphone portable ». (N° 6276, 7 juillet, hebdomadaire, 4,50 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **PROSPECT.** L'affaire Assange, voie royale vers la criminalisation du journalisme ; quel peut être l'avenir du conservatisme s'il décrit des pays qui n'existent pas et se montre terrorisé par les nouvelles générations ? (N° 319, juillet, mensuel, 5,95 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **TRIBUNE.** Un numéro entièrement consacré au National Health Service (NHS) : sa création il y a soixante-quinze ans, les luttes pour le défendre ou, demain peut-être, l'extension de ses prérogatives aux enjeux d'alimentation ou d'habitation. (N° 19, printemps, quatre numéros par an, 9,95 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **CATALYST.** La « race » et la question du logement ; comment sauver un journalisme dont les recettes publicitaires se sont écroulées ? (Vol. 7, n° 1, printemps, trimestriel, 15 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE.** Vers une désoccidentalisation du monde ? Plusieurs articles examinent cette hypothèse, du non-alignement latino-américain au multi-alignement indien en passant par la désaliénation de l'Afrique. (N° 130, été, trimestriel, 20 euros. – Paris.)

❑ **CONFLITS.** Démographie, immigration, économie, institutions, relation à l'Union européenne : les grands enjeux auxquels l'Italie fait face. Quelles perspectives pour la gauche de retour au pouvoir dans plusieurs pays d'Amérique latine ? (N° 46, juillet-août, bimestriel, 9,90 euros. – Paris.)

❑ **NOUVEAUX ESPACES LATINOS.** Un article consacré aux Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) suggère que « les alternatives au dollar-roi sont déjà mises en œuvre depuis plus de deux décennies avec la création de l'euro et l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce ». (N° 315, mai-août, trimestriel, 7,50 euros. – Lyon.)

❑ **ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI.** Le soixantième anniversaire du traité de l'Elysée et les instruments de la coopération franco-allemande. (N° 244, avril-juin, trimestriel, 18 euros. – Lille.)

❑ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Comment la formation des militants oscille entre éducation populaire, sorte d'auto-éducation par les pairs, et formation professionnelle destinée à produire des experts syndicaux. (N° 248, juin, trimestriel, 17,50 euros. – Paris.)

❑ **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE.** Cette publication, qui use (et abuse) du terme « populiste » afin de renvoyer dos à dos le Rassemblement national et La France insoumise, analyse en détail les élections françaises de 2022 et revient sur un « retour de bâton culturel » qui aurait favorisé l'extrême droite. (Vol. 72, n° 4, juillet-août 2022 mais publié en juin 2023, bimestriel, 25 euros. – Paris.)

❑ **REVUE D'HISTOIRE DES SCIENCES HUMAINES.** Quand le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) révoque en juillet 1953 le sociologue marxiste Henri Lefebvre au nom de l'« objectivité scientifique », reconnue, comme chacun sait, aux seuls chercheurs libéraux. (N° 42, printemps, semestriel, 24 euros. – Paris.)

❑ **FUTURIBLES.** Dans ce numéro surtout consacré à la transition énergétique, un article sur le XX^e Congrès du Parti communiste chinois d'octobre 2022, la « modernisation à la chinoise » et l'alternative qu'elle constituerait au modèle américain. (N° 454, mai-juin, bimestriel, 22 euros. – Paris.)

❑ **RAISON PRÉSENTE.** « Le chef du camp adverse est un fou diabolique », « L'ennemi est seul à commettre des atrocités », « Les artistes et intellectuels soutiennent notre cause ». ... l'historienne Anne Morelli a répertorié dix principes de propagande, récemment appliqués aux conflits avec la Russie et la Chine. (N° 226, quatrième trimestre, trimestriel, 19 euros. – Paris.)

LITTÉRATURE

Modèles de petites filles

Aux côtés du « Petit Prince » et d'« Alice aux pays des merveilles », l'œuvre de la comtesse de Ségur fait partie des classiques de la littérature jeunesse. Les pérégrinations de Sophie ont nourri l'imaginaire de générations d'enfants. Mais la « Trilogie de Fleurville » revêt aussi une dimension autobiographique.

PAR AGATHE MÉLINAND *

ON l'a surnommée « le Balzac des petits enfants (1) ». Ou présentée comme un Sade en jupons (2). La comtesse de Ségur, née Rostopchine en 1799 à Saint-Petersbourg, a créé en dix-huit romans un monde, un mouvement. Au cœur du Second Empire, version campagne et famille, cette Russe exilée a inventé le livre pour enfants à la française et fait, sans y toucher, œuvre littéraire. Elle représente, avec Jules Verne, Lewis Carroll, James Barrie et Hector Malot (3), un courant nouveau de ce qu'on appellera la littérature jeunesse, où l'enfant est acteur et lecteur. Elle laisse un portrait précieux, intime, brutal de la société qui est la sienne; ainsi qu'une œuvre jubilatoire et pédagogique, qui hante les souvenirs.

Le XIX^e siècle a tout changé. On a lu, bien ou mal, *Émile ou De l'éducation*, de Jean-Jacques Rousseau (1762), et, dans les milieux aisés, la famille moderne dont l'enfant est le centre fait son apparition. Le petit pauvre, qui n'est pas le sujet, travaille toujours à la mine ou aux champs. Pourtant, après la loi Guizot de 1833, chaque ville française doit avoir son école primaire – de garçons. Vingt ans plus tard, c'est le Second Empire. Sa bourgeoisie représente un marché en puissance et elle voyage! Le génial éditeur Louis Hachette propose donc, dans les gares, sa « Bibliothèque des chemins de fer » – édifice et collection – où le livre est à portée de main. Tout en pédagogie et profits. Pour l'enfant de la famille, il invente en 1852 une « Bibliothèque rose », la couleur tendre des mères. Et c'est là qu'il a un coup de génie. Pour favoriser son implantation sur le territoire, il approche le comte Eugène de Ségur, président de la compagnie des chemins de fer de l'Est, et suggère de publier ce qui s'intitule aujourd'hui *Les Contes de fêtes* de la comtesse qui vieillit, dépressive et malade, tout en fanfreluches noires, recluse en son château. Ils seront illustrés par un inconnu, Gustave Doré.

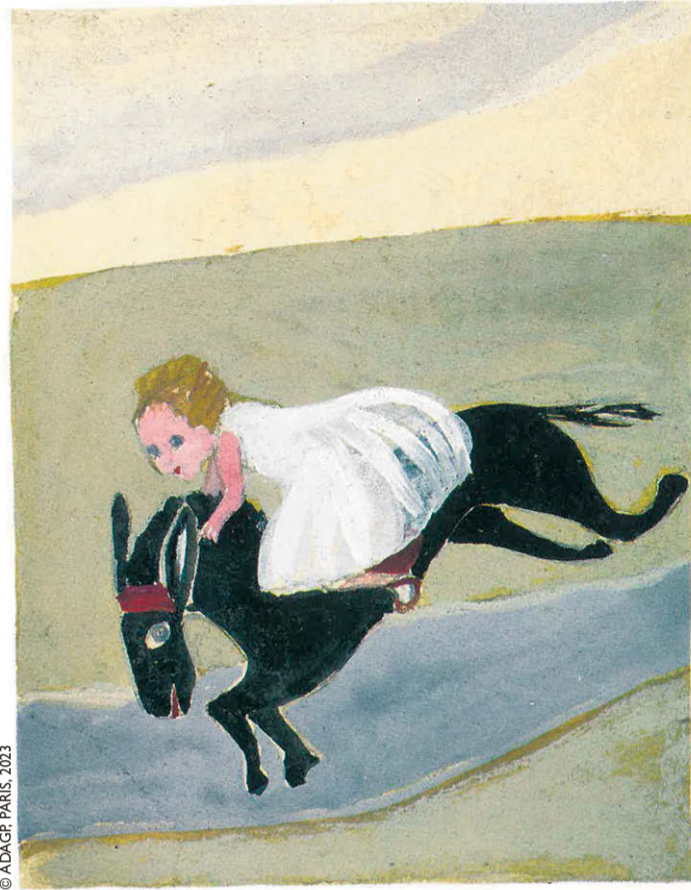
Sophie de Ségur aura tranquillement un succès fou. Malgré l'antiféminisme féroce du temps. Inspirée par les dialogues et la morale de M^{me} Leprince de Beaumont, auteure immortelle de *La Belle et la Bête* (1757), et par les principes éducatifs de Rousseau, elle écrit pour et avec l'enfant. Une petite révolution où elle triomphe. Les bambins, la reconnaissant, voudront l'embrasser dans la rue... Elle enrichira surtout son éditeur. Trente millions d'exemplaires de ses livres se vendront jusqu'à aujourd'hui. En France mais aussi en Espagne, au Japon, au Brésil, en Italie... Moins en Angleterre, qui a Charles Dickens, l'inégal. Tant pis, elle déteste les Anglais. On l'adaptera au théâtre, au cinéma, on modernisera les illustrations. Bref. Malgré l'évolution bienvenue de la littérature jeunesse, on achète encore vingt mille exemplaires par an des inoxydables *Malheurs de Sophie*.

Son moi le plus intime, sa vie, Sophie les a racontés dans sa *Trilogie de Fleurville* : *Les Malheurs de Sophie*, *Les Petites Filles modèles*, *Les Vacances*.

« Sophie n'était pas jolie »...

La comtesse de Ségur fit d'abord, de façon détournée, œuvre autobiographique, tout en sensations et souvenirs. Elle se présente, enfant, à nous : « Sophie était toujours très mal habillée : une simple robe en percale blanche décollée et à manches courtes, hiver comme été. Jamais de chapeau ni de gants. Sa maman pensait qu'il était bon de l'habituer au soleil, à la pluie, au vent, au froid. » Le froid de la Russie de la vraie vie... On y avait élevé Sophie à la dure. Malgré la richesse extravagante des Rostopchine, intimes des tsars, c'étaient les ablutions à l'eau glacée, les boissons limitées à trois par jour, ce qui l'amenaient à lécher les écuelles du chien. « Dieu que j'ai soif! », dira la Sophie de la trilogie.

La comtesse se recrée en petite fille de 4 ans aux expériences hasardeuses. Gourmande, menteuse, voleuse, cruelle... qui découpe les poissons, noie les tortues, maltraite les chats. L'amie des « petites filles modèles » mais leur opposé. Sophie est la coquette aux cheveux trempés dont les parents se



VIEIRA DA SILVA. – Illustration de couverture des « Malheurs de Sophie », 1931

moquent, l'enfant rageuse qu'on doit mater. La mère de la petite Rostopchine, Catherine, dévote convertie au catholicisme romain et maltraitante, devient, en littérature, la violente Madame de Réan. « Elle prit Sophie et la fouetta comme elle ne l'avait jamais fouettée. Sophie eut beau crier, demander grâce, elle reçut le fouet de la bonne manière. Et il faut dire qu'elle le méritait. » C'est l'auteure qui commente. Le lecteur, lui, frissonne.

« Le pays était charmant, la vallée de l'Aigle est connue pour son aspect animé, vert et riant. Le village d'Aube est sur la grand-route. »

Comme Thomas Hardy inventant le Wessex ou Honoré de Balzac écrivant sa Touraine, la comtesse de Ségur a trouvé le lieu. Le château des Nouettes en Normandie, offert par son père, deviendra Fleurville en littérature. Elle y vit la plupart du temps, entourée de ses enfants, de domestiques inconstants et de quelques amis fidèles : le romancier et socialiste Eugène Sue, le musicien Charles Gounod et plus tard le journaliste, trop catholique et frénétiquement réactionnaire, Louis Veillot. « Le bel » Eugène de Ségur, qu'elle a épousé en 1819, ne vient que pour lui faire un enfant – il y en aura huit.

En 1858, dans *Les Petites Filles modèles*, deuxième tome de la trilogie, la comtesse propose aux enfants une société qui est la sienne. Un monde féminin, tout en crinolines sobres et bons sentiments, où chacun est à sa place. La bonne le sait bien : « Une bonne est une bonne et ce n'est pas une dame qui vit de ses rentes. » Le château, matrice de pierre, est le centre de ce monde. Les enfants ne le quittent que pour se promener, en évitant l'orage ou la morsure du chien. De toute façon, l'eau guérit de la rage et la soie éloigne la foudre. C'est la comtesse qui le dit. N'a-t-elle pas écrit *La Santé des enfants* (Hachette, toujours), où elle soigne l'angine couenneuse et l'intoxication par le charbon? La faculté émit quelques protestations... Parfois, au coin du bois, les enfants débuisquent quelque gentil déshérité pour une bonne action nouvelle, tandis que le déshérité malhonnête, détrousseur de poupées, sera copieusement puni. « Ah! Mauvaise créature, petite voleuse, tu vas voir comme je te corrigerai! »

À Fleurville, le cercle familial est ouvert. Comme ces familles élastiques russes que dépeindra Anton Tchekhov, ou à Voronovo, où la comtesse a grandi. Un palais dans la neige et le cri des loups, les coups du knout qui tuent. Elle l'évoquera dans *Le Général Dourakine* : « Vingt mille hectares de bois, dix mille de terre à labour, vingt mille de prairie, quatre mille paysans, trois cents vaches. » Les paysans sont des serfs assimilés à des meubles.

Autrefois, le comte Fédor Rostopchine, gouverneur général de Moscou (1812-1814), décida, dit-on, d'incendier la ville face à l'invasion napoléonienne. Pour la même raison, il brûla Voronovo. Cet homme de feu, écrivain talentueux, brûlait aussi tout ce qu'il écrivait. Il adorait Sophie.

En Normandie, Madame de Fleurville, veuve en son château, mère parfaite des parfaites Camille et Madeleine, vit maintenant avec Madame de Rosebourg et sa fille, Marguerite. Les femmes écrivent, jouent du piano, « s'embrassent tendrement ». L'homme est absent. Ambiance léniante. Heureusement que Sophie revient, rescapée d'un naufrage. Sa belle-mère, Madame Fichini, pour qui « le fouet est le

meilleur des maîtres », la corrige un peu avant de disparaître. À Fleurville, on ne fouette pas, on met l'enfant rétif au cabinet de pénitence, où il copiera dix fois le Notre Père et n'aura que du pain et de l'eau.

La France interdira, en 2019, les châtiments corporels sur les enfants.

« Tout était en l'air au château de Fleurville! »

Le troisième tome, *Les Vacances*, évoque ce moment lumineux de l'été où les cousins viennent au château. Même les papas sont là... Trois mois entiers à « attraper des papillons, pêcher à la pièce d'eau, lire, travailler! » Pour les filles, ce sont les mamans qui font le professeur. On se dispute un peu, on s'embrasse énormément, on se promène beaucoup et on rencontre l'autochtone. Mais la meunière est voleuse et le paysan très bourru. C'est décevant. Le livre se termine sur une petite robinsonnade. Le cousin Paul et le capitaine de Rosebourg, naufragés qu'on croyait morts,

ont passé cinq ans chez des sauvages non anthropophages. Cinq ans à construire des huttes, à chanter des cantiques devant des indigènes ébahis. Un navire français sauvera les naufragés, le capitaine baptisera les sauvages avant de s'embarquer. À la fin de l'été, les vacances finies, la comtesse laissera ses héros « vivre et mourir sans plus en parler ». Il leur faudra juste « être charitable, aimer Dieu comme notre père et les hommes comme nos frères ».

« Le bon Dieu se mêle de tout »...

La comtesse de Ségur eut d'abord des relations conventionnelles avec Dieu, elle s'occupait surtout de sa propriété et de ses enfants. Sa passion? Louis-Gaston, son fils aîné. Mais Gaston entre au séminaire : « J'ai mis cinq ans à m'y faire », écrit Sophie. Il devient prêtre, part pour Rome, où le pape l'apprécie, il sera archevêque. Hélas, il perd la vue à 34 ans et rentre à Paris. M^{re} de Ségur ne va plus lâcher Sophie. L'œuvre ségurienne subissait déjà quatre relectures officielles avant publication. De l'éditeur jusqu'au ministre de l'intérieur : moins de tendresses, moins de brutalité. Gaston deviendra le plus zélé des censeurs. Pire, il réécrit.

Cela donne en 1861 *Pauvre Blaise*, le fils de portier qui n'est qu'abnégation. « Ne devrais-je pas me trouver heureux de souffrir pour ressembler à Notre Seigneur? » et « Nous sommes tous les soldats du bon Dieu et notre drapeau est la croix ». Sophie se confit en religion. Louis Veillot, que même Rome trouve extrémiste, est définitivement son meilleur ami. « Maman Ségur », comme il l'appelle, écrit, en 1869, *La Bible d'une grand-mère* à l'antisémitisme insupportable, approuvé par dix évêques.

Heureusement, elle a inventé Cadichon, âne mythique, et surtout le général Dourakine en hommage tonitruant à son père. Richissime, boulimique, ridicule, généreux. Au fouet leste et au remords rapide! Elle le renvoie dans son pays, la Russie qu'elle n'a pas revue depuis ses 17 ans. Elle y punit l'ignoble Madame Papofski, méchante nièce du général, dans une scène très excitante de flagellation. La censure n'a rien vu. Dourakine reviendra finir sa vie en France... Le livre est le chef-d'œuvre de Sophie.

La comtesse ne s'adressait pas vraiment qu'aux enfants. Ses livres, une fois dépouillés de leur conservatisme très réactionnaire, nous offrent comme un traité noir et moderne d'éducation, une manière d'envisager l'enfant pour ce qu'il est.

Le 9 février 1872, après un mois d'une agonie atroce, de multiples attaques cardiaques et cérébrales, ne pouvant plus ni boire ni parler, la moitié de son corps gangrené, ayant reçu trente fois l'extrême-onction des mains de son fils, appelant la mort, la comtesse de Ségur rendit enfin les armes au bon Dieu.

Le lendemain, comme elle l'avait demandé, on retira son cœur de sa poitrine pour le faire embaumer.

(1) La femme de lettres Marcelle Tinayre (1870-1948) a utilisé l'expression dans un discours le jour de l'inauguration d'une sculpture en hommage à la comtesse de Ségur. Cf. André Castelot, *De l'Histoire et des histoires*, Perrin, Paris, 1978.

(2) Cf. la préface de Jacques Laurent aux *Œuvres* de la comtesse en trois volumes, Laffont-Bouquins, Paris, 2009.

(3) Lewis Carroll a inventé le personnage d'Alice au pays des merveilles, James Barrie celui de Peter Pan, Hector Malot celui de Rémi sans famille.

DANS LES REVUES

□ **LA REVUE NOUVELLE.** Pratiques médico-légales à l'égard des violences sexuelles ou conjugales : prévention du passage à l'acte, recherche d'un équilibre entre impératifs judiciaires et logique de soins... (N° 5/2023, huit numéros par an, 12 euros. – Bruxelles, Belgique.)

□ **PRATIQUES.** Les « cahiers de la médecine utopique » donnent la parole à des infirmières pour comprendre comment, pivot du système de soins, elles tendent à le fuir. En cause, les insuffisances de la formation, le mépris de l'institution, la dégradation de la relation aux patients. (N° 101, avril, trimestriel, 20 euros. – Malakoff.)

□ **GRESEA ÉCHOS.** L'inflation et ses causes : la politique énergétique décidée à Bruxelles, les marges des entreprises. « Il faut que les augmentations de salaire dans la zone euro soient inférieures à l'inflation », demande la présidente de la Banque centrale européenne. (N° 114, avril-juin, trimestriel, 6 euros. – Bruxelles, Belgique.)

□ **TRAVAIL ET SÉCURITÉ.** Des tiques qui piquent des forestiers ou de l'urine de rongeur qui souille les réseaux d'assainissement : comment certains travailleurs sont particulièrement exposés aux zoonoses, ces maladies capables de passer de l'animal à l'humain. (N° 850, juillet-août, mensuel, 7 euros. – Paris.)

□ **HESAMAG.** Dossier « amiante » : les messages des industriels, l'exemple néerlandais, les technologies de désamiantage, le cas des pompiers... (N° 27, premier semestre, semestriel, gratuit sur demande. – Bruxelles, Belgique.)

□ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY.** Une enquête de Christophe Boltanski à Beyrouth sur quatre assassinats en lien avec l'explosion du port qui a ravagé la ville le 4 août 2020. (N° 440-441, juillet-août, mensuel, 3,60 euros. – Paris.)

□ **RÉFRACTIONS.** La revue anarchiste fête son quart de siècle et aborde quatre thèmes qui clivent la gauche en général et les anarchistes en particulier : la postmodernité, la révolution, l'intersectionnalité et l'écologie. (N° 50, printemps, semestriel, 15 euros. – Paris.)

□ **LES UTOPIQUES.** Les personnes âgées, leur pouvoir d'achat, leurs engagements, la fin de vie ou encore la ménopause et l'histoire de Mathusalem, « le journal qui [n'avait] pas peur des vieux », créé en 1976, avec l'aide de Reiser ou Topor. (N° 23, été, trimestriel, 10 euros. – Paris.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Contre l'emprise numérique, la désescalade technologique; Serge Latouche sur ce que réclame une société « écosoutenable »; pas de décroissance sans désescalade militaire. (N° 201, juillet-août, bimestriel, 6 euros. – Lyon.)

□ **MÉDIACRITIQUES.** Déchaînés contre M. Jean-Luc Mélenchon, les médias rêvent de M. Bernard Cazeneuve; le bavardage indigent sur les sondages n'épargne nullement l'émission « Quotidien »; la police fait l'information sur BFM TV. (N° 47, juillet, trimestriel, 4 euros. – Paris.)

□ **FAKIR.** Comment le maire de Quittebeuf, dans l'Eure, s'emploie à préserver les dix commerces de sa petite ville; ces médicaments dont la France manque; l'actuelle soumission numérique annoncée par Edward Morgan Forster dans *La machine s'arrête* dès... 1909. (N° 108, juillet, bimestriel, 3 euros. – Amiens.)

□ **CQFD.** Un entretien avec le journaliste Olivier Tesquet sur l'amour des dirigeants français pour les technologies de surveillance et de répression. Retour sur la grève des sardinières de Douarnenez en 1924. (N° 222, été, mensuel, 4 euros. – Marseille.)

□ **LA BRÈCHE.** Enquête sur le transport des animaux. La sécurité sociale de l'alimentation : les premières expérimentations sont en cours à Montpellier. L'agriculture est-elle soluble dans la technologie? (N° 4, juillet-septembre, bimestriel, 3,50 euros. – Saint-Étienne.)

□ **CAMPAGNES SOLIDAIRES.** Le journal de la Confédération paysanne consacre un dossier à l'eau : les mégabassines, la pollution des rivières mais aussi l'ostréiculture traditionnelle menacée par l'industrie aquacole et le tourisme de masse (N° 396, juillet-août, mensuel, 6 euros. – Bagnolet.)

□ **L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE.** « On aurait pu mieux faire. Mais quoi? » Retours sur le mouvement contre la réforme des retraites, son ampleur dans une petite ville comme Challans en Vendée, la faible place des jeunes. (N° 102, juillet-août, bimestriel, 6 euros. – Caen.)

□ **L'ÂGE DE FAIRE.** Organiser une marche des fiertés en milieu rural. Créer une coopérative de coursiers à Saint-Étienne et défier Uber Eats. Les navires associatifs qui font découvrir les calanques marseillaises aux enfants des quartiers nord. (N° 186, juillet, mensuel, 3 euros. – Peipin.)

□ **COURANT ALTERNATIF.** Le mensuel se réjouit de la victoire des ouvrières de Vertbaudet. En grève pendant quatre-vingt-deux jours « face à un patronat de guerre, à la répression des gros bras et des CRS », elles ont obtenu augmentations et embauches. (N° 332, été, mensuel, 5 euros. – Reims.)

□ **L'HISTOIRE.** Deux siècles de rapports franco-allemands racontés en évacuant le mouvement ouvrier et le communisme. (Hors-série, n° 100, juillet-septembre, 9,90 euros. – Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :

www.monde-diplomatique.fr/revues

« Sans les images ? »

PAR ULRIKE LUNE RIBONI *

UN mur de Nanterre, le 29 juin dernier. Des lettres violettes inscrites à la bombe. « Sans vidéo Nahel serait une statistique pour la Place Beauvau. Fuck le 17 ». Deux jours auparavant, Nahel Merzouk, 17 ans, avait trouvé la mort au volant d'une voiture, après qu'un agent lui eut tiré en pleine poitrine, à bout portant. Des images tournées par une passante et diffusées sur les réseaux sociaux le jour même ont remis en cause la version policière reprise dans les premiers articles sur le drame. Le 27 juin à 8h22, le compte rendu du centre de commandement consignait : « Individu blessé par balle à la poitrine gauche. Le fonctionnaire de police s'est mis à l'avant pour le stopper. Le conducteur a essayé de repartir en fonçant sur le fonctionnaire. » Or la séquence filmée montre le motard ouvrant le feu depuis le côté d'un véhicule qui redémarre lentement.

Sans image, que se serait-il passé ? « S'il n'y avait pas eu la vidéo, s'est interrogée la jeune femme qui l'a postée, une collègue de son auteure, quelle aurait été la suite (1) ? » Plusieurs médias ont comparé l'émotion suscitée par la mort de Nahel Merzouk à la relative indifférence dans laquelle, deux semaines plus tôt, Alhoussein Camara était décédé d'une balle dans le thorax à Saint-Yrieix-sur-Charente, dans la banlieue d'Angoulême. Lors d'un contrôle de police sur la route de son travail, ce jeune homme de 19 ans aurait refusé d'obtempérer et heurté les jambes d'un agent avec sa voiture. Un ami d'enfance témoignait, interdit : « Je sais tellement qu'il n'a pas pu blesser ce policier, mais comment le prouver sans vidéo (2) ... »

Les images, en réalité, ne suffisent pas toujours. Du moins à obtenir justice. En 1991, Rodney King, un Afro-Américain de 25 ans, est passé à tabac par quatre policiers à Los Angeles. Avec une petite caméra portable, un riverain capte la scène. Son enregistrement et sa diffusion provoquent l'indignation. La vidéo devient dès lors un outil de preuve, un moyen de scandaliser et de mobiliser, mais aussi d'engager des poursuites judiciaires. L'affaire n'aurait sans doute jamais conduit à un procès sans cette captation, et sans son passage en boucle sur Cable News Network (CNN) : même s'ils ne permettent pas de faire condamner les responsables – les policiers sont acquittés un an plus tard –, ils cristallisent une colère qui conduira aux plus grandes émeutes qu'ait connues Los Angeles.

Dans les années 1960, des collectifs avaient déjà utilisé des caméras comme instrument de surveillance de la police (copwatching). Une coalition d'organisations noires les expérimenta dans le quartier de Watts à Los Angeles à la suite de nombreux meurtres policiers, suivie à Oakland par le Black Panther Party à partir de 1966. Act Up se dota aussi d'un groupe de vidéastes dans les années 1980, dont un des buts était de filmer les manifestations pour prévenir les violences policières. Catherine Gund Saalfeld, l'une des fondatrices de Damned Interfering Video Activist Television (DIVA TV), expliquait alors : « Nous avons

* Maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-VIII (Vincennes-Saint-Denis), auteure de *Vidéoactivismes. Contestation audiovisuelle et politisation des images*, éd. Amsterdam, Paris, 2023.

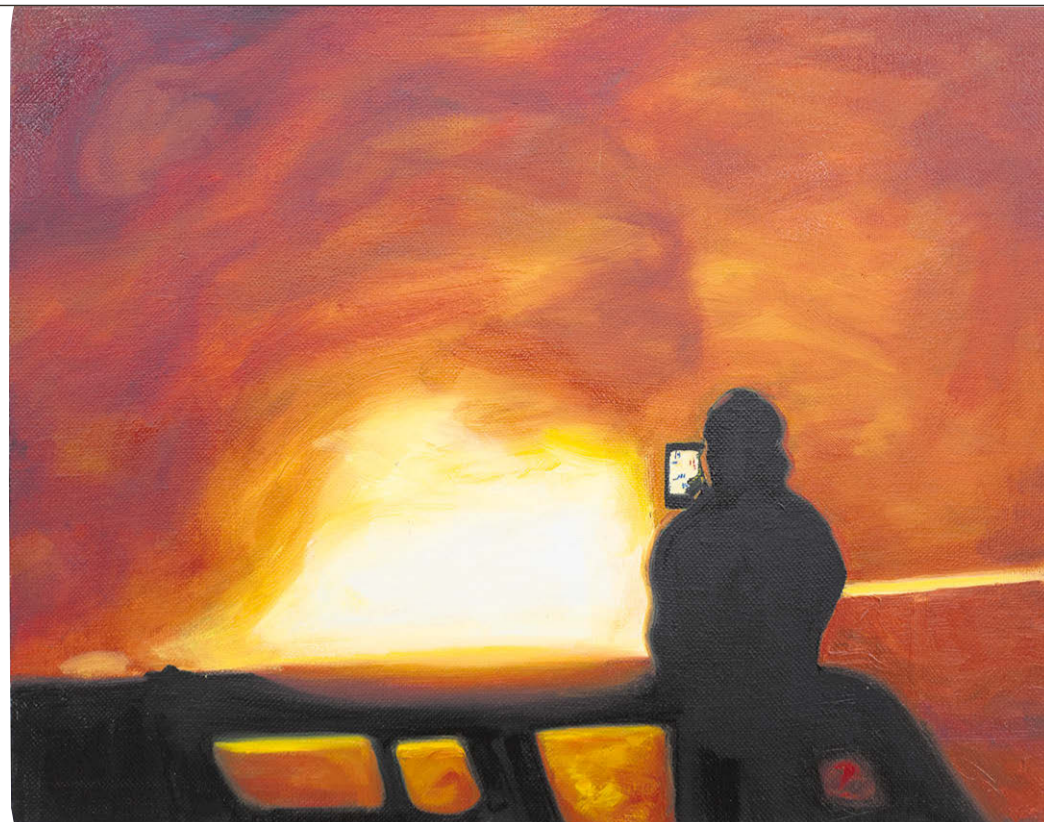
une banque d'images de flics pliant les poignets des gens jusqu'au point de rupture, de flics matraquant des manifestants sur le dos et les épaules (3). »

À la différence des tenants du cinéma d'intervention – les groupes Medvedkine, par exemple – ou de la télévision alternative, DIVA TV ne cherchait plus seulement à donner la parole aux sans-voix ou à faire exister des corps exclus de la visibilité. La caméra devait servir d'outil dans la lutte, les vidéos de preuve. Mais ce copwatching relevait encore de la pratique politique, de la longue histoire des expériences audiovisuelles militantes. Au cours de la période récente, dans les cas des homicides de George Floyd aux États-Unis ou de Cédric Chauviat en France en 2020, ce sont des voisins ou des passants qui ont filmé la scène ; des caméras de vidéosurveillance ont capté l'arrestation violente de Théo Luhaka à Aulnay-sous-Bois en 2017 ou les coups assenés au producteur de musique Michel Zecler (en 2020 également) ; et, aux États-Unis, où leur emploi est quasi systématique, certaines vidéos de violences proviennent des caméras corporelles de policiers.

Pour les activistes d'aujourd'hui, l'Observatoire national des pratiques et des violences policières (ONVP) ou David Dufresne et sa plate-forme « Allô Place Beauvau », le partage apparaît plus déterminant que l'enregistrement. Et il faudra s'en remettre aux acteurs judiciaires et médiatiques, dont le rôle devient décisif. Or, du journal télévisé au procès, faire parler l'image implique une série de procédés tant techniques que rhétoriques. La parole de l'expert ou du témoin la décrit, la commente ou la met en contexte. À la télévision, les vidéos subissent des modifications matérielles. Des inserts graphiques dirigent le regard vers ce qui devrait être vu, quand le ralenti « peut amener les téléspectateurs à percevoir une action comme plus intentionnelle (4) », le ralentissement induisant le sentiment que l'auteur des faits a eu le temps de penser son action. Il en va de même lors des procès, où les captures d'écran, parfois imprimées et annotées, se substituent à la projection, comme, en France, dans l'affaire Gaye Camara en 2019 (5).

Reste que les effets sociaux des images inquiètent les autorités et agacent les forces de l'ordre. Face à la multiplication des entraves policières à la liberté de filmer, notamment lors des manifestations, le ministère de l'intérieur avait dû rappeler à ses troupes par la voie d'une circulaire datée du 23 décembre 2008 que « les policiers ne bénéficient pas de protection particulière en matière de droit à l'image (...). La liberté de l'information, qu'elle soit le fait de la presse ou d'un simple particulier, prime le droit au respect de l'image ou de la vie privée dès lors que cette liberté n'est pas dévoyée par une atteinte à la dignité de la personne ou au secret de l'enquête ou de l'instruction ».

Malgré cela, en septembre 2019, un jeune « gilet jaune » dijonnais a été condamné à cinq mois de prison avec sursis pour avoir filmé et mis en ligne les images d'affrontements entre des manifestants et des gendarmes. Une décision rendue sur le fondement d'un article du code pénal introduit en 2007 pour sanction-



TAN MU. – « Minneapolis », 2020

ner le *happy slapping* (ou « vidéo baffe », une agression captée puis diffusée sur les réseaux sociaux). La majorité de M. Emmanuel Macron a ensuite tenté d'entraver la circulation des vidéos de violences policières. Finalement écarté par le Conseil constitutionnel, l'article 24 de la proposition de loi relative à la sécurité globale visait à punir de cinq ans d'emprisonnement la diffusion d'images d'un agent portant « atteinte à son intégrité physique ou psychique ».

LA loi promulguée en 2021 a quand même autorisé les policiers à exploiter en temps réel des caméras installées dans les halls d'immeuble ou l'extension de l'accès à la vidéosurveillance aux agents des polices municipales et de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF). Face à la multiplication des dispositifs d'enregistrement au sein de la population, il s'agit de construire des contre-feux. « Quand on est attaqué par l'image, il faut se défendre par l'image (6) », soutient M. David Le Bars, secrétaire général du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN).

Cette volonté d'opposer œil pour œil les caméras-piètons et de vidéosurveillance à celles des citoyens comme celle d'empêcher la circulation de certaines images trahissent la foi des gouvernants dans leur capacité à sensibiliser ou à révéler la répression au plus grand nombre. Cette foi se double d'une croyance dans la puissance mimétique qui conduirait des individus généralement jeunes, peu diplômés, de classes populaires à s'égarer dans la violence pour reproduire ce qu'ils ont vu. À ce titre, le président de la République a souligné le 30 juin dernier, dans une allocution depuis la cellule interministérielle de crise, le « rôle considérable » de Snapchat et TikTok dans les soulèvements des quartiers populaires qui ont suivi la mort de Nahel Merzouk, et dénoncé la diffusion d'images des violences commises dans de très nombreuses villes françaises.

Face à la censure des médias audiovisuels, les plateformes numériques ont permis au cours des années 2010 de diffuser assez librement des enregistrements. Mais ces entreprises, actrices majeures du

capitalisme, n'ont pas vocation à soutenir les révoltes. À l'Assemblée nationale le 10 juillet, la responsable des affaires publiques de Snapchat en France a assuré que son entreprise avait « travaillé conjointement avec le ministère de l'intérieur et les différentes autorités afin d'endiguer le plus rapidement possible les différents dérapages qu'on a pu percevoir sur le terrain ». Avant de se féliciter du résultat de cette collaboration en constatant que « l'ensemble des stories qui étaient publiées » aux derniers soirs du soulèvement provenaient d'utilisateurs « qui se plaignaient justement des émeutes et des conséquences des émeutes ».

Le matin du même jour, le commissaire européen au marché intérieur avait averti de la fin de la fête. Déplorant que les réseaux sociaux n'aient pas préalablement censuré tout message susceptible d'accroître les émeutes, M. Thierry Breton a prévenu : « Tout cela ne sera plus possible à partir du 25 août », en vertu d'un nouveau règlement sur les services numériques. « Lorsqu'il y aura des contenus haineux, des contenus qui appellent par exemple à la révolte, qui appellent également à tuer ou à brûler des voitures, [les plateformes] auront l'obligation dans l'instant de les effacer. Si elles ne le font pas, elles seront immédiatement sanctionnées », voire temporairement interdites. Le temps de la désillusion pour les militants qui, depuis le « printemps arabe », associaient réseaux sociaux et liberté ? « Sans les images la révolution n'aurait pas eu lieu », nous disait un Tunisien en 2011... Sans les images ou sans les moyens pour les diffuser ?

(1) « Mort de Nahel : la femme qui a posté la vidéo du tir du policier dit avoir "fait son devoir" », BFM, 8 juillet 2023, www.bfmtv.com

(2) Cité par David Perrotin, « "Pourquoi personne n'en parle ?" : 15 jours avant Nahel, Alhoussein, 19 ans, a été tué par la police à Angoulême », Mediapart, 30 juin 2023, www.mediapart.fr

(3) Catherine Saalfeld, « On the make : Activist video collectives », dans Martha Gever, John Greyson et Pratibha Parmar (sous la dir. de), *Queer Looks. Perspectives on Lesbian and Gay Film and Video*, Routledge, Londres et New York, 1993.

(4) Cf. Zachary Burns, Eugene Caruso et Benjamin Converse, « Slow motion increases perceived intent », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 113, Washington, DC, 2016.

(5) Cf. Nicolas Chapuis, « Les tirs de légitime défense par les policiers, une zone grise pour les enquêteurs », *Le Monde*, 24 octobre 2019.

(6) Cité par Chloé Pilorget-Rezzouk, « Les caméras-piètons, une fausse bonne idée ? », *Libération*, Paris, 15 juillet 2020.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Et le yoga sauvera le monde, par ZINEB FAHSI.

PAGE 3 :
La réaction, c'était mieux avant, par EVELYNE PIEILLER.

PAGES 4 ET 5 :
Le livre noir du haricot vert, par ALAIN AMARIGLIO.

PAGES 6 ET 7 :
Barça, les petits secrets d'un grand club, par DAVID GARCIA. – À condition d'en avoir les moyens... (D. G.).

PAGE 8 :
Le temps des mercenaires, par PHILIPPE LEYMARIE.

PAGE 9 :
L'Ukraine s'invite dans l'élection américaine, par SERGE HALIMI.

PAGES 10 ET 11 :
Pourquoi les grandes puissances se font la guerre, suite de l'article de JOHN MEARSHEIMER.

PAGES 12 ET 13 :
Il était une fois à Ouarzazate, par PIERRE DAUM. Demain, l'Arabie saoudite ? (P. D.).

PAGES 14 ET 15 :
À la recherche de l'artiste nord-coréen, par KOEN DE CEUSTER.

PAGE 16 :
Une multinationale contre Salvador Allende, par EUGENY MOROZOV.

PAGE 17 :
Un plan pour anéantir l'Allemagne, par PIERRE RIMBERT.

PAGES 18 ET 19 :
« L'Autriche est morte, et l'Europe la regarde », par ANNE MATHIEU.

PAGE 20 :
Traversée d'un désert médical, par PIERRE SOUCHON.

PAGE 21 :
Banlieues, sermonner et punir, par TRISTAN DE BOURBON-PARME.

PAGES 22 ET 23 :
Longo Maï, sur les sentiers de l'utopie, suite de l'article d'ANNE JOURDAIN.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Nein Nein Nein ! La dépression, les tourments de l'âme et la Shoah en autocar », de Jerry Stahl, par ARNAUD DE MONTJOYE. – « La Conjuraison des imbéciles », de John Kennedy Toole, par GILLES COSTAZ. – De la zone à la banlieue, par CARLOS PARDO. – Une essence russe ?, par HÉLÈNE RICHARD. – Les porteurs de la Terre, par MARINA DA SILVA. – La Tunisie saisie par ses réalisatrices, par PASCAL CORAZZA. – Cassures d'idéal à Belgrade, par JEAN-ARNAUD DÉRENS. – Dans les revues.

PAGE 27 :
Modèles de petites filles, par AGATHE MÉLINAND.